

Le Marché Tunisien des Assurances en 2 0 2 2

Tunisian Insurance M a r k e t i n 2 0 2 2

Août 2023



L' ASSURANCE TUNISIENNE en 2022

SOMMAIRE

Introduction

A. Le marché tunisien des assurances	6
B. Les données clés du secteur	6
C. Le cadre institutionnel	8

Première Partie

I- LES ASSURANCES DIRECTES

A. Les primes Emises	26
B. Les sinistres réglés	26
C. Les frais de gestion	26
D. Les résultats techniques nets	27

II- LA RÉASSURANCE

1. Les acceptations	28
2. Les cessions	30
3. Les rétrocessions	31
4. Les opérations de réassurance effectuées par Tunis-Re	32

III- L' ACTIVITÉ GLOBALE (ASSURANCES DIRECTES ET ACCEPTATIONS)

A. Les primes	34
B. Les sinistres réglés et les provisions techniques	37
C. Les frais de gestion	38
D. Les résultats techniques	39
E. Les fonds propres, les placements & les revenus financiers	40

Deuxième Partie

A. Analyse Non vie & Vie	44
B. Analyse par branche	47
I. L' Assurance automobile	47
II. L' Assurance groupe maladie	53
III. L' Assurance transport	57
IV. L' Assurance incendie	61
V. L' Assurance des risques techniques et divers	65
VI. L' Assurance crédit	69
VII. L' Assurance agricole	72
VIII. L' Assurance vie	76

Annexes

Chiffres d'affaires par branche et par entreprise en 2022	82
Sinistres réglés par branche et par entreprise en 2022	83
Compte d'exploitation par branche (non vie et vie) en 2022	84
Compte d'exploitation par branche (Affaires directes, Acceptations) en 2022	85
Tunisian insurance market in 2022	86
Liste des entreprises d'assurances & de réassurances	93

- Ce rapport a été établi à partir des états statistiques des exercices 2020 –2021 et 2022 transmis par les entreprises tunisiennes d'assurances et de réassurances régies par le code des assurances et à partir des états publiés sur le site du conseil du marché financier CMF.
- Les opérations des caisses d'assurances sociales (CNRPS, CNSS et CNAM) et des sociétés mutuelles de prévoyance sont régies par le décret du 18 février 1954 sont exclues.

A background image showing a business meeting. Two people in suits are seated at a table. One person's hands are clasped, holding a pen. The other person is writing on a document. A laptop is visible on the right. The image has a blue overlay.

INTRODUCTION

- A. LE MARCHÉ TUNISIEN DES ASSURANCES
- B. LES DONNÉES CLÉS DU SECTEUR
- C. LE CADRE INSTITUTIONNEL

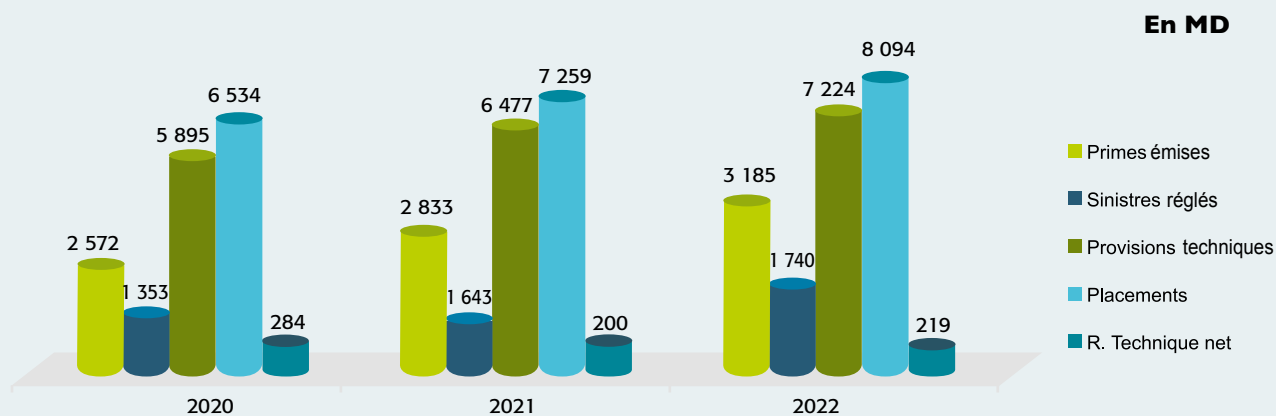
INTRODUCTION

A. LE MARCHÉ TUNISIEN DES ASSURANCES

En 2022, le marché tunisien des assurances a enregistré les résultats suivants :

- Les primes émises du secteur des assurances se sont élevées à 3 184,955 MD en 2022 contre 2 833,204 MD en 2021, soit une augmentation de 12,42%.
- Les sinistres réglés ont enregistré une augmentation de 5,92 % passant de 1 642,879 MD en 2021 à 1 740,214 MD en 2022.
- Les frais de gestion ont totalisé un montant de 732,094 MD en 2022 contre 678,696 MD en 2021, soit une augmentation de 7,87%.
- Les provisions techniques ont enregistré une augmentation de 11,53 % en 2022 passant de 6 477,054 MD en 2021 à 7 223,562 MD en 2022.
- Les montants des placements inscrits aux actifs des bilans se sont élevés à 8 094,177 MD en 2022 contre 7 258,748 MD en 2021, soit un taux de croissance de 11,51%.
- Le résultat technique de l'exercice s'est amélioré en 2022, Il dégage un excédent de 218,612 MD contre un excédent de 199,910 MD en 2021.
- Les bilans consolidés ont dégagé en 2022 un bénéfice de 259,738 MD contre un bénéfice de 225,041 MD en 2021.

B. LES DONNÉES CLES DU SECTEUR



	2021	2022	Ev. 22/21 en %
Primes Emises (Affaires Directes)	2 821 926 359	3 170 597 284	12,36
Acceptations	11 277 685	14 357 396	27,31
Primes Emises. (Affaires Directes+ Acceptations)	2 833 204 044	3 184 954 680	12,42
Sinistres Réglés (Affaires Directes)	1 636 245 326	1 735 599 259	6,07
Sinistres Réglés (Acceptations)	6 633 591	4 615 203	-30,43
Sinistres Réglés (Affaires Directes + Acceptations)	1 642 878 917	1 740 214 462	5,92
Frais de Gestion (Affaires Directes)	676 153 037	729 987 067	7,96
Frais de Gestion (Acceptations)	2 543 206	2 106 494	-17,17
Frais de Gestion (Affaires Directes + Acceptations)	678 696 243	732 093 561	7,87
Provisions Techniques	6 477 054 155	7 223 561 837	11,53
Cessions et Rétrocessions	481 272 195	531 089 316	10,35
Placements	7 258 747 501	8 094 177 230	11,51
Solde Financier	340 762 531	426 601 966	25,19
Solde de réassurance (résultats des cessions)	-77 747 335	-203 810 271	-162,14
Résultat net	199 910 073	218 611 793	9,36
Résultat aux Bilans	225 041 414	259 738 122	15,42

C. CADRE INSTITUTIONNEL

1.CODE D'ASSURANCES

Promulgué par la Loi n° 92-24 du 9 mars 1992 tel que complété et modifié par :

- La Loi n° 94-10 du 31 janvier 1994
- La Loi n° 97-24 du 28 avril 1997
- La Loi n° 2001-91 du 7 août 2001
- La Loi n° 2002-37 du 1er avril 2002
- La Loi n° 2003-80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour l'année 2004.
- La Loi n° 2005-86 du 15 août 2005.
- La Loi n° 2005-106 du 19 décembre 2005, portant loi de finances pour l'année 2006.
- La Loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- La Loi n° 2014-47 du 24 juillet 2014.

2.LE CONTRAT D'ASSURANCE EN GÉNÉRAL

A/ Le contrat d'assurance en général (Titre I du code des assurances, articles 1 à 47)

- Les paragraphes 2 et 3 de l'article 34 et le paragraphe 2 de l'article 44 ont été ajoutés par la loi n°2002-37 du 01 avril 2002 (le paragraphe 2 de l'article 44 a été modifié par la loi n°2008-8 du 13 février 2008).
- Les articles 46 et 47 ont été modifiés par la loi n° 2001-91 du 7 août 2001, portant simplification des procédures spécifiques aux autorisations administratives délivrées par les services du ministère des finances dans les diverses activités qui en relèvent et la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Arrêté du ministre des finances du 2 janvier 1993, fixant les modalités d'application de l'article 6 du code des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 22 novembre 2001 fixant le modèle type des conditions générales des contrats d'assurances, tel que complété par l'arrêté du ministre des finances du 01 mars 2016.

B- Le contrat d'assurance maritime

- Articles 297 à 365 du code de commerce maritime promulgué par la loi n° 62-13 du 24 avril 1962.
- Décret n° 90-216 du 20 janvier 1990 portant augmentation de la somme limite de la responsabilité du transporteur maritime pour les pertes, avaries ou dommages subis par colis ou par unité habituelle de fret de marchandises (application de l'article 147 du code de commerce maritime).
- Loi n° 2004-3 du 20 janvier 2004, modifiant et complétant le code de commerce maritime.
- Article 16 du décret n° 2004-329 du 9 février 2004, relatif aux modalités d'application des dispositions de l'article 55 du code des ports maritimes de commerce et notamment les conditions d'occupation temporaire du domaine public des ports maritimes de commerce : L'obligation de la responsabilité civile du bénéficiaire de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public des ports maritimes de commerce.

3.LES ASSURANCES OBLIGATOIRES

A- L'assurance automobile

- Loi n° 2005-86 du 15 août 2005, portant insertion d'un cinquième titre au code des assurances relatives à l'assurance de la responsabilité civile du fait de l'usage des véhicules terrestres à moteur et au régime d'indemnisation des préjudices résultant des atteintes aux personnes dans les accidents de la circulation (articles 110 à 176 du code des assurances).
- L'article 113 bis a été ajouté au code des assurances par l'article 6 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Le paragraphe 2 de l'article 113 du code des assurances a été ajouté par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- L'article 19 de la loi n°2005-106 du 19 décembre 2005, portant loi de finances pour l'année 2006 relatif à la création du fonds de prévention des accidents de la circulation.

- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 6 janvier 2006, portant inscription sur la liste des médecins légistes et des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre des finances du 17 janvier 2006, fixant les règles de fonctionnement du bureau central de tarification.
- Arrêté du ministre des finances du 17 janvier 2006, portant approbation du modèle-type des renseignements demandés en vue d'établir l'offre de transaction amiable.
- Arrêté du ministre des finances du 17 janvier 2006, portant approbation des statuts de l'association professionnelle chargée de l'application des conventions conclues avec les pays étrangers adhérents aux régimes de cartes internationales d'assurance (Carte verte et carte orange).
- Décret n°2006-873 du 27 mars 2006, relatif aux conditions d'application des dispositions du premier chapitre du titre 5 du code des assurances aux utilisateurs des véhicules terrestres à moteur non immatriculés dans l'une des séries d'immatriculation en usage en Tunisie ainsi que les modalités d'établissement et de validité des documents justificatifs de l'existence du contrat d'assurance, tel que modifié par le décret gouvernemental n°2015-880 du 23 juillet 2015(article 5).
- Arrêté du ministre des finances du 12 avril 2006, fixant la forme de l'attestation d'assurance et son contenu, tel que complété par l'arrêté du ministre des finances du 31 décembre 2015.
- Décret n°2006-1224 du 2 mai 2006, fixant les renseignements et les exemples obligatoires à inclure dans le procès-verbal d'enquête.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 1er juin 2006, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté conjoint du ministre des finances, du ministre de la santé publique et du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 8 juin 2006, fixant les tarifs cadres des frais de soin des victimes des accidents de la circulation.
- Décret n°2006-2069 du 24 juillet 2006, fixant les taux des contributions au financement du Fonds de Garantie des Victimes des Accidents de la Circulation et leur mode de calcul.
- Décret n°2006-2336 du 28 août 2006, relatif aux modalités d'intervention du Fonds de Prévention des Accidents de la Circulation, son mode de fonctionnement, l'assiette et les taux des contributions qui lui sont réservées, tel que modifié par le décret n°2007-275 du 12 février 2007.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 2 septembre 2006, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 28 novembre 2006, portant désignation du président et des membres de la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre des finances du 25 décembre 2006, portant approbation de la convention d'indemnisation pour le compte d'autrui.
- Arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre de la santé publique du 11 juin 2007, portant approbation du barème des incapacités permanentes.
- Décret n°2007-1487 du 25 juin 2007, portant approbation de la convention fixant les droits et obligations des assureurs et de la caisse nationale d'assurance maladie en ce qui concerne le remboursement des montants versés ou exigibles au profit de la victime, et résultant des accidents de la circulation revêtant le caractère d'accidents de travail.
- Décret n°2007-1871 du 17 juillet 2007, fixant le tableau de conversion des rentes et le mode de calcul du capital objet de la conversion.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 25 août 2008, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'homme du 3 février 2009, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 14 mai 2009, portant désignation d'un membre représentant l'organisation de la défense du consommateur à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'Homme du 02 juin 2010, relatif à l'inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel et des médecins légistes.
- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 8 septembre 2010, portant nomination d'un membre représentant la

FTUSA à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.

- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 15 novembre 2010, portant nomination d'un membre représentant le ministère de l'intérieur et du développement local à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice et des droits de l'Homme du 06 juin 2011, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 16 février 2012, portant nomination de deux membres à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation représentant le ministre des finances et le ministre de la santé publique.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 11 mai 2012, portant nomination du président et d'un membre à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice du 04 janvier 2013, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 18 janvier 2013, portant nomination d'un représentant du ministère de l'intérieur à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation.
- Arrêté du ministre de la justice du 03 juin 2013, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de la justice du 16 janvier 2014, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évaluation du dommage corporel.
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 11 mars 2014, portant nomination des membres à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation (représentants le secteur des assurances).
- Arrêté du ministre de l'intérieur du 24 septembre 2014, portant nomination d'un membre à la commission consultative de gestion du fonds de prévention des accidents de la circulation (représentant l'organisation de défense du consommateur).
- Article 55 du loi n°2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi de finances pour l'année 2016 ayant instauré la : non exigibilité des taxes dues sur les véhicules automobiles en cas de justification de leur nom circulation.
- Article 56 du loi n°2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi des finances pour l'année 2016 : Amélioration du recouvrement des taxes de circulation.
- Article 89 du loi n°2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi de finances pour l'année 2016 : prorogeant les délais de paiement des taxes de circulation pour les véhicules destinés à la location et les véhicules acquis dans le cadre des contrats d'Ijora ou de leasing.
- Règlement du Comité Général des Assurances n° 01-2015 du 25 Décembre 2015 relatif à la création d'une Base de Données au niveau du CGA pour l'application du système «Bonus-Malus» du tarif de l'assurance responsabilité civile des propriétaires des véhicules terrestres à moteur.
- Décret gouvernemental n°2016-292 du 01 mars 2016, modifiant le décret n°2000-146 du 24 janvier 2000, relatif à la conduite sous l'empire d'un état alcoolique.
- Arrêté du ministre des finances du 16 février 2016, portant désignation des membres permanents et membres suppléants du bureau central de tarification.
- Règlement du ministre des finances 2019 du 8 mai 2019 relatif au système Bonus-Malus pour le tarif de l'assurance de la responsabilité civile résultant de l'usage des véhicules terrestre à moteur.

B- L'assurance des accidents du travail et des maladies professionnelles

- Loi n° 94-28 du 21 février 1994, portant régime de réparation des préjudices résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles.
- Textes d'applications : plusieurs décrets et arrêtés ont été publiés en application de la loi susvisée.
- Arrête du ministre de la justice du 12 octobre 2017, portant inscription sur la liste des médecins ayant le certificat d'aptitude à l'évolution du dommage corporel.

C- L'assurance maladie

- Loi n° 2004- 71 du 2 août 2004, portant institution d'un régime d'assurance maladie.
- Décret n° 2005-321 du 16 février 2005, portant organisation administrative et financière de la caisse nationale d'assurance maladie et ses modalités de fonctionnement.
- Décret n°2005-2192 du 9 août 2005, portant organisation du conseil national d'assurance maladie.
- Décret n°2005-3030 du 21 novembre 2005, fixant les conditions et les procédures de prise en charge par les organismes de sécurité sociale du montant du ticket modérateur exigible des personnes handicapées au titre de leur soins et hospitalisation dans les structures publiques de santé.
- Décret n°2005-3031 du 21 novembre 2005, fixant les modalités et les procédures de l'exercice du contrôle médical prévu par la loi n°2004-71 du 2 août 2004, portant institution d'un régime d'assurance maladie.
- Décret n°2005-3154 du 6 décembre 2005, portant détermination des modalités et procédures de conclusion et d'adhésion aux conventions régissant les rapports entre la caisse nationale d'assurance maladie et les prestataires de soins.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 22 février 2006, portant approbation de la convention cadre régissant les rapports entre la caisse nationale d'assurance maladie et les prestataires de soins de libre pratique.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 1er juin 2006, fixant la nomenclature générale des actes professionnels des médecins, biologistes, médecins dentistes, psychologues cliniciens, sages-femmes et auxiliaires médicaux tel qu'il a été modifié par les arrêtés du ministre de la santé publique du 29 octobre 2007, du 18 mars 2008 et du 1er mars 2010.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 1er août 2006, portant extension de la convention cadre régissant les rapports entre la caisse nationale d'assurance maladie et les prestataires de soins de libre pratique aux médecins dentistes de libre pratique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des tunisiens à l'étranger du 6 février 2007, portant approbation de la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 6 février 2007, portant approbation de la convention sectorielle des médecins dentistes de libre pratique conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et le syndicat tunisien des médecins dentistes de libre pratique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 6 février 2007, portant approbation de la convention sectorielle des biologistes de libre pratique conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et le syndicat national des biologistes de libre pratique.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 13 avril 2007, fixant les listes des spécialités et des actes médicaux et paramédicaux, des médicaments, de l'appareillage, des frais de transport sanitaire, ainsi que la liste des prestations nécessitant l'accord préalable, pris en charge par le régime de base d'assurance maladie.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 2 mai 2007, portant approbation de la convention sectorielle des cliniques privées conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et la chambre syndicale nationale des cliniques privées.
- Décret n°2007-1073 du 02 mai 2007, portant classement de certains centres en centres spécialisés.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 4 mai 2007, portant approbation de la convention sectorielle des cliniques privées conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie et la chambre syndicale nationale des cliniques privées.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 1er juin 2007, portant approbation de la convention sectorielle des pharmaciens d'officine de détail conclue entre la caisse nationale d'assurance maladie d'une part, et les syndicats des pharmaciens d'officine de jour et des pharmaciens d'officine de nuit d'autre part.

- Décret n°2007-1366 du 11 juin 2007, portant détermination des étapes d'application de la loi n°2004-71 du 2 août 2004, portant institution d'un régime d'assurance maladie aux différentes catégories d'assurés sociaux mentionnés dans les différents régimes légaux de sécurité sociale.
- Décret n° 2008-756 du 24 mars 2008, modifiant le décret n°2007-1367 du 11 juin 2007, portant détermination des modalités de prise en charge, Procédures et taux des prestations de soins au titre du régime de base d'assurance maladie.
- Décret n°2007-1406 du 18 juin 2007, fixant l'assiette de calcul des taux de cotisations dues au titre de régime de base d'assurance maladie et ses étapes d'application.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 25 juin 2007, portant fixation de la liste des affections lourdes ou chroniques prises en charge intégralement par la caisse nationale d'assurance maladie.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 29 juin 2007, portant fixation de la liste des prestations d'hospitalisation dispensées dans les établissements sanitaires privés conventionnés avec la caisse nationale d'assurance maladie et prises en charge dans le cadre du régime de base d'assurance maladie.
- Arrêté conjoint du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger et du ministre de la santé publique du 15 août 2007, relatif à la fixation de la liste des médicaments génériques servant de base pour la détermination des prix de référence des médicaments dans le cadre du régime de base d'assurance maladie.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 15 août 2007, modifiant et complétant l'arrêté du 19 septembre 2002, fixant la liste des établissements publics hospitaliers autorisés à effectuer les prélèvements ou les greffes d'organes humains.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 15 août 2007, portant approbation de l'avenant n°1 à la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclu entre la CNAM et le syndicat Tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 15 août 2007, portant approbation de l'avenant n°1 et l'avenant n°2 de la convention sectorielle des cliniques privées conclus entre la caisse nationale d'assurance maladie et la chambre syndicale nationale des cliniques privées.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 12 décembre 2007, portant extension de la convention cadre régissant les rapports entre la CNAM et les prestataires de soins de libre pratique aux médecins spécialistes adhérents au syndicat tunisien des médecins spécialistes libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 5 octobre 2007, portant extension de la convention cadre régissant les rapports entre la CNAM et les prestataires de soins de libre pratique aux physiothérapeutes.
- Arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre de la santé publique du 22 février 2008, fixant le tarif applicable à la délivrance des produits sanguins à usage thérapeutique au titre de leur transformation, analyse, conservation ainsi que de la préparation de leurs dérivés.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 3 juin 2008, portant fixation du plafond annuel des montants des prestations de soins ambulatoires prises en charge par le régime de base d'assurance maladie, au titre de la filière privée de soins ou du système de remboursement, tel qu'il a été modifié et complété par l'arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 24 juin 2010.
- Arrêté du ministre des finances et du ministre de la santé publique du 7 juillet 2008, portant modification de l'arrêté du 19 décembre 1996, fixant les tarifs de prise en charge des malades payants dans les structures sanitaires publiques relevant du ministère de la santé publique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 7 août 2008, portant approbation des avenants n°2, n°3 et n°4 de la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 7 août 2008, portant approbation de l'avenant n°5 de la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 18 août 2008, portant approbation de l'avenant

n°1 de la Convention sectorielle des médecins dentistes de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins dentistes de libre pratique.

- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 8 octobre 2008, portant approbation de l'avenant n°6 de la convention sectorielle des médecins de libre pratique conclue entre la CNAM et le syndicat tunisien des médecins libéraux.
- Arrêté du ministre des affaires sociales, de la solidarité et des Tunisiens à l'étranger du 7 janvier 2009, portant fixation du membre ? des commissions régionales de contrôle médical, leur attribution territoriale, leur composition et leurs modalités de fonctionnement créées auprès de la CNAM.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 5 février 2009, portant création du comité technique de la sécurité des malades et organisation de ses modalités de fonctionnement tel que complété par l'arrêté du 17 avril 2009.
- Arrêté du ministre de la santé publique du 16 juin 2009, fixant la liste des établissements sanitaires à vocation universitaire, des hôpitaux régionaux, des hôpitaux de circonscription et des groupements de santé de base relevant du ministère de la santé publique.
- Arrêté du ministre des affaires sociales du 30 juin 2014, portant approbation de l'avenant n°1 de la convention sectorielle des pharmaciens d'officine de détail conclu entre la CNAM et le syndicat des pharmaciens d'officine de Tunisie.

D- L'assurance incendie

- Les articles 29, 31 et 32 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980 portant loi de finances pour la gestion 1981 instituant une obligation d'assurance incendie.
- Décret n° 81-1595 du 24 novembre 1981, fixant les conditions de l'obligation d'assurance incendie édictée par les articles 29, 31 et 32 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980.
- Décret –loi n°2011-40 du 19 mai 2011 relatif à la réparation des dommages causés par les émeutes et mouvements populaires.
- Décret n°2011-790 du 27 juin 2011 fixant les modalités, les procédures et les règles de fonctionnement du décret –loi n°2011-40 du 19 mai 2011, tel que modifié par le décret n° 2011-3165 du 24 octobre 2011.
- Arrêté du ministre des finances du 05 décembre 2011, portant désignation des membres de la commission chargée des demandes d'indemnisation des dommages causés par les émeutes et mouvements populaires.
- Arrêté du ministre des finances du 27 janvier 2014, portant désignation d'un membre à la commission chargée des demandes d'indemnisation des dommages causés par les émeutes et mouvements populaires (représentant la FTUSA).

E- L'assurance transport des marchandises à l'importation

- Les articles 30, 31 et 32 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980 portant loi de finances pour la gestion 1981 instituant une obligation d'assurance transport des marchandises à l'importation.
- Décret n° 81-1596 du 24 novembre 1981, fixant les conditions d'application de l'obligation d'assurance transport des marchandises à l'importation.
- Décret n° 99-2364 du 27 octobre 1999, modifiant le décret n° 81-1596 du 24 novembre 1981.

F- L'assurance dans le domaine de la construction

- Loi n° 94-9 du 31 janvier 1994 relative à la responsabilité et au contrôle technique dans le domaine de la construction.
- Titre III du code des assurances (articles 95 à 100 ajoutés par la loi n° 94-10 du 31 janvier 1994), instituant l'obligation d'assurance dans le domaine de la construction.
- Décret n° 95-415 du 6 mars 1995, fixant la liste des ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance de la responsabilité décennale des intervenants dans leur réalisation, tel qu'il a été complété par le décret n° 97-1360 du 14 juillet 1997.
- Décret n° 95-416 du 6 mars 1995 relatif à la définition des missions du contrôleur technique et aux conditions de l'octroi de l'agrément

G- L'assurance de responsabilité professionnelle

- Campements de tourisme : article 13 de l'arrêté du ministre du commerce du 25 septembre 1978, portant réglementation des campements de tourisme.
- L'hébergement touristique à temps partagé : décret n°2009-1935 du 15 juin 2009, portant fixation des conditions d'obtention de l'autorisation préalable à l'exercice de l'activité d'hébergement touristique à temps partagé (article 3).
- L'agent immobilier : Loi n° 81-55 du 23 juin 1981, portant l'organisation de la profession d'agent immobilier ;
- Décret n° 81-1814 du 22 décembre 1981 fixant les modalités de la délivrance de la carte professionnelle à l'agent immobilier (article 3).
- Commerçants des ascenseurs : loi n° 87-49 du 2 août 1987 réglementant le commerce des ascenseurs et assimilés (articles 3 et 5).
- Commission de délivrance des licences des Agences de voyage : décret 87-273 du 17 février 1987 relatif à la composition et modalités de fonctionnement de la commission de délivrance des licences des agences de voyage.
- Etablissements sanitaires privés : loi n° 91-63 du 29 juillet 1991, relative à l'organisation sanitaire (articles 48 et 59).
- Organisation et développement de l'éducation physiques et des activités sportives : Loi n°94-104 du 3 août 1994 (article 27).
- Transitaires : loi n° 95-32 du 14 avril 1995, relative aux transitaires, modifiée et complétée par la loi n° 2008-43 du 21 juillet 2008 et par l'arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatives à l'exercice de la profession transitaire.
- Décret n°2010-1079 du 17 mai 2010 fixant les critères et le barème des montants transactionnels prévus par la loi n° 95-32 du 14 avril 1995 relative aux transitaires, modifiée et complétée par la loi n° 2008-43 du 21 juillet 2008.
- Arrêté du ministre des finances du 2 décembre 2009, fixant les conditions d'assurance de la responsabilité civile professionnelle découlant de l'exercice de l'activité de transitaire prévue par l'article 19 de la loi n° 95-32 du 14 avril 1995, relative aux transitaires, modifiée et complétée par la loi n° 2008-43 du 21 juillet 2008.
- Les entreprises produisant, transportant ou gérant les déchets : Loi n° 96-41 du 10 juin 1996, relative aux déchets et au contrôle de leur gestion et de leur élimination (articles 34 et 47).
- Les établissements privés de protection des personnes âgées : Décret n° 96-1766 du 30 septembre 1996 fixant les conditions de création des établissements privés de protection des personnes âgées et les modalités de leur fonctionnement (titre II).
- Liquidateurs, mandataires de justice, syndics et administrateurs judiciaires : loi n° 97-71 du 11 novembre 1997, relative aux liquidateurs, mandataires de justice, syndics et administrateurs judiciaires (article 39) et arrêté du ministre de la justice du 15 avril 1999, portant fixation du montant minimum du contrat d'assurance sur la responsabilité civile de ces professionnels.
- Centre d'hémodialyse : arrêté du ministère de la santé publique du 27 avril 1998 fixant la liste des documents exigés lors de la constitution du dossier préliminaire et du dossier définitif pour l'obtention de l'accord de principe et de l'autorisation pour l'exploitation, l'extension, le transfert ou la cession d'un centre d'hémodialyse (article 4).
- Les sociétés professionnelles d'avocats : loi n° 98-65 du 20 juillet 1998, relative aux sociétés professionnelles d'avocats (article 29).
- Activités dans les ports maritimes et commerciaux : loi n° 2009-48 du 8 juillet 2009, portant promulgation du code des ports maritimes et commerciaux abrogeant la Loi n° 99-25 du 18 mars 1999, relative à la promulgation du code des ports maritimes et commerciaux.
- Commerce électronique : Loi n° 2000-83 du 9 août 2000, relative aux échanges et au commerce électronique.
- Cahier des charges des fournisseurs de services de certification électronique : Décret n° 2001-1667 du 17 juillet 2001, portant approbation du cahier des charges relatives à l'exercice de l'activité de fournisseur de services de certification électronique.
- Structures professionnelles de production et de diffusion des arts dramatiques : Décret n° 2001-1986 du 27 août 2001 fixant les conditions de ces structures (article Premier, cahier de charge).
- Les établissements touristiques d'animation musicale : article 2 de l'arrêté du ministre du tourisme du 10 juin 2009 fixant les normes minimales de classement de ces établissements (l'obligation de souscrire des contrats d'assurances pour couvrir les risques d'incendie et de responsabilité civile et professionnelle).
- La représentation des sociétés étrangères de classification de navires : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de représentation des sociétés étrangères de classification de navires.

- Ravitailleur de navires : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de ravitailleur de navires.
- Courtier d'affrètement : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de courtier d'affrètement.
- La profession de pilote : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatives à l'exercice de la profession de pilote.
- Expert maritime : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession d'expert maritime.
- Consignataire de navires : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de consignataire de navires.
- Consignataire de la cargaison : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de consignataire de la cargaison.
- L'assistance, le sauvetage et de remorquage en mer : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatives à l'exercice de la profession d'assistance, de sauvetage et de remorquage en mer.
- La gestion des navires de commerce : arrêté du ministre du transport du 15 septembre 2009, portant approbation du cahier des charges relatif à l'exercice de la profession de gestion des navires de commerce.
- Les professions maritimes : loi n°2008-44 du 21 juillet 2008, portant organisation des professions maritimes (articles 2 et 15).
- Arrêté du ministre des finances du 2 décembre 2009, fixant les conditions d'assurance de la responsabilité civile professionnelle découlant de l'exercice des professions maritimes prévue à l'article 15 de la loi n°2008-44 du 21 juillet 2008, portant organisation des professions maritimes.
- Décret n°2010-1080 du 17 mai 2010, fixant les critères et le barème des montants transactionnels prévus par loi n°2008-44 du 21 juillet 2008, portant organisation des professions maritimes.

4. LES AUTRES ASSURANCES

A- L'assurance Vie

- Arrêté du ministre des finances du 27 février 2001, fixant la liste, le mode de calcul des provisions techniques et les conditions de leur représentation.
 - Arrêté du ministre des finances du 3 mars 2012, modifiant l'arrêté du ministre des finances du 27 février 2001, fixant la liste, le mode de calcul des provisions techniques et les conditions de leur représentation.
 - Arrêté du ministre de l'économie et des finances du 11 mars 2014, portant fixation du taux de la cotisation minimale payée par le salarié dans les contrats collectifs d'assurance vie.
 - Circulaire du Comité Général des Assurances N°01/2016 relative à l'assurance vie et à la capitalisation.
- Circulaire du Comité Général des Assurances N°04/18 du 17 Octobre 2018 fixant les spécifications obligatoires à insérer au niveau des Notes techniques relatives aux contrats d'assurance Vie et de Capitalisation.

B- L'assurance à l'exportation (Titre IV du code des assurances : articles 101 à 109)

- Les articles 101 à 109 ont été ajoutés au code des assurances Tunisien par la loi n° 97- 24 du 28 avril 1997.
- Décret n° 98-1690 du 31 août 1998 fixant les modalités et les conditions de fonctionnement du fonds de garantie des risques à l'exportation tel que modifié par le décret n° 2002-2074 du 10 septembre 2002 (l'article 11 du décret a été abrogé).
- Loi n° 99-95 du 6 décembre 1999, relative à la création d'un fonds de garantie de financement des exportations avant expédition.
- Décret n° 2000-23 du 3 janvier 2000, fixant les conditions et les modalités de fonctionnement du fonds de garantie de financement des exportations avant expédition et créant la commission de garantie de financement des exportations.
- L'article 5 de la loi n°2008-79 du 30 décembre 2008, portant mesures conjoncturelles de soutien aux entreprises économiques pour poursuivre leurs activités.

- Loi n° 2008-80 du 30 décembre 2008, autorisant l'Etat à souscrire à l'augmentation du capital la compagnie Tunisienne pour l'assurance du commerce extérieur (COTUNACE).
- Loi n° 2019-36 du 16 avril 2019, modifiant la loi n° 99-95 du 6 décembre 1999, relative à la création d'un fonds de garantie de financement des exportations avant expédition.
- Décret gouvernemental n° 2019-889 du 17 octobre 2019, fixant les conditions de couverture et les modalités de fonctionnement du fonds de garantie de financement des exportations avant expédition, la création de la commission stratégique des préfinancements des exportations et les conditions de son fonctionnement.

C - Les calamités agricoles

- Fonds de mutualité pour l'indemnisation des dommages agricoles dus aux calamités naturelles (articles 52, 53, 54, 55 et 56 de la loi n° 86-106 du 31 décembre 1986, portant loi de finances pour la gestion 1987).
- Décret n° 88-948 du 21 mai 1988, fixant à partir de la campagne agricole 1988-1989, le champ d'intervention, le montant de la contribution et le taux d'indemnisation des agriculteurs relatifs au fonds de mutualités pour l'indemnisation des dommages agricoles dus aux calamités naturelles.
- Décret n° 88-949 du 21 mai 1988, fixant les modalités et les conditions d'intervention et de gestion du fonds de mutualité pour l'indemnisation des dommages dus aux calamités naturelles.
- Fonds d'indemnisation des dommages agricoles causés par les calamités naturelles : crée par l'article 17 de la loi n° 2017-66 du 18 décembre 2017 par la loi de finances pour l'année 2018.
- Décret gouvernemental n° 2018-729 du 16 août 2018, fixant la liste des produits soumis à la taxe de solidarité due au profit du fonds d'indemnisation des dommages agricoles causés par les calamités naturelles.
- Décret gouvernemental n° 2018-820 du 09 octobre 2018, fixant les zones des grandes cultures endommagées en raison de la sécheresse pour la saison agricole 2017-2018.
- Décret gouvernemental n° 2018-821 du 9 octobre 2018, fixant les activités concernées par les interventions du fonds d'indemnisation des dommages agricoles dus aux catastrophes naturelles, les modalités de sa conduite et les conditions de son intervention.

D – Assurance TAKAFUL (titre 7 du code des assurances)

- Loi n° 2014-47 du 24 juillet 2014, amendant et complétant le code des assurances par l'insertion d'un 7ème titre relatif à « l'assurance Takaful » : articles 201 à 217.

5. LES PROFESSIONS D'ASSURANCES

A- Les entreprises d'assurances (titre II chapitre I du code des assurances : (articles 48 à 66)

- Les articles 48, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61 et 66 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2002- 37 du 1er avril 2002.
- Les articles 48, 50, 51, 54, 58, 60, 61 et 63 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2008- 8 du 13 février 2008.
- L'article 58 bis a été ajouté par la loi n° 2002- 37 du 1er avril 2002.
- Les paragraphes : 3 de l'article 48, 3 de l'article 50, 2 et 3 de l'article 54, 3 de l'article 62 et 2 de l'article 65, ont été ajoutés par l'article 4 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Les articles 50 bis et 50 ter ont été ajoutés au code des assurances par l'article 6 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Le dernier paragraphe de l'article 61 du code des assurances a été abrogé par l'article 7 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Décret n° 92-2257 du 31 décembre 1992, fixant les dispositions-types des statuts des sociétés d'assurances à forme mutuelle.
- Arrêté du ministre des finances du 26 juin 2000, portant approbation des normes comptables sectorielles relatives aux opérations spécifiques aux entreprises d'assurances et/ou de réassurances, à la présentation de leurs états financiers, à leur contrôle interne et à l'organisation comptable.
- Arrêté du ministre des finances du 27 février 2001, fixant la liste, le mode de calcul des provisions techniques et les conditions de leur représentation, tel qu'il a été modifié par les arrêtés du ministre des finances du 28 mars 2005, du 5 janvier 2009, du 06 juin 2011 et du

03 mars 2012 et de 01 mars 2016.

- Arrêté du ministre des finances du 3 octobre 2005, fixant les documents constitutifs du rapport annuel prévu par l'article 60 du code des assurances : il a abrogé les dispositions de l'arrêté du ministre des finances du 31 juillet 2001.
- Arrêté du ministre des finances du 2 janvier 1993 fixant la liste, des catégories d'assurances prévues à l'article 49 du code des assurances, tel qu'il a été modifié par l'arrêté du ministre des finances du 8 août 2002.
- Arrêté du ministre des finances du 2 septembre 2002 fixant le contenu du dossier prévu à l'article 48 du code des assurances (constitution d'une société de réassurance).
- Arrêté du ministre des finances du 7 mars 2003, fixant la liste et la forme des documents et des états de conjoncture des entreprises d'assurances et de réassurances, prévus à l'article 60 (nouveau) du code des assurances.
- Décision du Comité Général des Assurances n° 01/2016 du 13 Juillet 2016 fixant les règles de la bonne gouvernance et de gestion dans les sociétés d'assurance et de réassurance.
- Articles 52 de la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances pour l'année 2018 instituant une taxe conjoncturelle au profit du budget de l'état pour les années 2018 et 2019.
- Articles 53 de la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances pour l'année 2018 : instituant une contribution sociale de solidarité.
- Règlement du Comité Général des Assurances n° 02/2018 du 02 avril 2018 relatif à l'obligation à la charge des sociétés d'assurance et de réassurance d'informer de toute nomination qu'elles projettent de faire au sein de leurs structures d'administration, de gestion et de contrôle.
- Règlement du Comité Général des Assurances n° 03/19 du 29 avril 2019 fixant les procédures et les conditions d'acceptation des lettres de garantie émanant des réassureurs parmi les actifs affectés en couverture des provisions techniques.
- Art.15-2 de la loi n°2019-78 du 23 décembre 2019 portant institution d'un régime fiscal spécifique à l'assurance takaful.
- Décision du Comité Général des Assurances n° 01/2020 du 19 juin 2020 relative aux travaux préparatifs pour l'adoption des normes comptables internationales « IFRS/IAS »
- Règlement du Comité Général des Assurances n°1 / 2021 relatif aux obligations de reporting et aux éléments constitutifs du rapport annuel des sociétés d'assurance et/ou de réassurance
- Décision du Comité Général des Assurances n° 01/2021 du premier décembre 2021 fixant la base et la méthode de calcul des provisions pour dépréciation des créances sur les assurés et les intermédiaires.
- Règlement du Comité Général des Assurances n° 02/2022 du 24 juin 2022 fixant les règles régissant la relation entre les courtiers d'assurance et les sociétés d'assurance
- Règlement du Comité Général des Assurances n° 01/2022 du 24 Juin 2022 portant sur quelques aspects de la gestion financière et comptable des Sociétés d'Assurances Takaful
- Règlement N°03/2022 du 11 Novembre 2022 portant organisation des contrats d'assurance collectifs, des conventions cadres et des conventions bilatérales.
- Décision Générale du Conseil du Marché financier no23 du 10 mars 2020 relative aux critères et modalités de désignation des membres indépendants au conseil d'administration et au conseil de surveillance et du représentant des actionnaires minoritaires

B- Les intermédiaires, les experts en assurance et les commissaires d'avaries (titre II chapitre II du code des assurances, articles 69 à 81)

- Les articles 69,73 et 78 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002.
- Le dernier paragraphe de l'article 79, l'article 80 et le dernier paragraphe de l'article 81 du code des assurances sont modifiés par la loi n° 2001-91 du 7 Août 2001 portant simplification des procédures spécifiques aux autorisations administratives délivrées par les services du ministère des finances dans les diverses activités qui en relèvent.
- Les articles 69, 70,76 et 78 du code des assurances ont été modifiés par la loi de finance n° 2003- 80 du 29 décembre 2003.

- Les articles 70, 71, 75 et 79 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Décret n° 92-2259 du 31 décembre 1992, fixant la composition et les règles de fonctionnement de la commission des intermédiaires prévue à l'article 71 du code des assurances tel qu'il a été modifié par le décret n° 2009-39 du 5 janvier 2009.
- Règlement du Comité Général des Assurances n° 1/19 du 29 avril 2019 fixant les procédures de retrait d'agrément accordé pour exercer la profession d'intermédiaire d'assurance
- Décret n° 2002-543 du 5 mars 2002, portant fixation des conditions d'exercice de l'activité d'actuaire habilité à certifier les tarifs d'assurance vie, prévues à l'article 47 du code des assurances.
- Décret n° 2002-544 du 5 mars 2002, fixant les conditions d'inscription et de radiation des experts et des commissaires d'avaries, prévues à l'article 80 du code des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 5 juin 2002, portant approbation du cahier des charges fixant les conditions d'exercice des missions d'actuariat pour la certification des tarifs d'assurance vie.
- Arrêté du ministre des finances du 5 juin 2002, portant approbation du cahier des charges fixant les conditions d'exercice des missions d'expertise en assurance et de commissariat aux avaries.
- Arrêté du ministre des finances du 8 août 2002, fixant les catégories d'assurances prévues à l'article 69 du code des assurances (opérations d'assurances qui peuvent être présentées au public par l'entremise des banques), modifié par l'arrêté du ministre des finances du 10 mars 2004.
- Arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'appui à l'investissement du 4 mai 2021 complétant l'arrêté du 8 août 2002, fixant les catégories d'assurances prévues à l'article 69 du code des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 3 février 2009, modifiant l'arrêté du ministre des finances du 29 août 2001, relatif aux prestations administratives fournies par les services du ministère des finances et aux conditions de leur octroi.
- Règlement du Comité Général des Assurances n° 03/2018 du 11 juillet 2018 fixant l'organisation des travaux des actuaires relatifs au rapport destiné au Comité Général des Assurances

C- contrôle (titre II chapitre III du code des assurances, articles 82 à 90)

- Le paragraphe 3 de l'article 88 du code des assurances a été modifié par la loi n° 2001-91 du 7 août 2001 et la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Les articles 82, 83, 88 et 89 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002.
- L'article 89 bis du code des assurances a été modifié par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002.
- Les articles 82, 84, 86, 87 et 88 du code des assurances ont été modifiés par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.

6. LES AUTRES ORGANISMES D'ASSURANCES

A- Les entreprises d'assurances et de réassurances non résidentes

- Articles 67 et 68 du code des assurances, ont été modifiés par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Le paragraphe 2 de l'article 68 du code des assurances a été ajouté par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Loi n° 85-108 du 6 décembre 1985 portant encouragement d'organismes financiers et bancaires travaillant essentiellement avec les non-résidents (article 28).

B- Le fonds de garantie des assurés :

- Articles 35 à 39 de la loi n° 2000-98 du 25 décembre 2000, portant loi de finances pour l'année 2001 relative à la création du fonds de garantie des assurés.
- Décret n° 2002-418 du 14 février 2002, fixant les conditions d'intervention, les modalités de fonctionnement et les modes de financement du fonds de garantie des assurés, modifié par le décret n° 2002-2123 du 23 septembre 2002, le décret n° 2005-2025 du 18 juillet 2005, le décret n° 2011-789 du 24 juin 2011, le décret n° 2011-4651 du 06 décembre 2011 et par le décret gouvernemental n° 2018-1050 du 17 décembre 2018 (La contribution des assurés est fixée à trois dinars au titre de chaque attestation d'assurance).

- Arrêté du ministre des finances du 13 août 2003 désignant les membres de la commission de garantie des assurés prévue à l'article 3 du décret n°2002- 418 du 14 février 2002.
- Arrêté du ministre des finances du 27 janvier 2014 désignant les membres à la commission de garantie des assurés.
- Loi n° 2019-24 du 12 mars 2019 relative à l'indemnisation des dommages causés aux institutions économiques suite inondations.
- Décret gouvernemental n° 2019-614 du 12 juillet 2019 relatif à la délimitation des régions et de la période couverte par l'indemnisation, les formules et procédures d'intervention du fond de garantie des assurés et les conditions d'octroi de l'indemnisation prévues par la loi n° 24 de 2019 du 12 mars 2019 relative à la réparation des dommages aux institutions économiques suite aux inondations.

C- Les mutuelles agricoles

- Décret du 26 mars 1931 relatif aux assurances mutuelles agricoles, tel que modifié par le décret du 07 juillet 1955.

D- Les sociétés mutuelles de prévoyances

- Décret du 18 février 1954 relatif aux sociétés mutuelles.
- Arrêté des secrétaires d'Etat au plan et aux finances et à la santé et aux affaires sociales du 26 mai 1961, portant établissement des statuts-types des sociétés mutualistes et rendant obligatoires certaines dispositions des dits statuts.
- Arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre des affaires sociales du 17 septembre 1984, portant amendement des statuts-types des sociétés mutualistes.
- Articles 28 de la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances pour l'année 2018 : soumission des assurances mutuelles à l'impôt sur les sociétés.

7. L'ORGANISATION DE LA PROFESSION

A-Le comité général des assurances : Autorité de contrôle

- Loi n° 2008-8 du 13 février 2008, modifiant et complétant le code des assurances : insertion d'un sixième titre intitulé « le comité général des assurances » et comportant les articles 177 à 200.
- Décret n° 2001-2729 du 26 novembre 2001, modifiant le décret n° 91-556 du 23 avril 1991 portant organisation du ministre des finances.
- Décret n° 2012-1049 du 26 juillet 2012, désignant le président du comité général des assurances.
- Décret n° 2008-2046 du 2 juin 2008, fixant la rémunération et les avantages accordés au président du comité général des assurances prévues à l'article 196 du code des assurances.
- Décret n° 2008-2047 du 2 juin 2008 fixant l'indemnité allouée aux membres du collège du comité général des assurances, prévue à l'article 184 du code des assurances tel qu'il a été modifié par le décret n° 2012-629 du 13 juin 2012.
- Décret n° 2008-2553 du 7 juillet 2008 fixant les taux des redevances revenant au comité général des assurances et prévues par l'article 198 du code des assurances ainsi que leurs montants et les modalités de leur perception, tel que modifié par le décret gouvernemental n°2015-220 du 21 mai 2015(article 1).
- Décret n° 2008-2730 du 4 août 2008 portant nomination des membres du collège du comité général des assurances.
- Décret n° 2009-39 du 5 janvier 2009 modifiant le décret n° 92-2259 du 31 décembre 1992 fixant la composition et les règles de fonctionnement de la commission prévue à l'article 71 du code des assurances.
- Décret gouvernemental n° 2019-1139 du 3 décembre 2019, modifiant et complétant le décret n° 2011-668 du 23 mai 2011 portant statut particulier du personnel du Comité Général des Assurances.
- Décret gouvernemental n° 2021-506 du 25 juin 2021, portant fixation de l'organigramme du Comité Général des Assurances.

B-L'Association Professionnelle des Entreprises d'Assurances (Titre II chapitre IV du code des assurances, articles 91 à 92)

- Articles 91 et 92 du code des assurances (modifié par la loi n° 2002-37 du 1er avril 2002).
- Article 92 du code des assurances (modifié par la loi n° 2008-8 du 13 février 2008).

C-Le Conseil National des Assurances et la Commission Consultative des Assurances (titre II chapitre IV du code des assurances, articles 93 et 94)

- Articles 93 et 94 du code des assurances.
- Les dispositions de l'article 94 du code des assurances ont été abrogées par l'article 7 de la loi n° 2008-8 du 13 février 2008.
- Décret n° 92-2258 du 31 décembre 1992, fixant la composition et les règles de fonctionnement du conseil national des assurances et de la commission consultative des assurances, modifié par le décret n° 2002-512 du 27 février 2002.

8. LE RÉGIME FISCAL DES OPÉRATIONS D'ASSURANCES

- Articles 38, 39 et 48 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des sociétés, promulgué par la loi n° 89-114 du 30 décembre 1989.
- Articles 40, 45, 100 et 101 du code des droits d'enregistrement et de timbre, promulgué par la loi n° 93-53 du 17 mai 1993.
- Articles 144 à 149 du code des droits d'enregistrement et de timbre (troisième partie autres taxes : titre I : taxe unique sur les assurances), ajoutés par l'article 34 de la loi n° 96-113 du 30 décembre 1996 portant loi de finances pour la gestion 1997.
- Articles 46, 47 et 48 de la loi n° 96-113 du 30 décembre 1996 portant loi de finances pour la gestion 1997 instituant un fonds de la protection civile et de la sécurité routière et fixant les contributions des assurés et des entreprises d'assurances à ce fonds.
- Articles 51, 52, 53 et 54 de la loi n° 97-88 du 29 décembre 1997 portant loi de finances pour la gestion 1998 relatifs à l'encouragement de l'épargne dans le cadre des contrats d'assurance vie.
- Article 47 de la loi de finances n°2001-123 du 28 décembre 2001 et modifié par l'article 24-5 de la loi de finances n°2013-54 du 30 décembre 2013 et l'article 12 de la loi de finances n°2019-78 du 23 décembre 2019 relatifs à la déduction des cotisations payées par les employeurs dans le cadre des contrats collectifs assurance-vie et de capitalisation.
- Article 44 de la loi de finances n°2003-80 du 29 décembre 2003 et modifié par l'article 24-6 de la loi de finances n°2013-54 du 30 décembre 2013 et l'article 12 de la loi de finances n°2019-78 du 23 décembre 2019 relatifs à l'exonération du paiement de l'impôt des sommes payées dans le cadre de l'exécution des contrats d'assurance vie.
- Article 12 de la loi de finances n° 2017-8 du 14 février 2017 portant refonte du dispositif des avantages fiscaux.
- Article 45 de la loi n° 2000-98 du 25 décembre 2000, portant loi de finances pour l'année 2001, relatif à la réduction du taux de la taxe unique sur les assurances sur les contrats d'assurances des risques agricoles et de pêches.
- Article 74 de la loi n° 2002-101 du 17 décembre 2002, portant loi de finances pour l'année 2003 : mise à jour des dispositions relatives à la contribution au profit du fonds de la protection civile et de la sécurité routière et unification de son assiette avec celle des taxes sur les assurances.
- Loi n° 2001-123 du 28 décembre 2001, portant loi de finances pour l'année 2002 :
 - Article 33 relatif à la liste des provisions techniques des entreprises d'assurances déductibles pour la détermination du bénéfice imposable.
 - Articles 45 à 47 relatifs à la déduction des primes d'assurances vie collectives de l'assiette de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés.
- Décret n° 2003- 1098 du 19 mai 2003, fixant la liste des avantages exclus de l'assiette de cotisation au titre des régimes de sécurité sociale telles que les primes supportées par l'employeur au titre de l'assurance collective sur la vie au profit de ses employés.
- Article 43 de la loi n° 2003- 80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour la gestion 2004 relatif à l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée des commissions payées par les entreprises d'assurances aux intermédiaires en assurance. Article 44 de la loi n° 2003- 80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour la gestion 2004 relatif à l'exonération des rentes viagères servies dans le cadre des contrats d'assurance vie, de l'impôt sur le revenu.
- Articles 76 et 77 de la loi n° 2003-80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour l'année 2004, relatifs à l'exonération des quittances du droit de timbre.
- Article 61 de la loi n° 2004-90 du 31 décembre 2004, portant loi de finances pour l'année 2005 relatif à la rationalisation du bénéfice des avantages fiscaux au titre de l'assurance vie.

- Article 81 de la loi n° 2006-85 du 25 décembre 2006, portant loi de finances pour l'année 2007 : précision du champ d'application de la retenue à la source au titre des marchés.
- Articles 45 et 46 de la loi n° 2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008 : ont modifié l'article 48 du code de l'impôt (relèvement du taux des provisions déductibles de l'assiette imposable de 30% à 50%).
- Article 27 de la loi n° 2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008 : a modifié les articles 145 et 147 du code des droits d'enregistrement et de timbre relatifs à l'exonération des contrats d'assurance des risques agricoles et de pêche de la taxe unique sur les assurances.
- Article 27 de la loi n° 2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008 : a modifié les deux alinéas et le dernier alinéa du paragraphe 2 de l'article 39 du code de l'impôt sur le revenu (relèvement du plafond déductible des primes d'assurances vie et assouplissement du bénéfice des avantages fiscaux à ce titre).
- Article 35 de la loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009, portant loi de finances pour l'année 2010 : a abrogé les dispositions des 2ème, 3ème et 4ème alinéa du paragraphe I, les dispositions du 1ère et 2ème alinéas du paragraphe I bis et du paragraphe I ter de l'article 48 du code de l'impôt sur le R.P.P.I.S (amélioration du régime fiscal des provisions en fonction des particularités de l'activité des entreprises du secteur financier).
- Article 36 de la loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009, portant loi de finances pour l'année 2010 : a ajouté aux dispositions du paragraphe VII terdecies et du paragraphe IX de l'article 48 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés. (Extension de la déduction des pertes découlant des opérations d'abandon de créances au profit des entreprises en difficultés économiques à toutes les entreprises dont les comptes sont soumis à la certification d'un commissaire aux comptes)
- R.P.P.I.S des dispositions relatives à l'extension de la déduction des pertes découlant des opérations d'abandon de créances au profit des entreprises économiques en difficultés à toutes les entreprises dont les comptes sont soumis à la certification d'un commissaire aux comptes.
- Article 46 de la loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009, portant loi de finances pour l'année 2010, ajoutant au code de l'impôt sur le R.P.P.I.S deux articles 39 quinquies et 48 sexies relatifs à la rationalisation des avantages fiscaux au titre des opérations de réinvestissement.
- Articles 41 et de la loi n° 2010-58 du 17 décembre 2010 portant loi de finances pour l'année 2011, modifiant les articles 38 et 48 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques des sociétés (rationalisation de l'exonération de la plus-value provenant de la cession des titres et déduction des rémunérations du gérant de la base de l'impôt sur les sociétés).
- Articles 42 de la loi n° 2012-1 du 16 mai 2012 portant loi de finances complémentaire pour l'année 2012 : relèvement du plafond déductible des primes d'assurance vie et élargissement de leur champ d'application.
- Article 24 du Loi n° 2013-54 du 30 décembre 2013, portant loi de finances pour l'année 2014 : Encouragement de l'épargne à long terme en matière d'assurance vie : excluant des impôts, les primes de réassurance rétrocedées et les primes d'assurance payées aux réassureurs sous réserve de réciprocité.
- Arrêté du ministre de l'économie et des finances du 11 mars 2014, portant fixation du taux de la cotisation minimale payée par le salarié dans les contrats collectifs d'assurance –vie.
- Article 48 de la loi n° 2017-66 du 18 décembre 2017 portant loi de finances pour l'année 2018 relatives à l'actualisation du tarif de la taxe unique sur les assurances.
- Articles 27 de la loi n° 2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances complémentaire pour l'année 2018 : encouragement de l'épargne à long et moyen terme via les comptes d'épargne pour l'investissement et les contrats d'assurance vie et les contrats de capitalisation.
- Article 14 paragraphe 3 de la loi n° 2018-56 du 27 décembre 2018, portant loi de finances pour l'année 2019 révisant les taux de l'impôt sur les sociétés : 35% pour les compagnies d'assurance et de réassurance y compris les assurances mutuelles.
- Article 87 de la loi n° 2018-56 du 27 décembre 2018, portant loi de finances pour l'année 2019, instaurant des mesures pour le traitement du déficit des caisses sociales : contribution exceptionnelle des sociétés d'assurance de 1% des transactions déclarées, au profit des caisses sociales.
- L'article 15-2 de la loi n° 2019-78 du 23 décembre 2019 portant institution d'un régime fiscal spécifique à l'assurance takaful
- L'article 16 de la loi n° 46-2020 du 23 décembre 2020, portant loi de finances pour l'année 2021 relatifs aux mesures visant l'encouragement de l'épargne à moyen et long terme.

9. LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME :

- Décret n° 2002- 21 du 8 janvier 2002, portant création du conseil national de la sécurité routière et organisant les modalités de son •
- Loi organique n° 2019-9 du 23 janvier 2019, modifiant et complétant la loi organique n° 2015-26 du 7 août 2015, relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent.
- Décret gouvernemental n°2019-419 du 17 mai 2019, relatif aux procédures de mise en œuvre des résolutions prises par les instances onusiennes compétentes liées à la répression du financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive, tel que modifié par le décret gouvernemental n°2019-457 du 31 mai 2019.
- Décret gouvernemental n°2019-54 du 21 janvier 2019, fixant les critères et les modalités d'identification du bénéficiaire effectif.
- Décret n°2016-1098 du 15 août 2016 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Commission Tunisienne des Analyses Financières.
- Arrêté du ministre des finances du 24 Juillet 2019 modifiant l'arrêté du 1er Mars 2016 portant fixation des montants prévus aux articles 100, 107, 108, 114 et 140 de la loi n°26-2015 du 07 août 2015 relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent
- Décision de la Commission Tunisienne des Analyses Financières n° 2018-10 du 8 juin 2018 modifiant la décision n° 2017-03 du 2 mars 2017 relative aux bénéficiaires effectifs.
- Décision de la Commission Tunisienne des Analyses Financières n° 2017-03 du 2 mars 2017 relative aux bénéficiaires effectifs
- Décision n°01-2016 du 13 juillet 2016 du CGA portant fixation des règles de la bonne gouvernance dans les entreprises d'assurances et de réassurance.
- Décision de la CTAF n°2017-01 du 2 mars 2017 portant principes directeurs relatifs à la déclaration des opérations et transactions suspectes.
- Décision de la CTAF n°2017-02 du 2 mars 2017 portant principes directeurs aux professions financières sur la détection et la déclaration des opérations et transactions suspectes.
- Règlement du CGA n° 2019-02 du 28 août 2019 relatif aux mesures de vigilance nécessaires pour la lutte contre le financement du terrorisme, la prolifération des armes et la répression du blanchiment d'argent dans le secteur des assurances,
- Décret gouvernemental n°2015-1777 du 25 novembre 2015, portant organisation de la commission nationale de la lutte contre le terrorisme et ses modalités de son fonctionnement.
- Loi n°2018-52 du 29 octobre 2018, relative au registre national des entreprises.
- Décret gouvernemental n°2019-52 du 21 janvier 2019, fixant l'organisation administrative et financière du centre national du registre des entreprises.
- Décret-loi n° 2022-18 du 29 mars 2022, portant remise des pénalités de retard relatives au Registre national des entreprises.

10. LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL :

- Loi n° 2004-63 du 27 juillet 2004 portant sur la protection des données à caractère personnel.
- Loi n° 2008-37 du 16 juin 2008, relative au comité supérieur des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.
- Loi organique 2013-53 du 24 décembre 2013, relative à l'instauration de la justice transitionnelle et à son organisation.
- Loi organique n° 22 du 24 mars 2016 relative au droit d'accès à l'information.
- Décret n° 2007-3003 du 27 novembre 2007 fixant les modalités de fonctionnement de l'instance nationale de protection des données à caractère personnel.
- Décret n° 2007-3004 du 27 novembre 2007 fixant les conditions et les procédures de déclaration et d'autorisation pour le traitement des données à caractère personnel.
- Convention 108 et protocole du Conseil de l'Europe
- Convention de l'Union africaine sur la cyber sécurité et la protection des données à caractère personnel, 27 juin 2014.

11. AUTRES TEXTES

- Décret n° 2002- 21 du 8 janvier 2002, portant création du conseil national de la sécurité routière et organisant les modalités de son fonctionnement, tel que modifié et complété par le décret n° 2003- 2241 du 27 octobre 2003.
- Arrêté du ministre des finances du 22 octobre 2003 désignant les membres du conseil national des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 28 février 2003, portant promulgation du barème des honoraires des auditeurs des comptes des entreprises de Tunisie, tel que modifié par l'arrêté du ministre des finances du 01 mars 2016.
- Arrêté du ministre de l'intérieur et du développement local du 25 mai 2004 désignant les membres de la commission consultative du conseil national de la sécurité routière.
- Loi n°2005-96 du 18 octobre 2005, relative au renforcement de la sécurité des relations financières.
- Arrêté du ministre des finances du 30 mars 2006, portant nomination des membres du conseil national des assurances.
- Décret n°2006-1294 du 8 mai 2006, portant application des dispositions de l'article 23 de la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005 relative au renforcement de la sécurité des relations financières.
- Arrêté du ministre des finances du 17 juin 2006, portant fixation du contenu de la déclaration annuelle, signée et présentée aux commissaires aux comptes par les organes de direction et les chargés des affaires financières et comptables des sociétés commerciales soumises à l'obligation de désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes inscrits au tableau de l'ordre des experts comptables de Tunisie.
- Décret n°2006-1826 du 26 juin 2006, portant création du conseil national des services et fixant ses attributions et les modalités de son fonctionnement.
- Arrêté du ministre des finances du 27 février 2007 portant désignation de deux membres au conseil national des assurances.
- Arrêté du ministre des finances du 9 juillet 2007 portant nomination des membres au conseil national de la comptabilité.
- Loi n° 2009-64 du 12 août 2009 portant promulgation du code de prestation des services financiers aux non-résidents.
- Loi n° 2009-66 du 12 août 2009 modifiant et complétant certaines dispositions du code de la route.
- Décret n°2010-262 du 15 février 2010, fixant la liste des contraventions aux dispositions du code de la route et à ses textes d'application.
- Loi n° 2010-26 du 21 mai 2010, relative aux activités de volontariat : article 22 prévoit l'obligation d'assurance contre les accidents et les maladies professionnelles.
- Loi n° 2010-33 du 21 juin 2010, modifiant et complétant la loi n° 93-61 du 23 juin 1993 relative aux experts judiciaires.
- Arrêté du ministre du commerce et de l'artisanat du 18 février 2010, portant nomination des membres du conseil national des services.
- Décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de micro finance, modifié par la loi n°2014-46 du 24 juillet 2014, le décret gouvernemental n°2017-93 du 19 janvier 2017 et le décret gouvernemental n°2018-12 du 10 janvier 2018.
- Arrêté du ministre des finances du 18 janvier 2012 fixant le montant maximum du micro crédit et les conditions de son octroi.
- Décret-loi n°2011-13 du 14 mars 2011, portant confiscation d'avoir et de biens, meuble et immeubles.
- Article 28 de la loi n°2011-7 du 31 décembre 2011, portant loi de finances pour l'année 2012 : instaurant un régime fiscal spécifique au financement islamique.
- Article 13 de la loi n° 2012-1 du 16 mai 2012, portant loi de finances complémentaire pour l'année 2012 : clarification de l'application du régime fiscal relatif à la finance islamique.
- Arrêté du ministre des finances du 22 janvier 2013, relatif aux procédures d'octroi des agréments aux institutions de micro finance et leur évolution institutionnelle, tel que modifié par l'arrêté du ministre des finances du 19 août 2013.
- Décret n°2013-4056 du 19 septembre 2013, portant approbation d'une convention relative à l'ouverture d'un bureau de représentation à Tunis de la société Ivoirienne de réassurance « AVENI RE » travaillant essentiellement avec les non-résidents.
- Décret n°2013-4521 du 19 septembre 2013 relatif à l'approbation de la fermeture de la société de réassurance non résidente « Best RE » en Tunisie.
- Décret n°2014-967 du 24 janvier 2014 portant approbation d'une convention relative à l'ouverture d'une filiale non résidente de la

société Nigérienne de réassurance « Continental Réassurance ».

- Article 25 du Loi n° 2013-54 du 30 décembre 2013, portant loi de finances pour l'année 2014 : Instituant un régime fiscal spécifique aux Sukuk islamiques et au Fonds commun de Sukuk.
 - Article 16 du loi n°2015-53 du 25 décembre 2015 portant loi de finances pour l'année 2016 : Adaptation du régime fiscal aux spécificités des mécanismes de la finance islamique.
 - Loi n°2015-36 du 15 septembre 2015 relative à la réorganisation de la concurrence et des prix.
 - Arrêté du ministre de la justice du 25 mars 2016, fixant les spécialités des experts judiciaires.
 - Arrêté du ministre de la justice du 22 avril 2016, fixant le plafond des avocats désignés par les organismes publics.
 - Arrêté conjoint du ministre de la justice et du ministre du commerce du 22 avril 2016 fixant les honoraires des avocats chargés de la représentation des organismes publics.
 - Décret gouvernemental n°2017-334 du 1er mars 2017, portant approbation d'une convention relative à l'installation à Tunis d'une succursale de la société de réassurance « CICA RE ».
 - Loi 2018-52 du 29 octobre 2018 relative au Registre National des Entreprises.
 - Décret gouvernemental n° 2018-1 du 4 janvier 2018 relatif aux procédures de mise en œuvre des résolutions prises par les instances onusiennes compétentes liées à la répression du financement du terrorisme.
 - Décret gouvernemental n° 2018-579 du 22 juin 2018 relatif à l'émission des sukuks islamiques au profit des institutions du secteur privé.
 - Décret gouvernemental n° 2018-589 du 11 juillet 2018 portant approbation d'une convention relative à l'installation à Tunis d'un bureau de représentation de la société de réassurance « SEN-RE ».
 - Décret gouvernemental n° 2019-1205 du 24 décembre 2019, portant approbation d'une convention relative à l'installation à Tunis d'un bureau de représentation de la société de réassurance « WAICA-RE ».
 - Décret gouvernemental n° 2019-1206 du 24 décembre 2019 annulant la convention relative à l'installation à Tunis d'un bureau de représentation de la société de réassurance «Bupa-International ».
 - Décret-loi du Chef du Gouvernement 30 du 10 juin 2020, portant des mesures de soutien des bases de solidarité nationale et l'assistance des personnes et des entreprises suite aux répercussions de la Coronavirus.
- Loi organique n° 2019-61 du 1er août 2019, portant approbation d'un accord entre le gouvernement de la République Tunisienne et le gouvernement des Etats-unis d'Amérique, en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (FATCA) et ses deux annexes.



PREMIERE PARTIE

- I. LES ASSURANCES DIRECTES
- II. LA RÉASSURANCE
- III. L'ACTIVITÉ GLOBALE (AFF.DIR & ACCEPTATIONS)

PREMIERE PARTIE

I. LES ASSURANCES DIRECTES

A- Primes Emises

Le montant des primes émises des entreprises d'assurances qui pratiquent les opérations directes totalise 3 170,597 MD en 2022 contre 2 821,926 MD en 2021 et 2 559,936 MD en 2020, soit une progression de 12,36 % en 2022 contre 10,23 % en 2021 et de 6,74 % en 2020.

Les entreprises privées spécialisées en assurance Vie : GAT VIE, HAYETT, MAGHREBIA VIE, CARTE VIE ATTIJARI ASSURANCES, LLOYD VIE et UIB Assurances ont réalisé en 2022 un chiffre d'affaires de 461,564 MD contre 414,836 MD en 2021 et 381,435 MD en 2020, soit une augmentation de 11,26 %.

B- Les sinistres réglés :

Les sinistres réglés au titre des affaires directes s'élèvent à 1 735,599 MD en 2022 contre 1 636,254 MD en 2021 et 1 344,382 MD en 2020 soit une augmentation de 6,07 % en 2022.

C- Les frais de gestion :

Les frais de gestion se composent des frais d'acquisition et des autres charges de gestion nettes. Ils s'élèvent à 729,987 MD en 2022 contre 676,153 MD en 2021 et 625,435 MD en 2020, soit une progression de 7,96 % en 2022. Rapportés aux primes émises des affaires directes, les frais de gestion représentent 23,03 % en 2022 contre 23,96 % en 2021 et 24,43 % en 2020.

C.1. Les frais d'acquisition :

Les frais d'acquisition totalisent 435,168 MD en 2022 contre 391,680 MD en 2021 et 353,460 MD en 2020, soit une progression de 11,10 % en 2022.

Le taux de commissionnement moyen est de l'ordre de 13,73 % en 2022 contre 13,88 % en 2021 et 13,81 % en 2020.

C.2. Les autres charges de gestion nettes :

Les autres charges de gestion nettes se composent des frais d'administration et des autres charges techniques. Elles s'élèvent à 294,819 MD en 2022 (9,30 % des primes émises des affaires directes) contre à 284,629 MD en 2021 (10,08 % des primes émises des affaires directes) et 271,975 MD en 2020 (10,62 % des primes émises des affaires directes).

Evolution des frais de gestion affaires directes

En DT

Libellés	Montant	2021		Montant	2022	
		En % des primes émises	Taux de croissance %		En % des primes émises	Taux de croissance %
Frais d'acquisition	391 680 419	13,88	10,81	435 168 214	13,73	11,10
Autres charges de gestion nettes	284 472 617	10,08	4,60	294 818 853	9,30	3,64
Frais de gestion	676 153 036	23,96	8,11	729 987 067	23,03	7,96

D- Résultats techniques nets (affaires directes)

D.1. Solde de souscription :

Le solde de souscription dégage un excédent de 723,289 MD en 2022 contre un excédent de 609,817 MD en 2021 et un excédent de 738,991 MD en 2020.

D.2. Frais de gestion :

Les frais de gestion passent de 625,435 MD en 2020 à 676,153 MD en 2021 et à 729,987 MD en 2022.

D.3. Solde financier :

Le solde financier s'élève à 425,766 MD en 2022 contre 340,229 MD en 2021 et 297,421 MD en 2020, soit une hausse de 25,14 % en 2022.

D.4. Solde de réassurance (résultats des cessions) :

Le solde de réassurance (résultats des cessions) dégage un déficit de 205,493 MD en 2022 contre un déficit de 76,608 MD en 2021 et un déficit de 125,282 MD en 2020.

D.5. Résultat Technique Net:

Le résultat technique net dégage un excédent de 213,575 MD en 2022 (6,74 % des primes émises des affaires directes) contre un excédent 197,285 MD en 2021 (6,99 % des primes émises des affaires directes) et un excédent 285,695 MD en 2020 (11,16 % des primes émises des affaires directes).

II. LA RÉASSURANCE

Les opérations de réassurance effectuées par les entreprises d'assurances exploitant les assurances directes sont les suivantes :

1. Les Acceptations :

A. Les primes Acceptées :

Le montant des primes acceptées s'élève en 2022 à 14,357 MD contre 11,278 MD en 2021 et 12,148 MD en 2020. Les acceptations en 2022 représentent 0,45 % du chiffre d'affaires total contre 0,40 % en 2021 et 0,47% en 2020.

Evolution des primes acceptées

En MD

Année	Primes Acceptées	Taux de Croissance En %	En % des Primes Emises du Marché
2020	12,148	-24,23	0,47
2021	11,278	-7,16	0,40
2022	14,357	27,30	0,45

B. Les sinistres :

Les sinistres réglés en 2022 au titre des acceptations atteignent 4,615 MD contre 6,634 MD en 2021 et 8,788 MD en 2020 enregistrant ainsi une diminution de 30,43 % par rapport à 2021.

La variation de la provision pour sinistres à payer est passée de 2,105 MD en 2020 à 4,269 MD en 2022 avec une reprise de -0,661 MD en 2021.

Pour les opérations d'acceptations, le rapport sinistre aux primes acquises sans tenir compte des frais de gestion, s'est détérioré de 14,39 passant de 51,23 % en 2021 à 65,62 % en 2022.

En MD

	2020	2021	Variation en %	2022	Variation en %
- Sinistres réglés net de recours	8,788	6,634	-24,52	4,615	-30,43
- Variation de provision pour sinistres à payer	2,105	-0,661	-131,40	4,269	-745,88
- Charge de sinistres	10,893	5,973	-45,17	8,884	48,74
- Primes acquises	11,810	11,660	-1,27	13,539	16,11
- Rapport sinistres aux primes acquises en %	92,24	51,23	-41,01	65,62	14,39

C. Les frais de gestion :

Les frais de gestion (frais d'acquisition et autres charges de gestion nettes) de la branche acceptation s'élèvent à 2,107 MD en 2022 contre 2,543 MD en 2021 et 2,534 MD en 2020 soit une baisse de 17,15 % en 2022.

En 2022, les frais de gestion représentent 14,67 % des primes acceptées contre 22,55 % en 2021 et 20,86% en 2020.

Evolution de l'ensemble des frais de gestion

En MD

	2020			2021			2022		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croissance	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croissance	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croissance
Frais d'acquisition	1,378	11,34	24,63	1,280	11,35	-7,11	1,708	11,90	33,43
Autres charges de Gestion nettes	1,156	9,52	30,04	1,263	11,20	9,26	0,399	2,78	-68,41
Frais de gestion	2,534	20,86	27,04	2,543	22,55	0,36	2,107	14,67	-17,15

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acceptées s'élève à 80,29 % en 2022 contre 73,04 % en 2021 et 88,81 % en 2020. Ainsi le rapport sinistre aux primes acceptées frais de gestion compris s'est détérioré de 7,25 %.

D. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 4,625 MD en 2022 contre 5,774 MD en 2021 et 0,831 MD en 2020. Par ailleurs, les frais de gestion sont passés de 2,534 MD en 2020 et 2,543 MD en 2021 à 2,107 MD en 2022.

La branche acceptation dégage en 2022 un solde financier de 0,836 MD contre un solde de 0,534 MD en 2021 et de 0,522 MD en 2020.

Le solde de réassurance (résultats des cessions) s'est passé d'un déficit de 0,496 MD en 2020 et d'un déficit de 0,275 MD en 2021 à un excédent de 1,683 MD en 2022.

Le résultat technique dégage un excédent de 5,037 MD en 2022 contre un excédent de 2,625 MD en 2021 et un déficit de 1,678 MD en 2020.

Compte d'exploitation de la branche acceptation

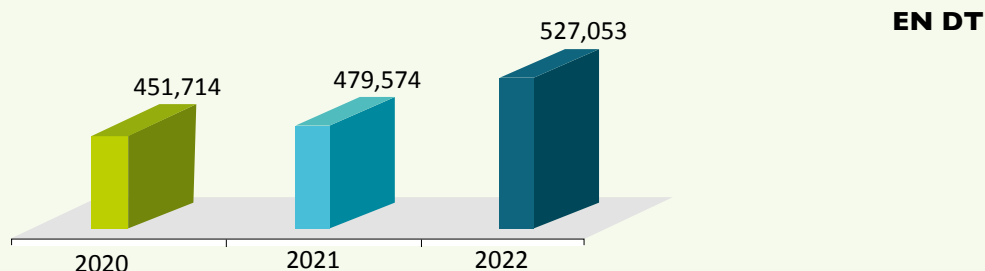
En DT

- Primes acquises	13 538 716
- Primes émises	14 357 396
- Variation des provisions pour primes non acquises	-818 680
- Charge de prestation	-8 914 200
- Prestation et frais payés	-4 615 203
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-4 269 297
- Autres charges techniques	-29 700
SOLDE DE SOUSCRIPTION	4 624 516
SOLDE DE GESTION	-2 106 494
SOLDE FINANCIER	835 877
SOLDE DE RÉASSURANCE	1 683 181
RÉSULTAT NET	5 037 080

2. Les Cessions :

A. Les primes cédées : (Affaires directes)

Les primes cédées par les entreprises d'assurance sur les affaires directes totalisent un montant de 527,053 MD en 2022 contre 479,574 MD en 2021 et 451,714 MD en 2020, soit une augmentation de 9,90 % par rapport à 2021. Le taux de cession est de 16,62 % des primes émises en 2022 contre 16,99 % en 2021 et 17,65 % en 2020. Les branches risques incendie, agricoles, crédit et transport demeurent fortement réassurées avec des taux de cession respectifs de 78,14 %, 75,39 %, 72,18 % et 68,81%.



Primes cédées par branche

BRANCHE	2021			2022		
	PRIMES CEDEES	TAUX DE CESSION	ÉVOL.N EN %	PRIMES CEDEES	TAUX DE CESSION	ÉVOL.N EN %
AUTOMOBILE	82 320 880	6,90	8,51	93 009 413	7,23	14,83
GROUPE MALADIE	25 469 480	6,08	10,17	30 381 000	6,53	19,28
TRANSPORT	61 737 587	69,61	14,44	69 950 562	68,81	13,30
INCENDIE	122 316 781	75,58	6,81	135 503 794	78,14	10,78
RISQUES AGRICOLES	9 390 054	79,55	-10,96	7 728 632	75,39	-17,69
RISQUES DIVERS	111 789 800	54,32	-2,93	117 646 927	56,13	4,01
VIE	53 296 377	7,38	19,60	58 036 520	6,43	8,89
CRÉDIT	13 252 870	67,60	-5,28	14 796 213	72,18	11,65
TOTAL AFFAIRES DIRECTES	479 573 829	16,99	6,17	527 053 061	16,62	9,90

B. Sinistre à la charge des réassureurs au titre des affaires directes :

Les sinistres à la charge des réassureurs au titre des affaires directes s'élèvent à 209,218 MD en 2022 contre 214,222 MD en 2021 et 182,859 MD en 2020 soit une baisse de 2,33% en 2022. Ils représentent 12,05 % du total des règlements des sinistres au titre des opérations directes en 2022 contre 13,09 % en 2021 et 13,60 % en 2020.

Les sinistres réglés à la charge des réassureurs au titre des opérations directes dans les branches incendie, transport et crédit, risques agricoles sont les plus importants, Ils représentent respectivement 85,27%, 70,24%, 52,56% et 50,86%.

C. Commission reçue des réassureurs au titre des affaires directes :

Les commissions reçues des réassureurs au titre des affaires directes s'élèvent en 2022 à 112,930 MD contre 108,556 MD en 2021 et 104,350 MD en 2020.

Les taux des commissions reçues des branches Vie, Crédit et Automobile sont les plus élevés, ils représentent respectivement 32,59%, 26,82% et 25,84%.

Les sinistres et les commissions à la charge des réassureurs au titre des opérations directes sont retracés dans le tableau ci-après :

Les sinistres et les commissions à la charge des réassureurs au titre Des affaires directes par branche en 2022 (rétrocessions non comprises)

En DT

Branches	sinistres à la charge des réassureurs	en % des sinistres réglés	en % des primes émises	comm. à la charge des réassureurs	en % des primes cédées
Automobile	27 458 709	3,42	2,13	24 034 138	25,84
Groupe Maladie	15 764 662	3,84	3,39	6 587 338	21,68
Accidents de Travail	23 424	0,91	-	0	-
Transport	10 529 803	70,24	10,36	10 396 444	14,86
Incendie	102 692 136	85,27	59,22	29 747 484	21,95
Risques Agricoles	1 623 531	52,56	15,84	1 211 990	15,68
Risques Divers	23 781 101	46,53	11,35	18 070 901	15,36
Vie	25 397 148	7,78	2,81	18 912 284	32,59
Crédit	1 947 280	50,86	9,50	3 969 054	26,82
TOTAL CESSIONS	209 217 794	12,05	6,60	112 929 633	21,43

D. Résultat des cessions :

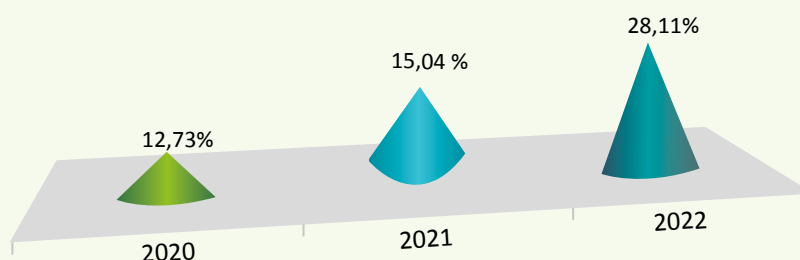
Les opérations des cessions au titre des opérations directes (rétrocessions non comprises) dégagent un résultat déficitaire de 205,493 MD en 2022 contre un déficit de 76,608 MD en 2021 et un déficit 125,282 MD en 2020.

3. Rétrocessions

Les Primes rétrocédées s'élèvent à 4,036 MD en 2022 contre 1,698 MD en 2021 et 1,546 MD en 2020.

Le taux de rétrocession est de 28,11 % en 2022 contre 15,04 % en 2021 et 12,73 % en 2020.

Evolution du taux de rétrocession



4. Les Opérations de Réassurance Effectuées par Tunis Re

A. Les primes

En 2022, le chiffre d'affaires de Tunis Ré a atteint 195,339 MD contre 163,185 MD en 2021 et 158,267 MD en 2020 marquant ainsi une croissance de 20 %.

A noter que le chiffre d'affaires de 2022 tient compte du chiffre d'affaires de l'activité Retakaful qui a atteint 17,837 MD en 2022 contre 14,989 MD en 2021 et 16,254 MD en 2020 soit une hausse de 19 %. Le chiffre d'affaires des acceptations conventionnelles est passé de 86,048 MD en 2020 et de 103,666 MD en 2021 à 121,063 MD en 2022, enregistrant ainsi une amélioration de 17 %.

Le chiffre d'affaires des acceptations facultatives est passé de 55,965 MD en 2020 et 44,530 MD en 2021 à 56,439 MD en 2022, enregistrant ainsi une hausse de 27 %.

La répartition des primes acceptées par branche est retracée dans le tableau suivant :

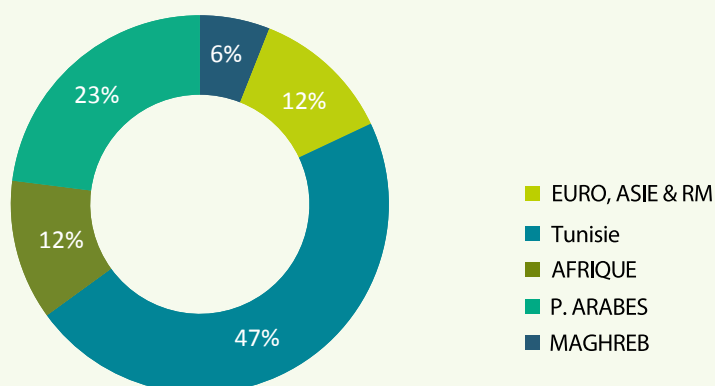
Répartition du chiffre d'affaires par nature d'acceptation

En MD

	BILAN 2020		BILAN 2021		EVOL 21/20 En %	BILAN 2022		EVOL 22/21 En %
	Montant	Structure En %	Montant	Structure En %		Montant	Structure En %	
INCENDIE	65,583	41	63,966	39	-2	74,380	38	16
A R D	24,077	15	30,101	18	25	34,289	18	14
R.TECH	22,218	14	23,010	14	4	24,994	13	9
TRANSPORT	24,262	15	25,387	16	5	30,132	15	19
AVIATION	12,888	8	9,026	6	-30	19,846	10	120
VIE	9,237	6	11,696	7	27	11,699	6	-
TOTAL	158,267	100	163,185	100	3	195,339	100	20

Le chiffre d'affaires en 2021 est distribué entre 47% sur le marché national et 53 % sur le marché étranger.

Chiffre d'affaires par zone en 2021



B. Charge des sinistres :

La charge de sinistre constituée des sinistres réglés et de la variation de la provision pour sinistres à payer au niveau des acceptations, ont atteint 80,782 MD en 2022 contre 77,283 MD en 2021 et 183,969 MD en 2020 enregistrant ainsi une hausse de 5 %.

C. Provisions techniques :

Les provisions techniques constituées des provisions pour primes non acquises et des provisions pour sinistres à payer ont atteint 431,023 MD en 2022 contre 415,674 MD en 2021 et 415,562 MD en 2020 enregistrant ainsi une augmentation de 4%.

D. Placements & revenus financiers :

Les placements de Tunis Re englobent les placements financiers, monétaires, immobiliers et des dépôts auprès des cédantes. Ils s'élèvent en 2022 à 502,886 MD contre 452,119 MD en 2021 et 419,270 MD en 2020, soit une évolution de 11%.

E. Résultat :

L'ensemble des activités du Tunis Ré a dégagé au titre de l'année 2022 un résultat excédentaire de 19,858 MD contre 16,724 MD en 2021 et 12,237 MD en 2020, soit une hausse de 19 %.

III. L'ACTIVITÉ GLOBALE (AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS)

A. Les primes

En 2022 le chiffre d'affaires global du secteur des assurances (affaires directes et acceptations) s'élève à 3 184,955 MD contre 2 833,204 MD en 2021 et 2 572,083 MD en 2020 soit un taux de croissance de 12,42 % en 2022 contre 10,15 % en 2021 et 6,53 % en 2020.

En DT

INTITULES	2020		2021			2022		
	Montant	En %	Montant	En %	T.C 21/20 en %	Montant	En %	T.C 22/21 en %
1. STAR	361 394 103	14,05	368 161 657	12,99	1,87	386 270 718	12,13	4,92
2. COMAR	222 970 298	8,67	233 346 338	8,24	4,65	252 757 720	7,94	8,32
3. ASTREE	174 279 439	7,33	218 434 683	7,71	15,82	236 035 315	7,41	26,06
4. GAT	188 602 922	7,22	202 499 147	7,15	9,01	235 044 306	7,38	7,60
5. MAGHREBIA	185 762 427	6,78	187 233 277	6,60	7,43	226 050 573	7,10	11,63
6. Assurances BIAT	127 746 738	5,60	171 427 247	6,05	34,19	206 306 270	6,48	20,35
7. AMI	144 105 659	5,26	151 860 148	5,36	12,16	189 754 243	5,96	32,79
8. MAE	135 398 124	5,06	147 529 521	5,21	15,63	164 672 771	5,17	8,44
9. G/CTAMA	122 844 056	4,97	144 937 948	5,12	17,99	164 008 817	5,15	13,16
10. BH Assurances	127 589 461	4,96	144 388 508	5,10	10,86	161 649 621	5,08	9,57
11. LLOYD	130 240 050	4,93	142 896 959	5,04	-0,84	159 271 851	5,00	10,31
12. CARTE	126 761 621	4,78	133 089 821	4,70	31,74	146 242 276	4,59	10,77
13. ATTIJARI Assurances	101 028 184	3,93	132 022 197	4,66	4,15	112 230 707	3,52	-15,67
14. MAGHREBIA VIE	77 268 613	3,00	91 754 145	3,24	18,75	103 333 424	3,24	12,62
15. CARTE VIE	63 894 460	2,95	81 249 898	2,87	20,25	100 617 881	3,16	52,29
16. ZITOUNA TAKAFUL	67 567 865	2,63	80 589 246	2,84	37,93	95 777 798	3,01	17,88
17. HAYETT	58 426 547	2,48	66 071 548	2,33	-12,83	83 062 854	2,61	3,07
18. GAT VIE	75 798 104	2,27	43 627 512	1,54	30,36	53 897 856	1,69	45,97
19. EL AMANA TAKAFUL	33 466 790	1,30	36 924 723	1,30	-42,21	47 158 841	1,48	8,09
20. AT-TAKAFULIA	29 753 725	1,16	34 786 387	1,23	16,91	38 583 561	1,21	10,92
21. COTUNACE	12 165 255	0,47	13 966 819	0,49	14,81	13 805 711	0,43	-1,15
22. LLOYD VIE	5 018 795	0,20	6 406 316	0,23	27,65	8 421 566	0,26	31,46
TOTAL	2 572 083 235	100	2 833 204 043	100	10,15	3 184 954 680	100	12,42

La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2020		2021		2022	
Entreprise	En %	Entreprise	En %	Entreprise	En %
STAR		STAR		STAR	
COMAR	30,05	COMAR	28,94	COMAR	27,48
GAT		GAT		GAT	

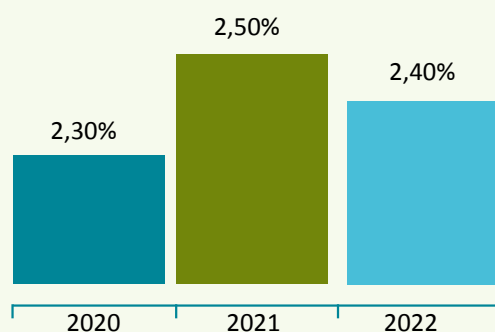
La part des trois premières entreprises dans l'activité globale est passée de 30,05 % en 2020 et de 28,94 % en 2021 à 27,48 % en 2022.

9 entreprises ont un taux de croissance supérieur au taux moyen du marché qui est de 12,42%.

A.1. Taux de pénétration :

Le taux de pénétration de l'assurance tunisienne dans l'économie nationale (total des primes émises par rapport au produit intérieur brut) est passé de 2,30% en 2020 et 2,50 % en 2021 à 2,40 % en 2022.

Taux de Pénétration en %

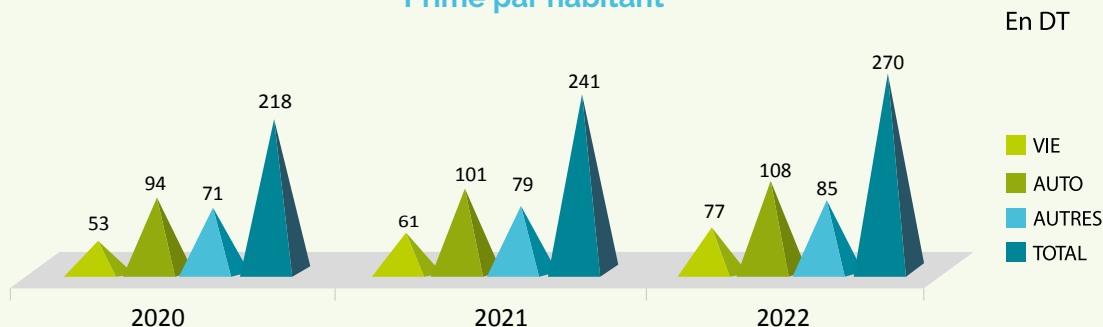


A.2. Primes par habitant :

La prime d'assurance moyenne par habitant est passée de 218 DT en 2020 (165 DT en assurance non vie et 53 DT en assurance vie), et de 241 DT en 2021 (180 DT en assurance non vie et 61 DT en assurance vie) à 270 DT en 2022 (193 DT en assurance non vie et 77 DT en assurance vie).

Cette prime moyenne par habitant n'a cessé de croître durant les trois dernières années. Elle comporte une part importante afférente à l'assurance automobile dont la prime moyenne par habitant est de 108 dinars en 2022 contre 101 dinars en 2021 et 94 dinars en 2020.

Prime par habitant



A.3. Primes émises par branche

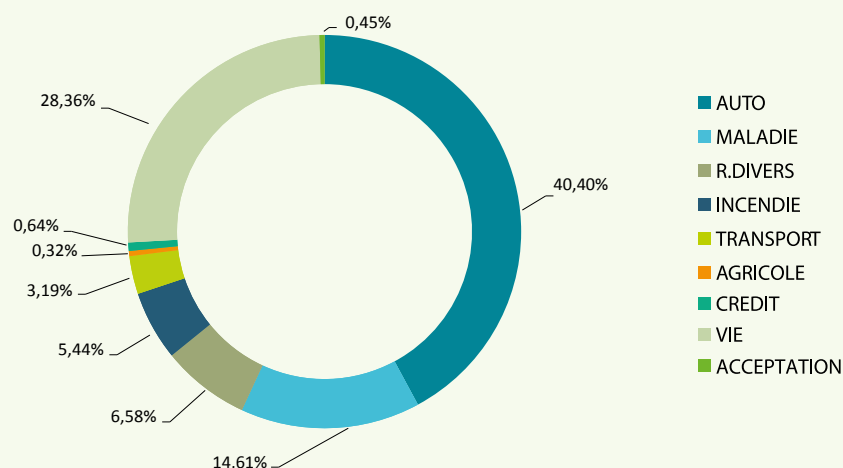
La structure du marché reste inchangée, l'assurance automobile occupe toujours la première place des émissions totales avec 40,40 % en 2022 contre 42,35 % en 2021 et 43,07 % en 2020. Elle est suivie par la branche assurance vie qui représente 28,36 % en 2022 contre 25,48 % en 2021 et 24,26 % en 2020.

L'évolution des primes émises par branche

En DT

Branche	2020		2021			2022		
	Primes émises	Part EN %	Primes émises	Part EN %	EVOL. EN %	Primes émises	Part EN %	EVOL. EN %
Automobile	1 107 797 616	43,07	1 199 737 563	42,35	8,30	1 286 798 434	40,40	7,26
Accident de travail	-	-	4 065	-	-	-	-	-
Groupe Maladie	382 440 666	14,87	418 723 484	14,78	9,49	465 186 327	14,61	11,10
Transport	75 752 196	2,95	88 692 861	3,13	17,08	101 661 868	3,19	14,62
Incendie	145 823 775	5,67	161 827 079	5,71	10,98	173 401 769	5,44	7,15
Risques Agricoles	11 983 630	0,47	11 804 067	0,42	-1,50	10 252 055	0,32	-13,15
Risques divers	192 979 935	7,54	199 548 343	7,04	2,87	209 612 735	6,58	5,04
Vie	623 977 132	24,26	721 983 258	25,48	15,71	903 185 433	28,36	25,10
Crédit	18 181 577	0,71	19 605 638	0,69	7,83	20 498 663	0,64	4,55
TOTAL A.D.	2 559 935 528	99,53	2 821 926 359	99,60	10,23	3 171 597 284	99,55	12,36
Acceptations	12 147 707	0,47	11 277 685	0,40	-7,16	14 357 396	0,45	27,31
TOT° primes émises	2 572 083 235	100	2 833 204 043	100	10,15	3 184 954 680	100	12,42

Primes émises par branche en 2022



B. Les Sinistres et les Provisions Techniques :

B.1. Les Sinistres :

Les indemnités payées (sinistres réglés et capitaux échus) atteignent le montant de 1 740,214 MD en 2022 contre 1 642,879 MD en 2021 et 1 353,170 MD en 2020 enregistrant ainsi une augmentation de 5,92 %.

Le montant des sinistres réglés au titre des branches automobile et assurance groupe maladie représente 69,76% en 2022 du total des règlements contre 65,83 % en 2021 et 69,42 % en 2020, alors que les primes encaissées au titre de ces deux branches représentent 55,01 % en 2022 contre 57,13 % en 2021 et 57,94 % en 2020.

Les sinistres réglés au titre de la branche accident du travail s'élèvent à 2,581 MD en 2022 contre 2,827 MD en 2021 et 2,488 MD en 2020 bien que la gestion de ce risque soit transférée à la CNSS depuis le 1er janvier 1995.

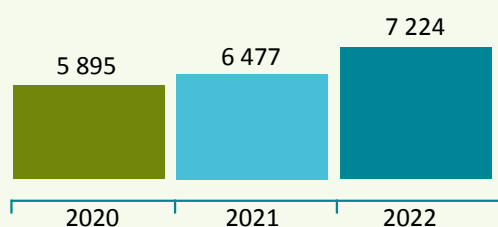
L'évolution des sinistres par branche

En DT

Branche	2020		2021		EVOL. En %	2022		EVOL. En %
	Sinistres Réglés	En %	Sinistres Réglés	En %		Sinistres Réglés	En %	
Automobile	634 498 617	46,89	714 312 549	43,48	12,58	803 898 920	46,20	12,54
Groupe Maladie	304 820 512	22,53	367 129 970	22,35	20,44	410 033 848	23,56	11,69
Accident de travail	2 487 513	0,18	2 827 285	0,17	13,66	2 580 796	0,15	-8,72
Transport	13 797 617	1,02	28 161 090	1,71	104,10	14 992 021	0,86	-46,76
Incendie	107 160 027	7,92	103 539 265	6,30	-3,38	120 433 242	6,92	16,32
Risques Agricoles	9 168 928	0,68	1 905 264	0,12	-79,22	3 088 901	0,18	62,12
Risques divers	54 029 503	3,99	59 305 710	3,61	9,77	51 112 688	2,94	-13,81
Vie	210 693 102	15,57	348 563 006	21,22	65,44	325 630 429	18,71	-6,58
Crédit	7 726 035	0,57	10 501 587	0,64	35,92	3 828 414	0,22	-63,54
TOTAL A.D.	1 344 381 855	99,35	1 636 245 326	99,60	21,71	1 735 599 259	99,73	6,07
Acceptations	8 788 286	0,65	6 633 591	0,40	-24,52	4 615 203	0,27	-30,43
TOTAL	1 353 170 140	100	1 642 878 917	100	21,41	1 740 214 462	100	5,92

B.2. Les Provisions Techniques

Les provisions techniques totalisent en 2022 un montant de 7 223,562 MD contre 6 477,054 MD en 2021 et 5 894,904 MD en 2020 soit une augmentation de 11,53 % par rapport à 2021.



Evolution des provisions techniques

En DT

PROVISIONS TECHNIQUES	2020	2021	2022
Provision pour primes non acquises	621 702 407	671 686 569	713 741 249
Provision Mathématique vie	2 246 837 540	2 562 949 533	3 087 294 538
Provision pour sinistre à payer vie	149 734 424	197 114 322	206 194 379
Provision pour sinistre à payer non vie	2 673 543 274	2 834 240 821	2 979 726 347
Provision pour PB vie	34 353 349	43 710 892	56 457 491
Provision pour PB non vie	42 124 597	45 659 958	51 240 776
Provision pour Egalisation/Equilibrage	51 147 947	51 828 197	55 590 448
Autres Provisions Techniques vie	6 402 949	5 380 614	6 327 670
Autres Provisions Techniques non vie	69 057 224	64 483 250	66 988 939
TOTAL	5 894 903 711	6 477 054 155	7 223 561 837

B.3. Le Rapport sinistres aux primes

La variation de provision pour sinistres à payer au 31 décembre 2022 a enregistré une augmentation de 27,63 % passant de 439,784 MD en 2020 et à 527,566 MD en 2021 à 672,533 MD en 2022.

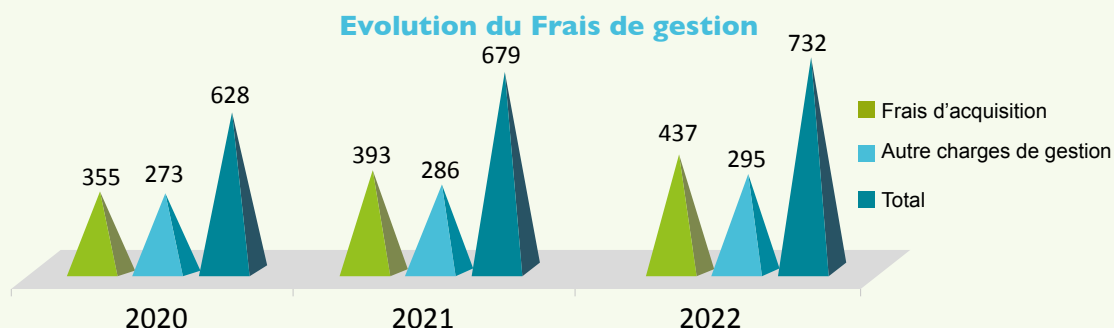
Pour l'activité globale le rapport sinistre aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est amélioré de 1,15 en 2022 en passant de 77,94 % en 2021 à 76,79% en 2022.

En MD

	2020	2021	Variation en %	2022	Variation en %
• Sinistres payés net de recours	1 353,170	1 642,879	21,41	1 740,214	5,92
• Variation de provision pour sinistres à payer	439,784	527,566	19,96	673,326	27,63
• Charges sinistres	1 792,954	2 170,445	21,05	2 413,540	11,04
• Primes acquises	2 542,428	2 784,624	9,53	3 142,900	12,87
• Rapports sinistres aux primes acquises en %	70,52	77,94	7,42	76,79	-1,15

C. Frais de gestion

Les frais de gestion s'élèvent à 732,094 MD en 2022 contre 678,696 MD en 2021 et 627,968 MD en 2020 soit une augmentation de 7,87 % en 2022.



Rapportés aux primes émises les frais de gestion représentent 22,99 % en 2022 contre 23,96 % en 2021 et 24,41% en 2020.

Evolution du Frais de gestion

EN DT

Libellé	2020			2021			2022		
	Montant	En % Primes	Evol. En %	Montant	En % Primes	Evol. En %	Montant	En % Primes	Evol. En %
Frais d'acquisition	354 837 497	13,80	11,65	392 960 899	13,87	10,74	436 876 096	13,72	11,18
Autres charges de gestion nettes	273 130 850	10,62	7,61	285 735 345	10,09	4,69	295 217 465	9,27	3,32
Frais de gestion	627 968 347	24,41	9,86	678 696 243	23,96	8,11	732 093 561	22,99	7,87

Compte tenu des frais de gestion le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 98,39 % en 2022 contre 102,32% en 2021 et 95,22% en 2020. Ainsi, le rapport sinistre aux primes acquises (frais de gestion compris) s'est amélioré de 3,93 en 2022.

D. Les Résultats Techniques:

D.1. Solde de souscription

Le solde de souscription dégage un excédent de 727,914 MD en 2022 contre 615,591 MD en 2021 et 739,822 MD en 2020.

D.2. Frais de gestion

Les frais de gestion sont passés de 627,968 MD en 2020 et de 678,894 MD en 2021 à 732,094 MD en 2022.

D.3. Solde financier

Les affaires totales (affaires directes et acceptations) dégagent en 2022 un solde financier de 426,602 MD contre 340,763 MD en 2021 et 297,943 MD en 2020.

D.4. Solde de réassurance (résultat des cessions)

Le solde de réassurance (résultat des cessions) dégage un déficit de 203,810 MD en 2022 contre un déficit de 77,747 MD en 2021 et un déficit de 125,779 MD en 2020.

D.5. Résultat Technique

Le résultat technique atteint un excédent de 218,612 MD en 2022 contre un excédent de 199,910 MD en 2021 et un excédent de 284,018 MD en 2020.

Compte d'exploitation en 2022
«Affaires directes + acceptations»

En DT

- Primes acquises	3 142 900 002
- Primes émises	3 184 954 680
- Variation des provisions pour primes non acquises	-42 054 678
- Charge de prestation	-2 414 986 343
- Prestation et frais payés	-1 740 214 462
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-673 325 861
- Provisions pour égalisation et équilibrage	-2 821 666
- Autres charges techniques	1 375 646
SOLDE DE SOUSCRIPTION	727 913 659
SOLDE DE GESTION	- 732 093 561
SOLDE FINANCIER	426 601 966
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-203 810 271
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	218 611 793

E. Fonds propres, Placements & Revenus financiers

E.1. Les Fonds propres :

Constitués par le capital social ou fonds commun pour les sociétés d'assurances à forme mutuelles, les réserves et les primes liées au capital, les fonds propres des entreprises d'assurances ont atteint 1 803,025 MD en 2022 contre 1 693,715 MD en 2021 et 1 517,423 MD en 2020.

Fonds propres

En MD

	2020	2021	2022
Capital social et Fonds commun	527,820	612,945	650,495
Les réserves et les primes liées au capital	989,603	1 080,770	1 152,530
Fonds propres	1 517,423	1 693,715	1 803,025

E.2. Les placements

Les placements des entreprises d'assurances figurant à l'actif du bilan s'élèvent à 8 094,177 MD en 2022 contre 7 258,748 MD en 2021 et 6 534,100 MD en 2020 soit une augmentation de 11,51 % par rapport à 2021.

Placements

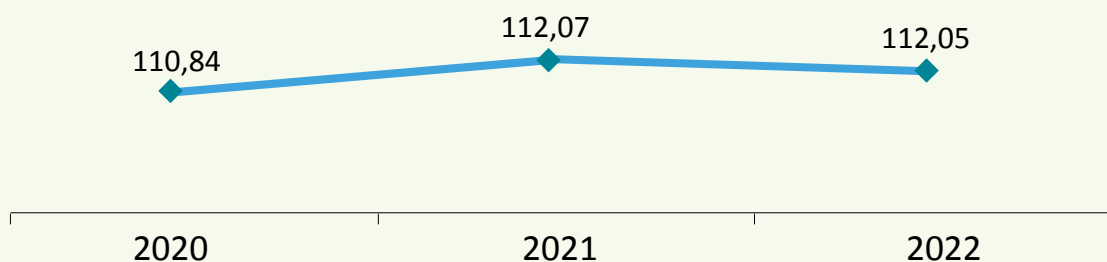
En MD

	2020	2021	Taux de Croissance %	2022	Taux de Croissance %
Placements	6 534,100	7 258,748	11,09	8 094,177	11,51

Le taux de couverture (c'est le ratio des placements sur les provisions techniques) s'élève à 112,05 % en 2022 contre 112,07 % en 2021 et 110,84 % en 2020.

Les taux de couverture réalisés durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau ci-après :

Taux de Couverture en %



E.3. Les produits nets des placements

Les produits nets des placements (valeurs mobilières et immeubles) totalisent 463,815 MD en 2022 contre 363,908MD en 2021 et 323,065 MD en 2020 soit une augmentation de 27,45% par rapport à 2021.

Le taux de rendement moyen de ces titres représente 5,73 % en 2022 contre 5,01 % en 2021 et 4,94 % en 2020.

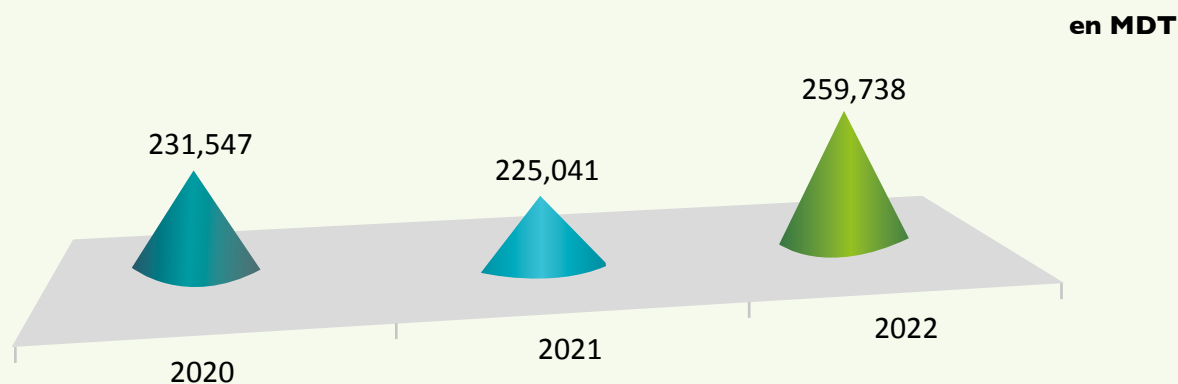
Taux de Rendement en %

	En MD				
	2020	2021	Taux de Croissance %	2022	Taux de Croissance %
Produits nets des placements	323,065	363,908	12,64	463,815	27,45
Placements admis	6 534,100	7 258,748	11,09	8 094,177	11,51
Taux de rendement en %	4,94	5,01	0,07	5,73	0,72

E.4. Les Résultat aux bilans :

Les bilans consolidés des entreprises d'assurances dégagent un résultat bénéficiaire de 259,738 MD en 2022 (8,15 % des primes émises) contre 225,041 MD en 2021 (7,94 % des primes émises) et un bénéfice de 231,547 MD en 2020 (9 % des primes émises).

Résultat aux bilans





DEUXIEME PARTIE

A. ANALYSE NON VIE & VIE

B. ANALYSE PAR BRANCHE

I. AUTOMOBILE

II. GROUPE MALADIE

III. TRANSPORT

IV. INCENDIE

V. RISQUES DIVERS

VI. CRÉDIT

VII. RISQUES AGRICOLES

VIII. VIE

DEUXIEME PARTIE

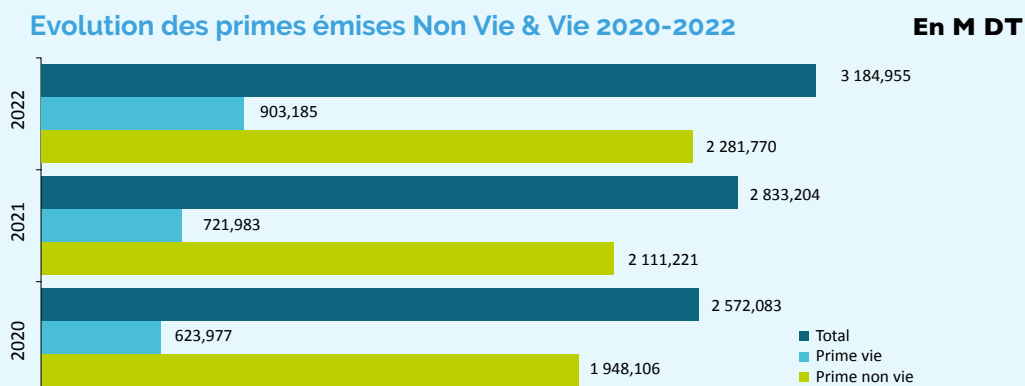
A. ANALYSE NON VIE & VIE

1. Les primes

En 2022, le chiffre d'affaires global du secteur des assurances s'élève à 3 184,955 MD contre 2 833,204 MD en 2021 et 2 572,083 MD en 2020 soit un taux de croissance de 12,42 % en 2022 contre 10,15 % en 2021 et 6,53 % en 2020.

Les primes émises en assurance non vie s'élèvent à 2 281,770 MD en 2022 contre 2 111,221 MD en 2021 et 1 948,106 MD en 2020 enregistrant une augmentation de 8,08 % par rapport à 2021, elles représentent 71,64 % du total des émissions contre 74,52 % en 2021 et 75,74 % en 2020.

Les primes émises en assurance vie s'élèvent à 903,185 MD en 2022 contre 721,983 MD en 2021 et 623,977 MD en 2020. Enregistrant une augmentation de 25,10 % en 2022 contre une augmentation de 15,71 % en 2021. Elles représentent 28,36 % du total des émissions contre 25,48 % en 2021 et 24,26 % en 2020.

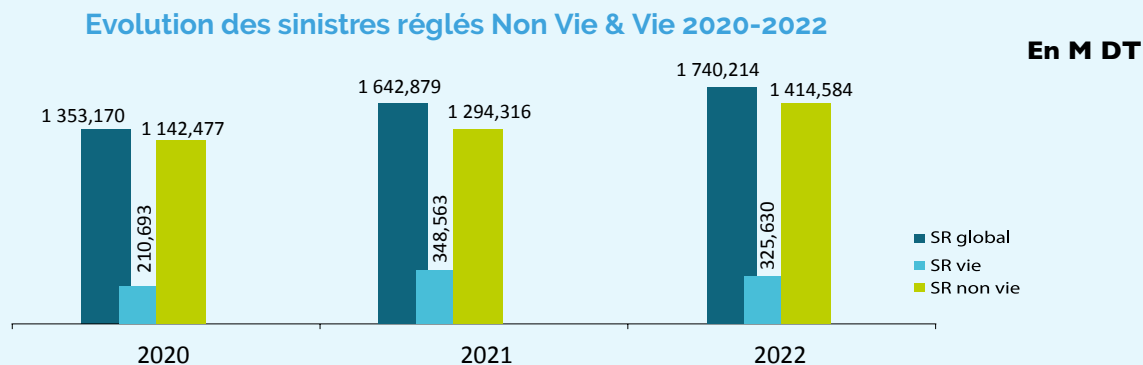


2. Sinistres :

Les indemnités payées (sinistres réglés et capitaux échus) atteignent le montant de 1 740,214 MD en 2022 contre 1 642,879 MD en 2021 et 1 353,170 MD en 2020 enregistrant ainsi une augmentation de 5,92%.

Le montant des sinistres réglés au titre des assurances non vie s'élève à 1 414,584 MD en 2022 contre 1 294,316 MD en 2021 et 1 142,477 MD en 2020, soit une augmentation de 9,29 % par rapport à 2021. Il représente 81,25 % des totales des indemnités payées en 2021 contre 78,78 % en 2021 et 84,43 % en 2020.

Pour l'assurance vie, les sinistres réglés représentent 18,71 % du montant global des indemnités payées en 2022 contre 21,22 % en 2020 et 15,57 % en 2020. Le montant de ces indemnités est de 325,630 MD en 2022 contre 348,563 MD en 2021 et 210,693 MD en 2020.



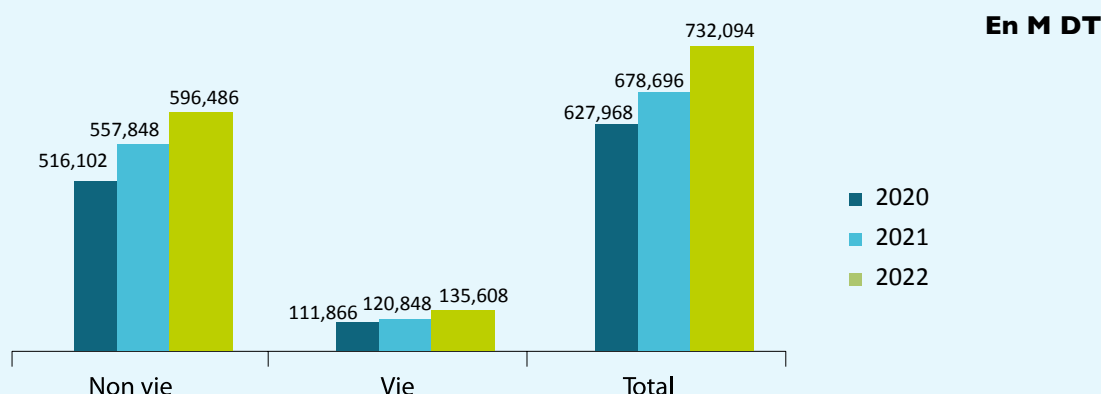
3. Frais de Gestion

Les frais de gestion (frais d'acquisition et autres charges de gestion nettes) totalisent 732,094 MD en 2022 contre 678,696 MD en 2021 et 627,968 MD en 2020, soit une augmentation de 7,87 % par rapport à 2021.

Pour les assurances non vie les frais de gestion s'élèvent à 596,486 MD en 2022 contre 557,848 MD en 2021 et 516,102 MD en 2020, soit une évolution de 6,93 % par rapport à 2021.

Les frais de gestion de la branche vie ont augmenté de 13,04% passant de 111,866 MD en 2020 et 120,848MD en 2021 à 135,608 MD en 2022.

Evolution des frais de gestion Non Vie & Vie 2020-2022



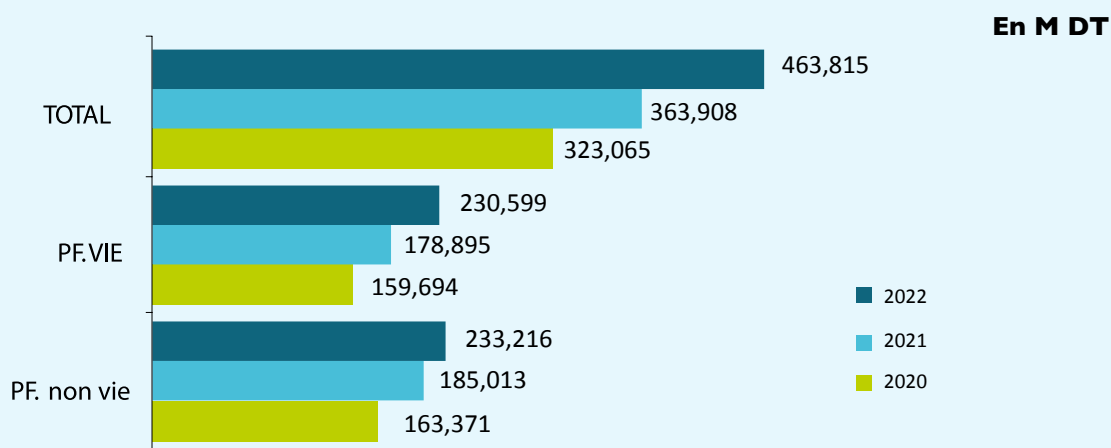
4. Produits nets des placements

Les produits nets des placements du secteur des assurances totalisent 463,815 MD en 2022 contre 363,908MD en 2021 et 323,065 MD en 2020 soit une augmentation de 27,45 % par rapport à 2021.

En effet, pour les assurances non vie les produits financiers enregistrent une augmentation de 26,05 % passant de 163,371 MD en 2020 et de 185,013 MD en 2021 à 233,216 MD en 2022.

En outre, les produits financiers de l'assurance vie ont enregistré une augmentation de 28,90% passant de 159,694 MD en 2020 et de 178,895 MD en 2021 à 230,599 MD en 2022.

Evolution des Produits financiers Non Vie & Vie 2020 - 2022

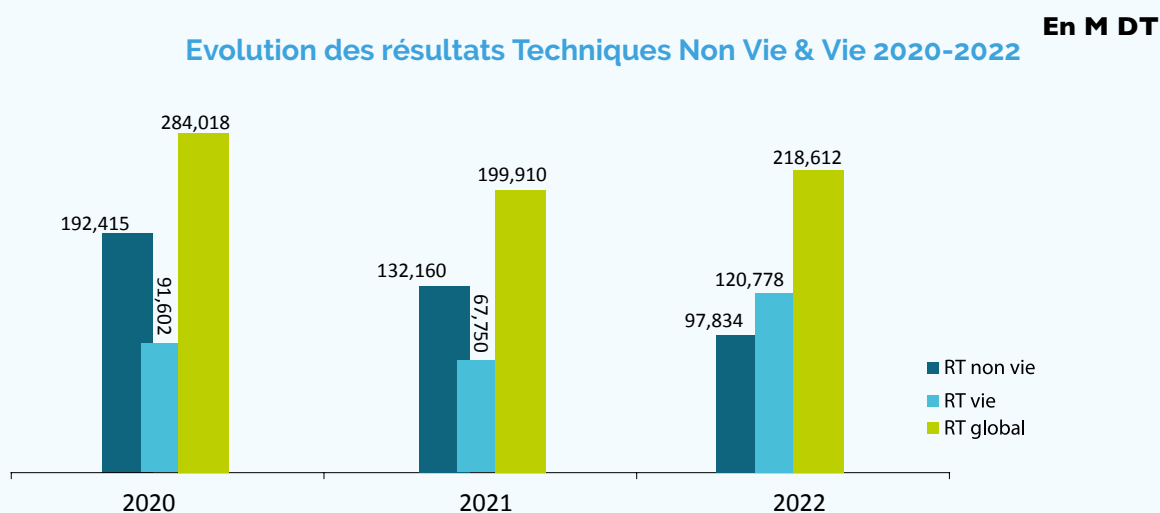


5. Résultats Techniques

Le résultat technique a connu en 2022 une augmentation par rapport à l'exercice précédent passant de 284,018MD en 2020 et 199,910 MD en 2021 à 218,612 MD en 2022.

Pour les assurances non vie le résultat technique a diminué d'un excédent de 192,415 MD en 2020 et un excédent 132,160 MD en 2021 à un excédent de 97,834 MD en 2022.

Pour l'assurance vie le résultat technique a augmenté en atteignant 120,778 MD en 2022 contre 67,750 MD en 2021 et 91,602 MD en 2020.



B. ANALYSE PAR BRANCHE

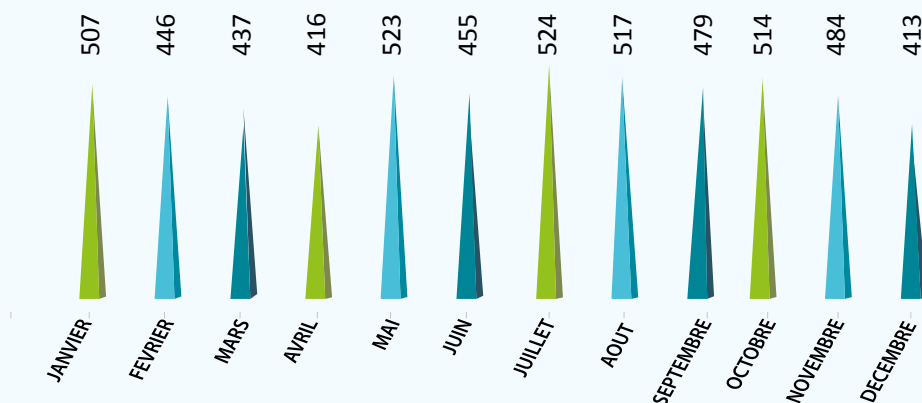
I. L'ASSURANCE AUTOMOBILE

1. Nombre des accidents :

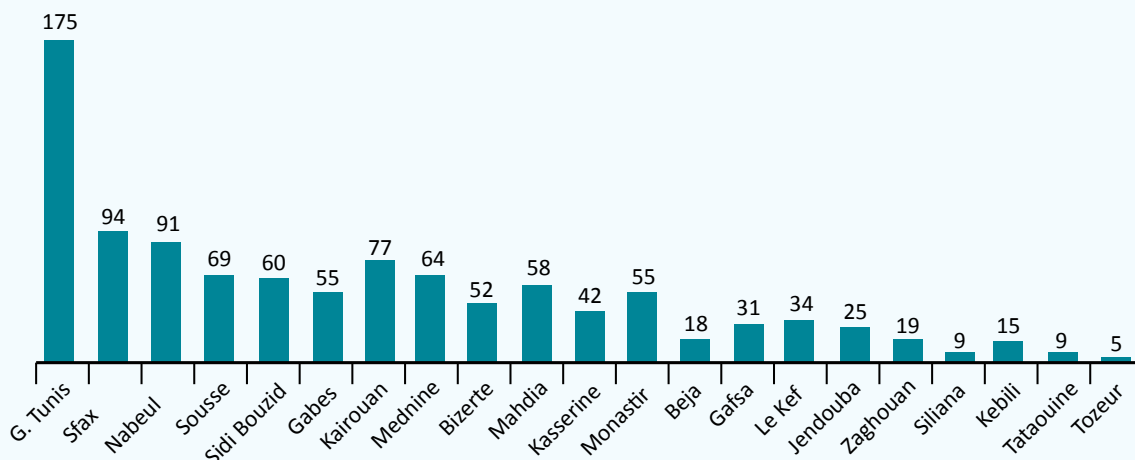
L'évolution du nombre des accidents de la circulation routière et des victimes de ces accidents (tués et blessés) est retracée dans le tableau suivant :

	2020	Ev. En % 20/19	2021	Ev. En % 21/20	2022	Ev. En % 22/21
N. d'Accidents	4 774	-20.06	5 089	6.60	5 715	12,30
N. de Tués	931	-19.04	1 014	8.92	1 057	4,24
N. de Blessés	6762	-21.13	6 894	1.95	8 184	18,71

Répartition des accidents de la route par mois en 2022



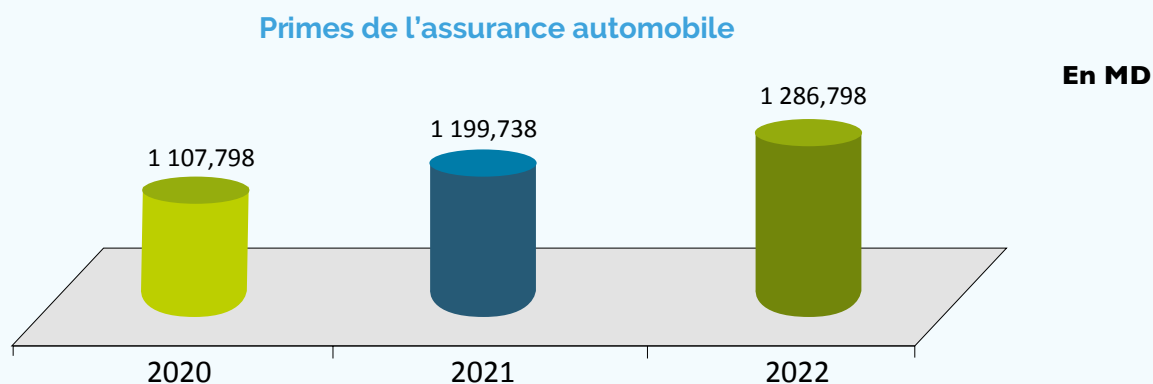
Répartition des Tués des accidents de la route par gouvernorat en 2022



2. Les Primes :

En 2022, le montant des primes émises en assurance automobile s'élève à 1 286,798 MD contre 1 199,738 MD en 2021 et 1 107,798 MD en 2020, soit un taux de croissance de 7,26 % en 2022 contre 8,30% en 2021 et 3,80% en 2020.

La part des primes de l'assurance automobile dans les émissions totales en 2022 représente 40,40 % contre 42,35 % en 2021 et 43,07 % en 2020.



Intitulé	2020	En %	2021	En %	2022	En %
1. STAR	198 363 820	17,91	197 239 897	16,44	197 135 158	15,32
2. MAE	116 557 354	10,52	128 008 533	10,67	139 157 519	10,81
3. COMAR	125 072 152	11,29	131 345 857	10,95	135 675 120	10,54
4. GAT	104 994 522	9,48	121 128 085	10,10	132 498 113	10,30
5. AMI	130 553 938	11,78	124 754 657	10,40	128 165 372	9,96
6. G. CTAMA	72 067 692	6,51	91 468 424	7,62	106 725 215	8,29
7. LLOYD	66 352 313	5,99	77 853 568	6,49	88 335 986	6,86
8. MAGHREBIA	64 281 818	5,80	69 792 708	5,82	75 405 521	5,86
9. ASTREE	64 355 247	5,81	68 091 518	5,68	72 210 931	5,61
10. ZITOUNA TAKAFUL	38 391 178	3,47	43 913 420	3,66	49 408 993	3,84
11. CARTE	35 836 341	3,23	40 232 522	3,35	43 411 914	3,37
12. ASSURENCES. BIAT	25 830 992	2,33	29 380 715	2,45	34 138 565	2,65
13. BH ASSURENCES.	26 621 541	2,40	29 657 859	2,47	31 609 856	2,46
14. AT.TAKAFULIA	20 040 109	1,81	23 696 134	1,98	25 838 722	2,01
15. EI AMANA.TAKAFUL	18 478 599	1,67	23 173 666	1,93	27 081 381	2,10
TOTAL	1 107 797 616	100	1 199 737 563	100	1 286 798 366	100
TAUX DE CROISSANCE En%	3,80		8,30		7,26	
EN % DES PRIMES TOTALES	43,07		42,35		40,40	

La part des trois premières entreprises dans les émissions de la branche assurance automobile est passée de 40,98 % en 2020 et de 38,08 % en 2021 à 36,68 % en 2022.

La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2020		2021		2022	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
STAR		STAR		STAR	
AMI	40,98	AMI	38,08	AMI	36,68
COMAR		COMAR		COMAR	

La prime moyenne a augmenté de 4,86 % en 2022 passant de 474,331 dinars en 2020 et de 494,921 dinars en 2021 à 518,964 dinars en 2022.

Prime moyenne

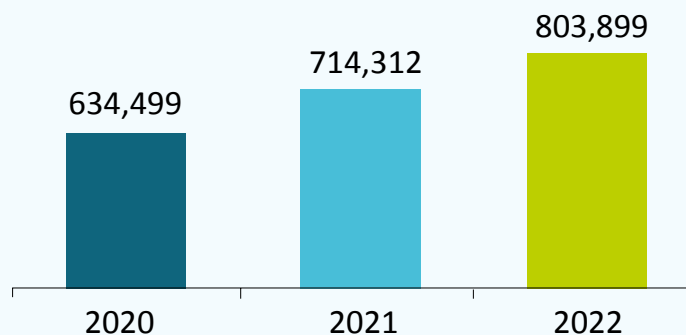
	En MD			
	2020	2021	2022	Ev. 22/21
Parc des véhicules	2 335 497	2 424 099	2 479 554	2,29
Primes émises (en dinars)	1 107 797 616	1 199 737 563	1 286 798 434	7,26
Prime moyenne (en dinars)	474,331	494,921	518,964	4,86

3. Les sinistres :

Les sinistres payés en 2022 ont atteint le montant de 803,899 MD contre 714,312 MD en 2021 et 634,499 MD en 2020, enregistrant ainsi une augmentation de 12,54 % en 2022.

Sinistres réglés de l'assurance automobile

En MD



Les sinistres payés par les entreprises d'assurances durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

En DT

Intitulé	2020	2021	En %	2022	En %	Evolution 22/21 En %
1- STAR	143 003 846	152 336 614	21,33	170 343 095	21,19	11,82
2- AMI	99 028 021	109 202 671	15,29	105 036 983	13,07	-3,81
3- MAE	62 460 046	72 489 775	10,15	83 803 966	10,42	15,61
4- COMAR	63 695 679	70 487 710	9,87	76 221 309	9,48	8,13
5- GAT	48 582 692	58 122 469	8,14	73 001 907	9,08	25,60
6- G. CTAMA	37 704 220	48 076 942	6,73	54 818 508	6,82	14,02
7- LLOYD	33 128 005	37 705 565	5,28	48 698 020	6,06	29,15
8- MAGHREBIA	33 910 096	36 269 772	5,08	43 211 741	5,38	19,14
9- ASTREE	34 504 700	38 016 622	5,32	41 882 170	5,21	10,17
10- CARTE	16 777 512	21 026 087	2,94	23 980 140	2,98	14,05
11- ASSURANCE BIAT	15 319 649	17 379 073	2,43	20 209 591	2,51	16,29
12- ZITOUNA TAKAFUL	14 602 806	16 382 144	2,29	19 760 330	2,46	20,62
13- BH ASSURANCES	14 040 639	15 385 163	2,15	17 312 707	2,15	12,53
14- EL AMANA TAKAFU	8 456 287	11 466 817	1,61	14 002 795	1,74	22,12
15- AT TAKAFULIA	9 284 419	9 964 634	1,39	11 615 658	1,44	16,57
TOTAL	634 498 617	714 312 149	100	803 898 920	100	12,54

La variation de provision pour sinistres à payer a enregistré une augmentation de 28,68 % passant de 51,541 MD en 2020 et 122,773 MD en 2021 à 160,815 MD en 2022.

Pour la branche automobile, le rapport sinistre aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) est détérioré de 5,10 % en passant de 63,89 % en 2020 et 72,02 % en 2021 à 77,12 % en 2022.

En MD

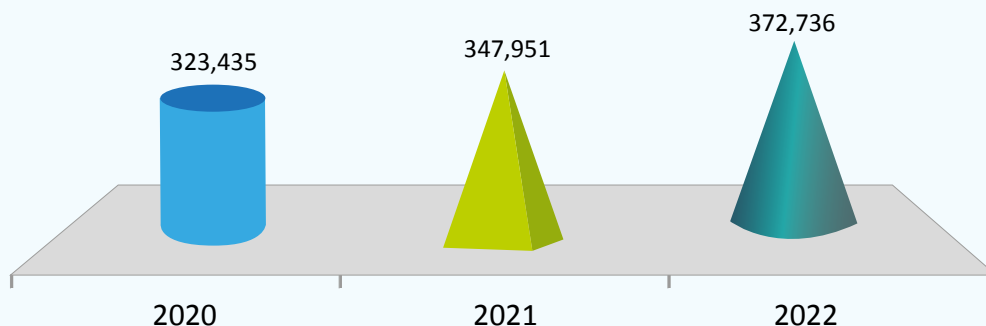
	2020	Variat°. %	2021	Variat°. %	2022	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	634,499	-13,93	714,312	12,58	803,899	12,54
• Variation de provision pour sinistres à payer	51,541	90,94	122,773	138,21	160,815	28,68
• Charges sinistres	686,040	-10,22	837,086	22,02	961,884	14,91
• Primes acquises	1 073,777	4,14	1 162,326	8,25	1 247,244	7,31
• Rapport sinistres aux primes Acquises en %	63,89	-10,22	72,02	8,13	77,12	5,10

4. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (frais d'acquisitions et les autres charges de gestion nettes) de la branche automobile s'élèvent à 372,736 MD en 2022 contre 347,951 MD en 2021 et 323,435 MD en 2020 soit une hausse de 7,12 % par rapport à 2021, par rapport à 2020.

Frais de gestion de l'assurance automobile

En MD



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche automobile s'élève à 29,88 % en 2022 contre 29,94 % en 2021 et 30,12 % en 2020.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche automobile s'établit à 28,97 % en 2022 (16,81% pour les frais d'acquisitions et 12,16 % pour les charges de gestion) contre 29,00 % en 2021 (16,33 % pour les frais d'acquisitions et 12,67 % pour les charges de gestion) et 29,20 % en 2020 (15,97 % pour les frais d'acquisitions et 13,23 % pour les charges de gestion)

Frais de gestion de l'assurance automobile

En MD

	2020			2021			2022		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisition	176,897	15,97	12,30	195,980	16,34	10,79	216,287	16,81	10,36
Autres charges de gestions nettes	146,538	13,23	9,84	151,971	12,66	3,71	156,449	12,16	2,95
TOTAL	323,435	29,20	11,17	347,952	29,00	7,58	372,736	28,97	7,12

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 107,23 % en 2022 contre 101,95 % en 2021 et 94,01 % en 2020.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 103,94 % en 2022 contre 98,77 % en 2021 et 91,12 % en 2020.

5. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 280,452 MD en 2022 contre un excédent de 319,741 MD en 2021 et un excédent de 400,691 MD en 2020.

Les frais de gestion s'élèvent à 372,736 MD en 2022 contre 347,951 MD en 2021 et 323,435 MD en 2020.

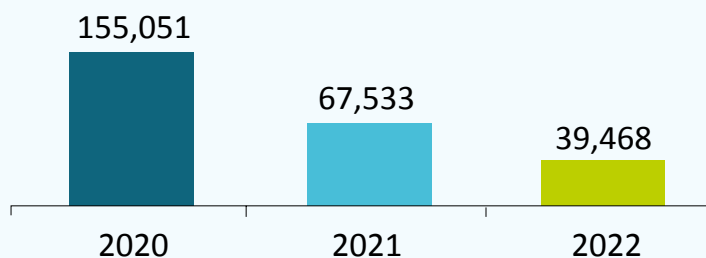
Le solde financier est passé de 110,954 MD en 2020 et 124,924 MD en 2021 à 159,837 MD en 2022, soit une augmentation de 27,95 %.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est déficitaire de 28,084 MD en 2022 contre un déficit de 29,181 MD en 2021 et un déficit de 33,159 MD en 2020.

Ainsi, le résultat technique dégage un excédent de 39,468 MD en 2022 contre un excédent de 67,533 MD en 2021 et un excédent de 155,051 MD en 2020.

Résultat Technique de l'assurance automobile

En MD



Compte d'exploitation de la branche automobile

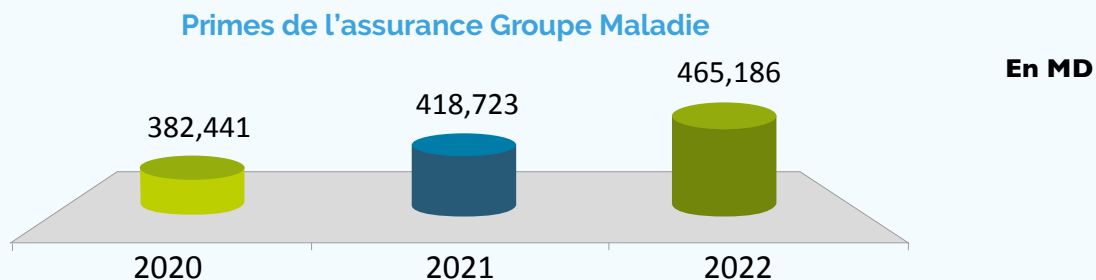
En DT

- Primes acquises	I 247 243 673
- Primes émises	I 286 798 434
- Variation des provisions pour primes non acquises	- 39 554 692
- Charge de prestation	-966 792 045
- Prestation et frais payés	-803 898 920
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-160 814 514
- Provisions pour égalisation et équilibrage	300 000
- Autres charges techniques	-2 378 611
SOLDE DE SOUSCRIPTION	280 451 697
SOLDE DE GESTION	-372 736 256
SOLDE FINANCIER	159 836 908
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-28 083 825
RÉSULTAT TECHNIQUE	39 468 524

II. L'ASSURANCE GROUPE MALADIE

1. Les Primes :

En 2022, le montant des primes émises en assurance groupe maladie s'élève à 465,186 MD contre 418,723 MD en 2021 et 382,441 MD en 2020, soit un taux de croissance de 11,10% en 2022.



Les primes émises par entreprise en assurance groupe maladie sont retracées dans le tableau ci-après :

Intitulé	2020	En%	2021	En %	2022	En %
1. STAR	85 300 229	22,30	85 840 573	20,50	97 497 037	20,96
2. MAGHREBIA	67 999 362	17,78	77 063 882	18,40	88 632 759	19,05
3. GAT	42 715 855	11,17	52 377 196	12,51	52 772 922	11,34
4. COMAR	33 160 892	8,67	35 676 107	8,52	45 956 784	9,88
5. BH ASSURANCES	38 898 716	10,17	43 609 956	10,41	42 426 827	9,12
6. CARTE	28 472 691	7,44	30 497 157	7,28	35 752 201	7,69
7. ASTREE	26 747 430	6,99	29 576 233	7,06	29 583 549	6,36
8. ASSURANCES BIAT	15 531 234	4,06	18 478 881	4,41	20 455 469	4,40
9. LLOYD	13 834 736	3,62	14 417 879	3,44	18 854 031	4,05
10. G. CTAMA	12 403 826	3,24	11 428 258	2,73	12 068 244	2,59
11. AMI	4 963 392	1,30	4 592 129	1,10	5 637 340	1,21
12. EL AMANA TAKAFUL	3 794 737	0,99	5 100 435	1,22	5 189 431	1,12
13. ZITOUNA TAKAFUL	3 909 697	1,02	4 426 686	1,06	4 999 571	1,07
14. MAE	2 971 845	0,78	3 409 019	0,81	3 482 549	0,75
15. AT-TAKAFULIA	1 736 024	0,45	2 229 092	0,53	1 877 613	0,40
TOTAL	382 440 666	100	418 723 484	100	465 186 327	100
TAUX DE CROISSANCE En %	11,68		9,49		11,10	
EN % DES PRIMES TOTALES	14,87		14,78		14,61	

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche assurance groupe maladie durant les trois dernières années est passée de 51,25 % en 2020 et 51,41 % en 2021 à 51,35 % en 2022.

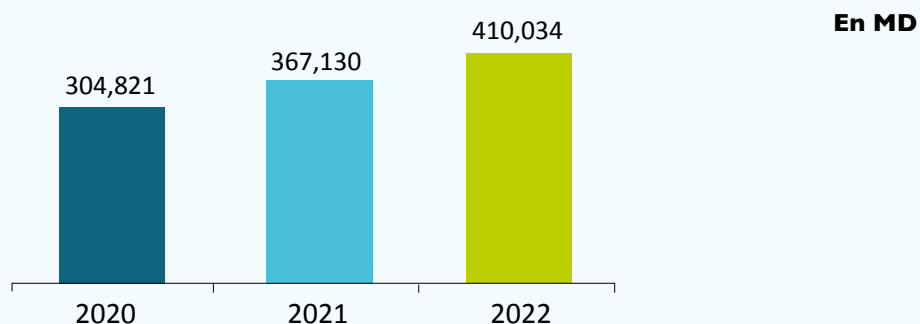
La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2020		2021		2022	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
STAR		STAR		STAR	
MAGHREBIA	51,25	MAGHREBIA	51,41	MAGHREBIA	51,35
GAT		GAT		GAT	

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2022 ont atteint le montant de 410,034 MD contre 367,130 MD en 2021 et 304,821 MD en 2020 enregistrant ainsi une augmentation de 11,69 % en 2022.

Sinistres de l'assurance Groupe Maladie



Les sinistres payés par les entreprises d'assurance durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	2020	2021	En %	2022	En %	Evolution 22/21 %
1- STAR	73 519 306	85 578 763	23,31	92 862 988	22,65	8,51
2- MAGHREBIA	50 028 671	61 301 655	16,70	69 880 061	17,04	13,99
3- GAT	36 126 198	44 963 121	12,25	51 779 149	12,63	15,16
4- COMAR	21 796 552	27 433 605	7,47	35 178 746	8,58	28,23
5- BH ASSURANCES	29 158 896	32 219 454	8,78	34 746 441	8,47	7,84
6- CARTE	21 189 031	28 713 862	7,82	31 927 316	7,79	11,19
7- ASTREE	23 988 882	27 860 674	7,59	28 361 751	6,92	1,80
8- ASSURANCES BIAT	13 859 261	17 051 754	4,64	18 392 691	4,49	7,86
9- LLOYD	10 694 449	12 864 754	3,50	17 523 157	4,27	36,72
10- G/CTAMA	10 855 280	12 817 091	3,49	11 028 147	2,69	-14,28
11- AMI	4 713 860	4 248 138	1,16	5 694 069	1,39	34,04
12- EL AMANA TAKAFUL	2 275 567	4 145 114	1,13	4 535 015	1,11	9,41
13- ZITOUNA TAKAFUL	3 339 033	3 873 803	1,06	4 130 145	1,01	6,62
14- MAE	1 737 172	2 218 729	0,60	2 240 803	0,55	0,99
15-AT-TAKAFULIA	1 538 355	1 839 452	0,50	1 753 369	0,43	-4,68
TOTAL	304 820 512	367 129 970	100	410 033 848	100	11,69

La variation de provision pour sinistres à payer a enregistré une augmentation en 2022 passant de 1,983 MD en 2021 à 3,335 MD en 2022.

Pour l'assurance groupe maladie, le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) est passé de 83,15 % en 2020 à 88,35 % en 2021 et à 89,07 % en 2022.

En MD

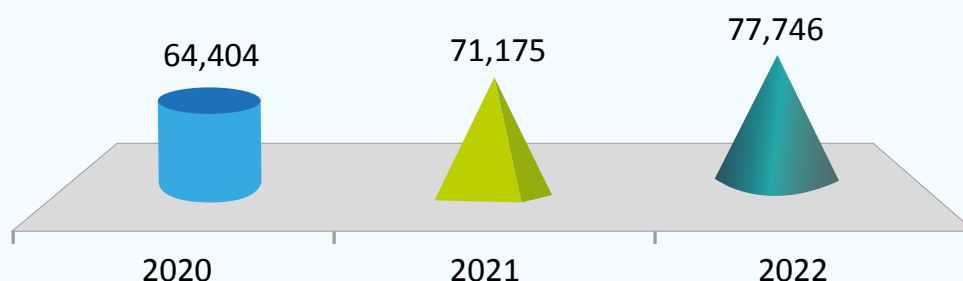
	2020	Variat°. %	2021	Variat°. %	2022	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	304,821	2,16	367,130	20,44	410,034	11,69
• Variation de provision pour sinistres à payer	11,910	172,60	1,983	-83,35	3,335	68,16
• Charges sinistres	316,731	4,62	369,113	16,54	413,369	11,99
• Primes acquises	380,924	11,69	417,794	9,68	464,092	11,08
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	83,15	-5,63	88,35	5,20	89,07	0,72

3. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche groupe maladie s'élèvent à 77,746 MD en 2022 contre 71,175 MD en 2021 et 64,404 MD en 2020 enregistrant une augmentation de 9,23 % en 2022.

Frais de Gestion de l'assurance Groupe Maladie

En MD



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 16,75 % en 2022 contre 17,04 % en 2021 et 16,91 % en 2020.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 16,71 % en 2022 (9,51 % pour les frais d'acquisition et 7,20 % pour les charges de gestion) contre 17,00 % en 2021 (9,49 % pour les frais d'acquisition et 7,51 % pour les charges de gestion) et 16,84 % en 2020 (9,23 % pour les frais d'acquisition et 7,61 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Groupe Maladie

EN MD

	2020			2021			2022		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisition	35,287	9,23	21,61	39,734	9,49	12,60	44,224	9,51	11,30
Autres charges de gestions nettes	29,117	7,61	-9,20	31,441	7,51	7,98	33,522	7,20	6,62
TOTAL	64,403	16,84	5,44	71,175	17,00	10,51	77,746	16,71	9,23

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistres aux primes acquises s'élève à 105,82 % en 2022 contre 105,38 % en 2021 et 100,06 % en 2020. Ainsi le rapport sinistres aux primes acquises, frais de gestion compris, s'est détérioré de 0,44.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 105,57 % en 2022 contre 105,15 % en 2021 et 99,66 % en 2020.

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 49,016 MD en 2022 contre 48,475 MD en 2021 et 62,912 MD en 2020.

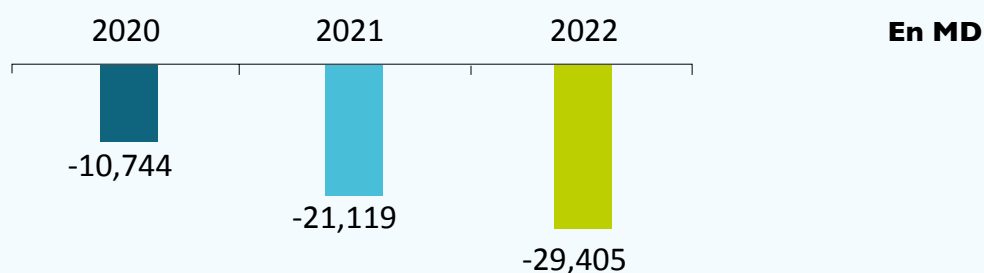
Les frais de gestion s'élèvent à 77,746 MD en 2022 contre 71,175 MD en 2021 et 64,404 MD en 2020.

Le résultat financier de la branche Groupe Maladie dégage un solde excédentaire de 6,577 MD en 2022 contre un solde excédentaire de 7,690 MD en 2021 et un solde déficitaire 0,977 MD en 2020.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est déficitaire de 7,252 MD en 2022 contre un déficit de 6,109 MD en 2021 et un déficit de 8,276 MD en 2020.

Le résultat technique dégage un déficit de 29,405 MD en 2022 contre un déficit de 21,119 MD en 2021 et un déficit de 10,744 MD en 2020.

Résultat technique de l'assurance Groupe Maladie



Compte d'exploitation de l'assurance Groupe Maladie

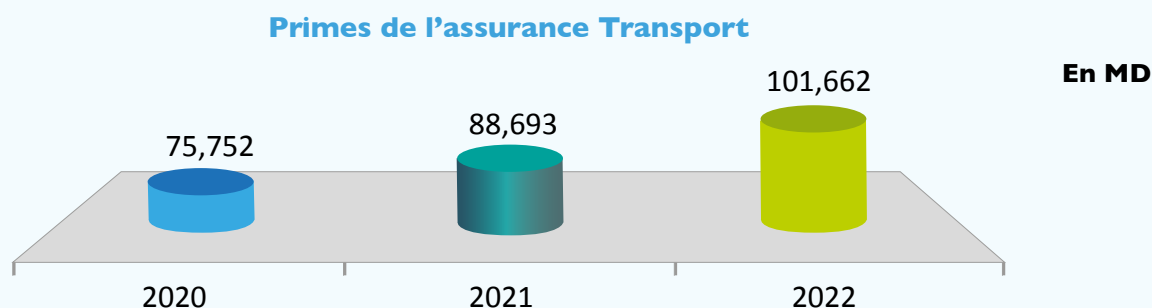
	En DT
- Primes acquises	464 092 259
- Primes émises	465 186 327
- Variation des provisions pour primes non acquises	- 1 094 068
- Charge de prestation	- 415 076 639
- Prestation et frais payés	- 410 033 848
- Variation des provisions pour sinistres à payer	- 3 334 621
- Provisions pour égalisation et équilibrage	- 1 645 824
- Autres charges techniques	-62 346
SOLDE DE SOUSCRIPTION	49 015 620
SOLDE DE GESTION	- 77 746 309
SOLDE FINANCIER	6 577 341
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	- 7 251 585
RÉSULTAT TECHNIQUE	-29 404 933

III. L'ASSURANCE DE TRANSPORT

1. Les Primes :

En 2022, le montant des primes émises en assurance transport s'élève à 101,662 MD contre 88,693 MD en 2020 et 75,752 MD en 2021, soit une augmentation de 14,62 % en 2022.

La part des primes de l'assurance transport dans les émissions totales représente 3,19 % en 2022 contre 3,13 % en 2021 et 2,95 % en 2020.



En DT						
Intitulé	2020	En %	2021	En %	2022	En %
1. STAR	114 359 405	18,96	16 902 136	19,06	16 164 461	15,90
2. GAT	13 550 597	17,89	12 901 994	14,55	14 904 751	14,66
3. CARTE	7 196 565	9,50	8 227 207	9,28	11 480 549	11,29
4. ASTREE	8 429 682	11,13	11 169 519	12,59	10 920 441	10,74
5. COMAR	8 446 434	11,15	8 042 982	9,07	10 633 844	10,46
6. LLOYD	4 390 648	5,80	9 199 499	10,37	9 101 056	8,95
7. ASSURANCES BIAT	2 281 061	3,01	4 085 222	3,98	6 757 659	6,65
8. MAGHREBIA	4 603 752	6,08	3 561 115	4,02	4 329 742	4,26
9. BH ASSURANCES	3 514 101	4,64	3 527 222	4,61	4 044 847	3,98
10. MAE	2 349 504	3,10	2 855 018	3,22	3 352 239	3,30
11. ZITOUNA TAKAFUL	1 623 394	2,14	2 039 562	2,30	2 638 009	2,59
12. AMI	1 330 116	1,76	1 252 036	1,41	2 219 888	2,18
13. EL AMANA TAKAFUL	1 345 849	1,78	1 571 070	1,77	1 902 779	1,87
14. G/CTAMA	1 064 558	1,41	2 378 353	2,68	1 704 273	1,68
15. AT-TAKAFULIA	1 266 531	1,67	979 927	1,10	1 507 330	1,48
TOTAL	75 752 197	100	88 692 861	100	101 661 868	100
TAUX DE CROISSANCE En %	-10,52		-17,08		14,62	
EN % DES PRIMES TOTALES	2,95		3,13		3,19	

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche transport est passée durant les trois dernières années de 48,00 % en 2020 et 46,20 % en 2021 à 41,85 % en 2022.

La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2020		2021		2022	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
STAR		STAR		STAR	
GAT	48,00	GAT	46,20	GAT	41,85
COMAR		ASTREE		CARTE	

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2022 ont atteint le montant de 14,992 MD contre 28,161 MD en 2021 et 13,805 MD en 2020 enregistrant une baisse de 39,52 % en 2022.

Sinistres de l'assurance Transport



Les sinistres payés par les entreprises d'assurance durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	En DT					
	2020	2021	En%	2022	En%	Evolution 22/21
1 - GAT	-2 245 063	2 376 991	8,44	3 047 642	20,33	28,21
2 - MAGHREBIA	2 334 712	993 987	3,53	1 813 639	12,10	82,46
3 - STAR	-983 655	9 035 181	32,08	1 612 493	10,76	-82,15
4 - COMAR	2 004 829	6 655 294	23,63	1 562 835	10,42	-76,52
5 - CARTE	4 905 775	1 512 952	5,37	1 479 143	9,87	-2,23
6 - G/CTAMA	1 020 267	823 690	2,92	1 327 561	8,86	61,17
7 - ASTREE	229 268	545 230	1,94	1 043 158	6,96	91,32
8 - AMI	272 122	1 377 000	4,89	915 325	6,11	-33,53
9 - LLOYD	799 894	2 257 785	8,02	817 313	5,45	-63,80
10 - BH ASSURANCES	289 565	785 494	2,79	654 868	4,37	-16,63
11 - EL AMANA TAKAFUL	10 327	844 363	3,00	453 588	3,03	-46,28
12 - AT-TAKAFULIA	165 462	126 425	0,45	185 072	1,23	46,39
13 - MAE	63 553	5 702	0,02	71 619	0,48	1156,03
14 - ZITOUNA TAKAFUL	316 266	345 751	1,23	25 622	0,17	-92,59
15 - ASSURANCES BIAT	131 159	475 245	1,69	-17 857	-0,12	-103,76
TOTAL	13 804 607	28 161 090	100	14 992 021	100	-39,52

La variation de provision pour sinistres à payer a passé de 1,588 MD en 2020 à 6,566 MD en 2022 avec un reprise de -7,083 MD en 2021.

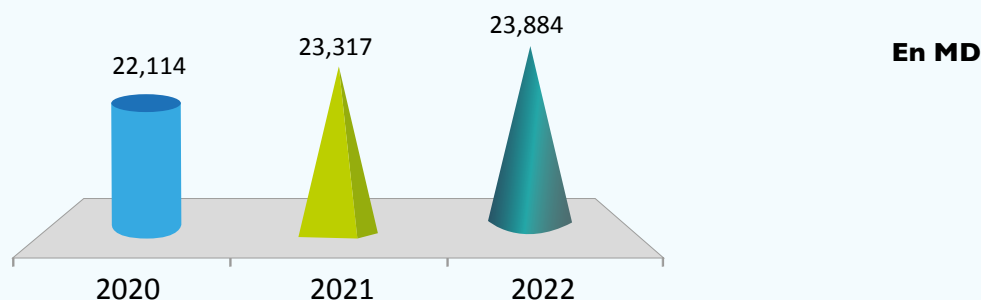
Pour la branche transport, le rapport sinistre aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est amélioré de 2,49 passant de 19,80 % en 2020 et 24,37 % en 2021 à 21,88 % en 2022..

	2020	Variât. %	2021	Variât. %	2022	Variât. %
• Sinistres payés net de recours	13,805	-48,33	28,161	104,00	14,992	-46,76
• Variation de provision pour sinistres à payer	1,588	-159,71	-7,083	-546,02	6,566	-
• Charges sinistres	15,393	-36,02	21,078	36,94	21,558	2,28
• Primes acquises	77,754	-4,89	86,493	11,24	98,533	13,92
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	19,80	-9,63	24,37	4,57	21,88	-2,49

3. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisitions et les autres charges de gestion nettes) de la branche transport s'élèvent à 23,884 MD en 2022 contre 23,317 MD en 2021 et 22,114 MD en 2020 soit une augmentation de 2,43 % par rapport à 2021.

Frais de Gestion de l'assurance transport



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 24,24 % en 2022 contre 26,96 % en 2021 et 28,44 % en 2020.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 26,93 % en 2022 (16,30 % pour les frais d'acquisition et 10,63 % pour les charges de gestion) contre 26,29 % en 2021 (14,80 % pour les frais d'acquisition et 11,49 % pour les charges de gestion) et 29,19 % en 2020 (16,89 % pour les frais d'acquisition et 12,30 % pour les charges de gestion) et 29,19 % en 2020 (16,89 % pour les frais d'acquisition et 12,30 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Transport

	2020			2021			2022		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisition	12,796	16,89	14,56	13,128	14,80	2,60	14,454	16,30	10,10
Autres charges de gestions nettes	9,318	12,30	14,71	10,189	11,49	9,35	9,430	10,63	-7,45
TOTAL	22,114	29,19	14,62	23,317	26,29	5,44	23,884	26,93	2,43

12,30 % pour les charges de gestion).

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 46,12 % en 2022 contre 51,33 % en 2021 et 48,23 % en 2020. Ainsi le rapport sinistre aux primes acquises frais de gestion compris s'est amélioré de 5,21 en 2022.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 48,14 % en 2022 contre 50,06 % en 2021 et 49,50 % en 2020.

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 77,361 MD en 2022 contre un excédent de 69,027 MD en 2021 et un excédent de 55,548 MD en 2020.

Les frais de gestion s'élèvent à 23,884 MD en 2022 contre 23,318 MD en 2021 et 22,114 MD en 2020.

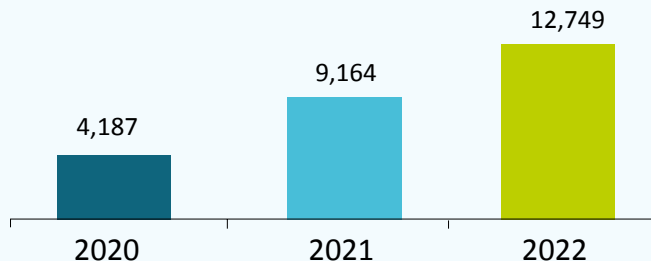
Le solde financier de la branche transport dégage un résultat de 5,505 MD en 2021 contre 3,531 MD en 2021 et 2,687 MD en 2020.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est déficitaire de 46,233 MD en 2022 contre un déficit de 40,077 MD en 2021 et un déficit de 31,934 MD en 2020.

Le résultat technique dégage un excédent de 12,749 MD en 2022 contre un excédent de 9,164 MD en 2021 et un excédent de 4,187 MD en 2020.

Résultat technique de l'assurance Transport

En MD



Compte d'exploitation de l'assurance Transport

En DT

- Primes acquises	98 533 279
- Primes émises	101 661 868
- Variation des provisions pour primes non acquises	-3 128 589
- Charge de prestation	-21 172 536
- Prestation et frais payés	-14 992 021
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-6 565 917
- Provisions pour égalisation et équilibrage	0
- Autres charges techniques	385 402
SOLDE DE SOUSCRIPTION	77 360 743
SOLDE DE GESTION	- 23 884 179
SOLDE FINANCIER	5 504 793
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-46 232 644
RÉSULTAT TECHNIQUE	12 748 713

IV. L'ASSURANCE DE L'INCENDIE

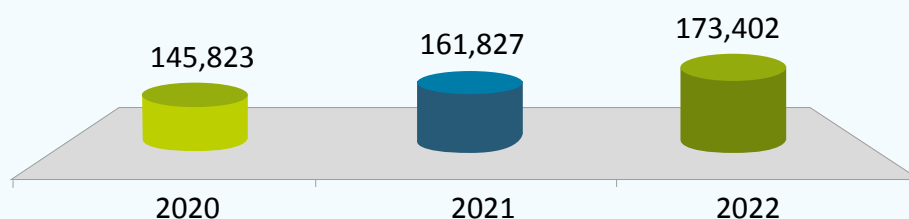
1. Les Primes :

En 2022, le montant des primes émises en assurance incendie s'élève à 173,402 MD contre 161,827 MD en 2021 et 145,823 MD en 2020, soit une augmentation de 7,15 % en 2022.

La part des primes de l'assurance incendie dans les émissions totales est passée de 5,67 % en 2020 à 5,71 % en 2021 et à 5,44 % en 2022.

Primes de l'assurance Incendie

En MD



En DT

Intitulé	2020	En %	2021	En %	2022	En %
1. MAGHREBIA	26 224 514	15,57	27 717 039	17,13	29 062 597	16,76
2. COMAR	22 547 372	15,52	25 137 870	15,53	27 835 162	16,05
3. ASTREE	15 504 324	11,45	17 757 890	10,97	18 667 588	10,77
4. GAT	13 074 089	10,28	14 978 711	9,26	16 444 379	9,48
5. CARTE	12 839 270	9,37	14 007 545	8,66	15 873 374	9,15
6. LLOYD	12 240 149	7,34	12 682 816	7,84	15 759 247	9,09
7. ASSURANCES BIAT	12 048 680	6,32	13 945 967	8,62	15 624 036	9,01
8. STAT	13 474 265	11,23	13 910 666	8,60	14 743 041	8,50
9. BH ASSURANCES	8 390 118	5,92	10 758 219	6,65	8 689 439	5,01
10. ZITOUNA TAKAFUL	2 794 042	1,98	3 037 671	1,88	3 066 840	1,77
11. G/CTAMA	1 524 238	1,43	1 990 285	1,23	2 058 018	1,19
12. AMI	2 355 701	1,63	2 186 364	1,35	2 197 312	1,27
13. EL AMANA TAKAFUL	1 297 266	0,91	2 007 426	1,23	1 550 294	0,89
14. AT-TAKAFULIA	1 215 797	0,82	1 388 804	0,85	1 411 994	0,81
15. MAE	292 949	0,23	319 806	0,20	418 448	0,24
TOTAL	145 822 775	100	161 827 079	100	173 401 769	100
TAUX DE CROISSANCE En %	7,69		10,98		7,15	
EN % DES PRIMES TOTALES	5,67		5,71		5,44	

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche incendie est passée de à 42,54 % en 2020 à 43,63 % en 2021 et à 43,58 % en 2022.

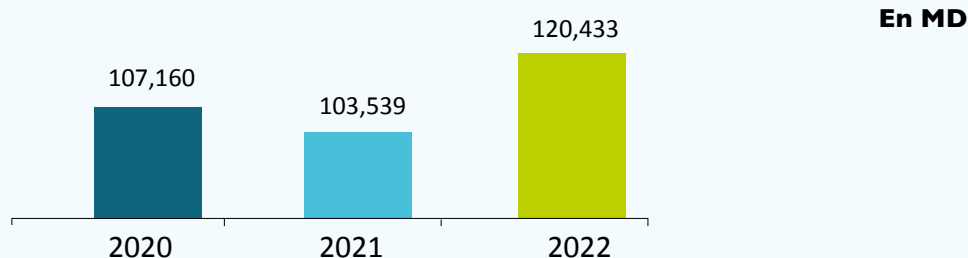
La concentration des primes émises des trois premières entreprises

2020		2021		2022	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
MAGHREBIA		MAGHREBIA		MAGHREBIA	
COMAR	42,54	COMAR	43,63	COMAR	43,58
ASTREE		ASTREE		ASTREE	

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2022 ont atteint 120,433 MD contre 103,539 MD en 2021 et 107,160 MD en 2020, enregistrant ainsi une hausse de 16,32 % par rapport à 2021.

Sinistres de l'assurance Incendie



Les sinistres payés par les entreprises d'assurance durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	En DT					
	2020	2021	En %	2022	En %	Evolution 22/21 %
1. CARTE	5 299 473	38 703 821	37,38	63 905 400	53,06	65,11
2. MAGHREBIA	14 657 440	15 792 694	15,25	11 265 816	9,35	-28,66
3. ASTREE	14 364 496	2 842 251	2,75	10 666 704	8,86	275,29
4. LLOYD	11 371 155	6 320 835	6,10	9 149 678	7,60	44,75
5. COMAR	41 457 831	11 766 131	11,36	7 715 073	6,41	-34,43
6. STAR	7 173 069	7 682 721	7,42	6 347 508	5,27	-17,38
7. GAT	5 846 504	6 855 323	6,62	5 146 603	4,27	-24,93
8. ASSURANCES BIAT	3 057 761	3 854 304	3,72	2 677 824	2,22	-30,52
9. BH ASSURANCES	2 415 733	5 742 985	5,55	1 218 761	1,01	-78,78
10. AMI	172 376	181 986	0,18	1 206 238	1,00	562,82
11. G/CTAMA	520 058	2 828 798	2,73	375 947	0,31	-86,71
12. ZITOUNA TAKAFUL	284 866	192 882	0,19	345 624	0,29	79,19
13. EL AMANA TAKAFUL	61 054	567 234	0,55	201 480	0,17	-64,48
14. AT-TAKAFULIA	442 352	187 763	0,18	178 560	0,15	-4,90
15. MAE	35 860	19 538	0,02	32 026	0,03	63,92
TOTAL	107 160 026	103 539 265	100	120 433 242	100	16,32

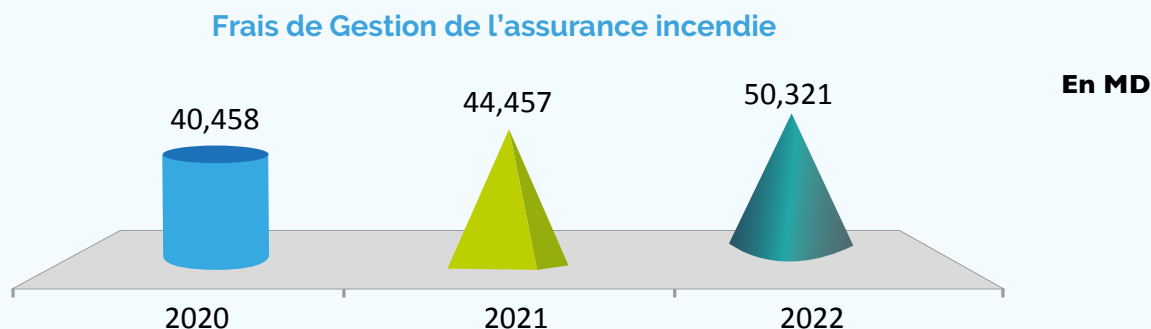
La variation de provision pour sinistres à payer est passée de -5,456 MD en 2020 et de 72,409MD en 2021 à -47,138 MD en 2022.

Pour la branche incendie, le rapport sinistre aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) est détérioré de 70,85 passant de 70,04 % en 2020 et de 113,82 % en 2021 à 42,97 % en 2022.

	2020	Variat°. %	2021	Variat°. %	2022	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	107,160	18,73	103,539	-3,38	120,433	16,32
• Variation de provision pour sinistres à payer	-5,456	-8,10	72,409	-	-47,138	-165,10
• Charges sinistres	101,704	20,62	175,948	73,00	73,295	-58,34
• Primes acquises	145,203	5,70	154,583	6,46	170,572	10,34
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	70,04	8,66	113,82	43,78	42,97	-70,85

3. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche incendie s'élèvent à 50,321 MD en 2022 contre 44,457 MD en 2021 et 44,458 MD en 2020.



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 29,50 % en 2022 contre 28,76 % en 2021 et 30,62 % en 2020.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'élèvent à 29,02 % en 2022 (17,58 % pour les frais d'acquisition et 11,44 % pour les charges de gestion) contre 27,47 % en 2021 (16,71 % pour les frais d'acquisition et 10,76 % pour les charges de gestion) et 30,49 % en 2020 (18,20 % pour les frais d'acquisition et 12,29 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance incendie

EN MD

	2020			2021			2022		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisition	26,451	18,20	10,86	27,047	16,71	1,91	30,488	17,58	12,72
Autres charges de gestions nettes	17,917	12,29	7,56	17,410	10,76	-2,83	19,833	11,44	13,92
TOTAL	44,458	30,49	9,51	44,457	27,47	-	50,321	29,02	13,19

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 72,47 % en 2022 contre 142,58 % en 2021 et 100,66 % en 2020.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 74,31 % en 2022 contre 136,20 % en 2021 et 100,23 % en 2020.

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 100,440 MD en 2022 contre un excédent de 20,981 MD en 2021 et excédent de 39,631 MD en 2020.

Les frais de gestion s'élèvent à 50,321 MD en 2022 contre 44,457 MD en 2021 et 44,458 MD en 2020.

Le solde financier de la branche incendie dégage un résultat de 14,043 MD en 2022 contre 11,821 MD en 2021 et 9,048 MD en 2020.

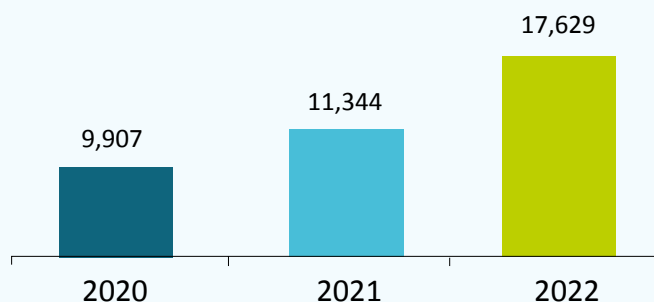
Le solde de réassurance (résultat des cessions) s'est amélioré en 2022 passant

d'un déficit de 5,686 MD en 2020 à un déficit de 64,961 MD en 2021 et à un déficit de 46,534 MD en 2022.

Ainsi le résultat technique dégage un excédent de 17,629 MD en 2022 contre un excédent de 11,344 MD en 2021 et un excédent de 9,907 MD en 2020. Il représente 10,17 % des primes émises en 2022

Résultat Technique de l'assurance incendie

En MD



Compte d'exploitation de l'assurance incendie

En DT

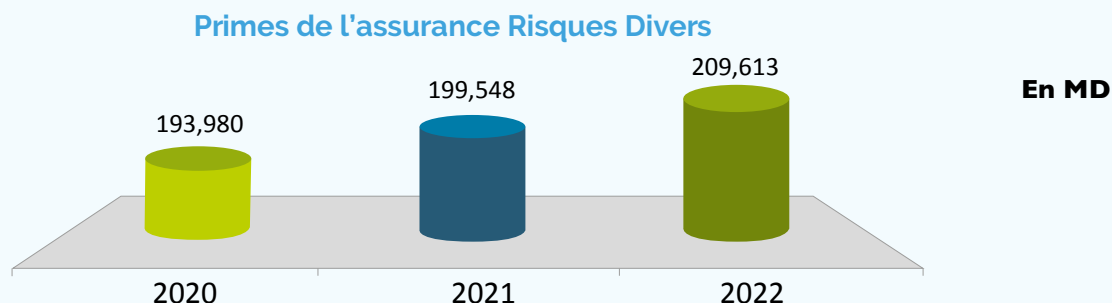
- Primes acquises	170 572 482
- Primes émises	173 401 769
- Variation des provisions pour primes non acquises	-2 829 287
- Charge de prestation	-70 132 098
- Prestation et frais payés	-120 433 242
- Variation des provisions pour sinistres à payer	47 137 899
- Provisions pour égalisation et équilibrage	0
- Autres charges techniques	3 163 245
SOLDE DE SOUSCRIPTION	100 440 384
SOLDE DE GESTION	-50 320 587
SOLDE FINANCIER	14 043 449
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-46 534 174
RÉSULTAT TECHNIQUE NET	17 629 072

V. L'ASSURANCE RISQUES TECHNIQUES & DIVERS

1. Les Primes :

En 2022, le montant des primes émises de la branche des risques divers s'élève à 209,613 MD contre 199,548 MD en 2021 et 193,980 MD en 2020, soit une augmentation de 5,04% en 2022.

La part de ces primes dans les émissions totales représente 6,58 % en 2022 contre 7,04 % en 2021 et 7,54 % en 2020.



Les primes émises par entreprise en assurance risques divers sont retracées dans le tableau ci-après :

						En DT
Intitulé	2020	En %	2021	En %	2022	En %
1. CARTE	38 899 304	20,05	35 850 008	17,97	32 926 647	15,71
2. MAGHREBIA	21 925 593	11,30	24 364 403	12,21	27 669 987	13,20
3. LLOYD	18 675 424	9,63	18 673 661	9,36	22 152 933	10,57
4. COMAR	21 416 862	11,04	22 051 470	11,05	21 946 737	10,47
5. G/CTAMA	16 869 485	8,70	19 271 189	9,66	21 585 541	10,30
6. STAR	15 018 697	7,74	14 946 850	7,49	18 864 361	9,00
7. ASTREE	15 666 672	8,08	14 598 425	7,32	14 437 341	6,89
8. ASSURANCES BIAT	10 168 948	5,24	11 372 763	5,70	11 911 421	5,68
9. GAT	9 584 793	4,94	10 979 112	5,50	12 261 656	5,85
10. MAE	7 262 546	3,74	11 393 540	5,71	7 468 235	3,56
11. ZITOUNA TAKAFUL	5 823 350	3,00	5 901 013	2,96	6 548 169	3,12
12. BH ASSURANCES	4 973 801	2,56	4 435 209	2,22	6 090 936	2,91
13. EL AMANA TAKAFUL	3 783 981	1,95	2 549 926	1,28	2 675 495	1,28
14. AT- TAKAFULIA	1 980 659	1,02	1 258 082	0,63	1 568 668	0,75
15. AMI	1 929 820	0,99	1 902 693	0,95	1 504 608	0,72
TOTAL	193 979 935	100	199 548 344	100	209 612 735	100
TAUX DE CROISSANCE En %	9,63		2,87		5,04	
EN % DES PRIMES TOTALES	7,54		7,04		6,58	

La part des trois premières entreprises dans les primes émises de la branche risques divers est passée de 42,40% en 200 à 39,97 % en 2021 et à 39,38 % en 2022.

La concentration des primes émises des trois premières entreprises

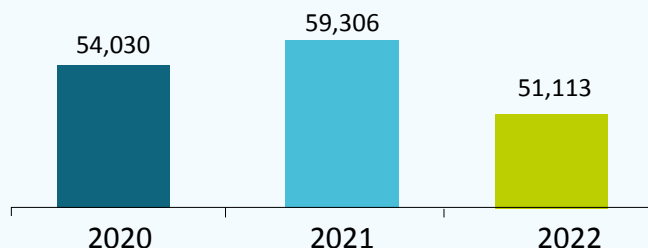
2020		2021		2022	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
CARTE		CARTE		CARTE	
MAGHREBIA	42,40	MAGHREBIA	39,97	MAGHREBIA	39,38
COMAR		COMAR		COMAR	

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2022 ont atteint le montant de 51,113 MD contre 59,306 MD en 2021 et 54,030 MD en 2020 enregistrant ainsi une baisse de 13,81 % en 2022.

Sinistres de l'assurance Risques Divers

En MD



Les sinistres payés par les entreprises d'assurance durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

En DT

Intitulé	2020	2021	En %	2022	En %	Evolution 22/21 en %
1. LLOYD	7 337 078	7 999 619	13,49	9 288 599	18,17	16,11
2. STAR	8 994 077	8 682 322	14,64	9 064 922	17,74	4,41
3. MAGHREBIA	9 473 499	15 466 876	26,08	7 032 370	13,76	-54,53
4. GAT	7 488 087	10 093 715	17,02	6 116 622	11,97	-39,40
5. CARTE	4 418 944	2 773 845	4,68	5 232 417	10,24	88,63
6. ASSURANCES BIAT	4 126 216	4 222 634	7,12	3 518 272	6,88	-16,68
7. COMAR	4 325 137	4 129 122	6,96	3 229 727	6,32	-21,78
8. ASTREE	4 971 529	2 566 191	4,33	2 241 548	4,39	-12,65
9. BH ASSURANCE	734 905	688 912	1,16	1 732 646	3,39	151,50
10. MAE	229 905	507 076	0,86	1 008 625	1,97	98,91
11. G/CTAMA	500 992	555 573	0,94	1 001 618	1,96	80,29
12. AMI	505 683	541 832	0,91	700 024	1,37	29,20
13. ZITOUNA TAKAFUL	380 551	399 982	0,67	472 910	0,93	18,23
14. AT-TAKAFULIA	418 124	101 230	0,17	310 500	0,61	206,73
15. EL AMANA TAKAFUL	124 777	576 779	0,97	161 888	0,32	-71,93
TOTAL	54 029 503	59 305 708	100	51 112 688	100	-13,81

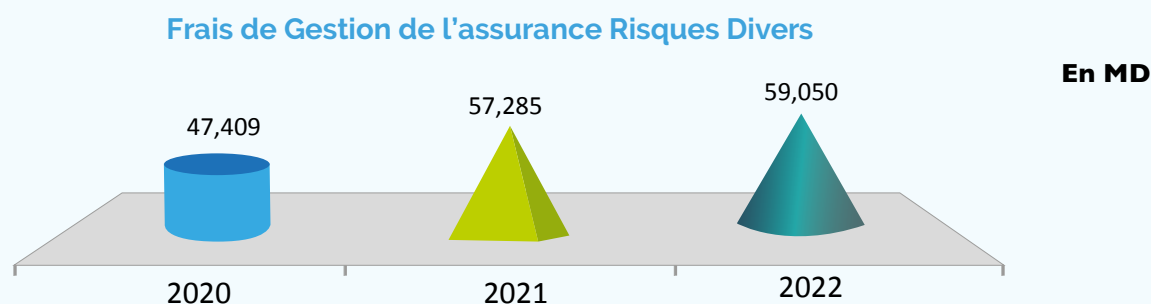
La variation de provision pour sinistres à payer a passée de 27,379 MD en 2020 et de -14,144 MD en 2021 à 7,974 MD en 2022.

Pour la branche risques divers le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) s'est détérioré de 4,76 passant de 41,13 % en 2020 et 22,78 % en 2021 à 27,54 % en 2022.

	2020	Variation En %	2021	Variation En %	2022	Variation En %
• Sinistres payés net de recours	54,030	-7,98	59,306	9,76	51,113	-13,82
• Variation de provision pour sinistres à payer	27,379	-16,18	-14,144	-151,66	7,974	-156,37
• Charges sinistres	81,408	-10,91	45,162	-44,53	59,086	30,83
• Primes acquises	197,950	14,02	198,283	0,17	214,564	8,21
• Rapport sinistres aux primes Acquises	41,13	-11,51	22,78	-18,35	27,54	4,76

3. Les Frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche risques divers s'élèvent à 59,050 MD en 2022 contre 57,285 MD en 2021 et 47,409 MD en 2020. Soit une hausse de 3,08 % en 2022.



La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 27,52 % en 2022 contre 28,89% en 2021 et 23,95 % en 2020.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 28,17 % en 2022 (15,20 % pour les frais d'acquisition et 12,97 % pour les charges de gestion) contre 28,71 % en 2021 (15,01 % pour les frais d'acquisition et 13,35 % pour les charges de gestion) et 24,44% en 2020 (13,38 % pour les frais d'acquisition et 11,06 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Risques Divers

	2020			2021			2022		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisition	25,947	13,38	2,13	30,102	15,09	16,01	31,865	15,20	5,86
Autres charges de gestions nettes	21,462	11,06	-6,70	27,183	13,62	26,66	27,185	12,97	0,01
TOTAL	47,409	24,44	-2,06	57,285	28,71	20,83	59,050	28,17	3,08

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 55,06 % en 2022 contre 51,67 % en 2021 et 65,08 % en 2020. Ainsi le rapport sinistre aux primes acquises frais de gestion compris s'est détérioré de 3,39.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 56,36 % en 2022 contre 51,34 % en 2021 et 66,41 % en 2020.

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription est excédentaire de 157,630 MD en 2022 contre un excédent de 157,955 MD en 2021 et un excédent de 114,615 MD en 2020.

Les frais de gestion sont passés de 48,409 MD en 2020 et de 57,285 MD en 2021 à 59,050 MD en 2022.

Le solde financier dégage un résultat de 20,219 MD en 2022 contre 18,843 MD en 2021 et 16,338 MD en 2020.

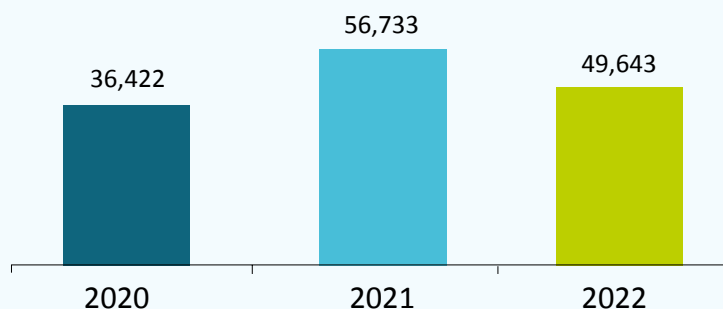
Le solde de réassurance (résultat des cessions) s'est détérioré, passant d'un déficit de 47,122 MD en 2020 et 62,780 MD en 2021 à un déficit de 69,156 MD en 2022.

Le résultat technique est excédentaire de 49,643 MD en 2022 contre 56,733 MD en 2021 et 36,122 MD en 2020.

Il représente 23,68 % des primes émises en 2022.

Résultat Technique de l'assurance Risques Divers

En MD



Compte d'exploitation de l'assurance Risques Divers

En DT

- Primes acquises	214 564 095
- Primes émises	209 612 735
- Variation des provisions pour primes non acquises	4 951 360
- Charge de prestation	-56 933 786
- Prestation et frais payés	-51 112 688
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-7 973 664
- Provisions pour égalisation et équilibrage	129 387
- Autres charges techniques	2 023 179
SOLDE DE SOUSCRIPTION	157 630 309
SOLDE DE GESTION	-59 050 414
SOLDE FINANCIER	20 218 983
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-69 156 181
RÉSULTAT TECHNIQUE	49 642 697

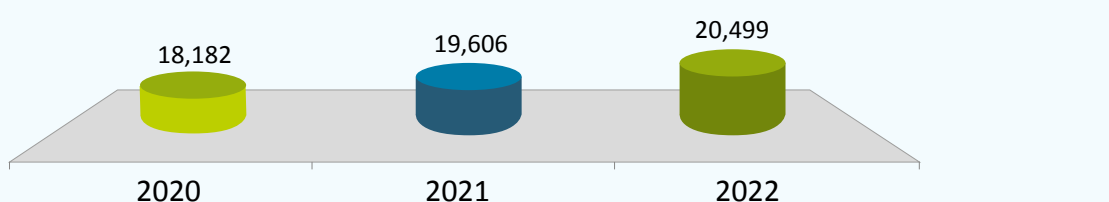
VI. L'ASSURANCE CREDIT

1. Les Primes :

En 2022, le montant des primes émises en assurance-crédit s'élève à 20,499 MD contre 19,606 MD en 2021 et 18,182 MD en 2020 enregistrant ainsi une hausse de 4,55 % en 2022.

La part des primes de l'assurance-crédit dans les émissions totales représente 0,64% en 2022 contre 0,69 % en 2021 et 0,71% en 2020.

Primes de l'assurance Crédit



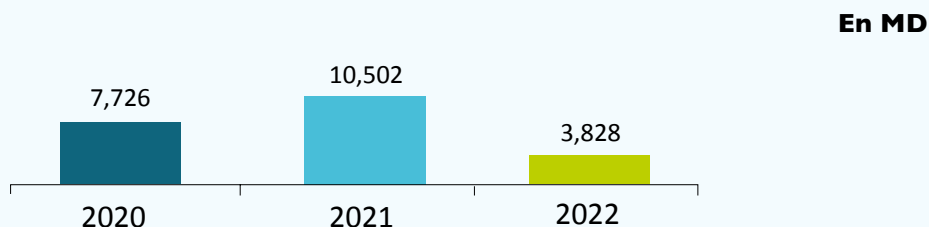
Les primes émises par entreprise en assurance-crédit sont retracées dans le tableau ci- après :

Intitulé	2020	En %	2021	En %	2022	En %
1. COTUNACE	12 165 255	66,91	13 966 819	71,24	13 805 711	67,35
2. CARTE	3 453 799	19,00	3 054 472	15,58	4 373 326	21,33
3. ASTREE	2 227 849	12,25	2 453 927	12,52	2 203 292	10,75
4. COMAR	334 674	1,84	130 420	0,67	116 334	0,57
TOTAL	18 181 577	100	19 605 638	100	20 498 663	100
TAUX DE CROISSANCE En %	-15,06		7,83		4,55	
EN % Du CA Totales	0,71		0,69		0,64	

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2022 ont atteint le montant de 3,828 MD contre 10,502 MD en 2021 et 7,726 MD en 2020.

Sinistres de l'assurance Crédit



Les sinistres payés par les entreprises d'assurance les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

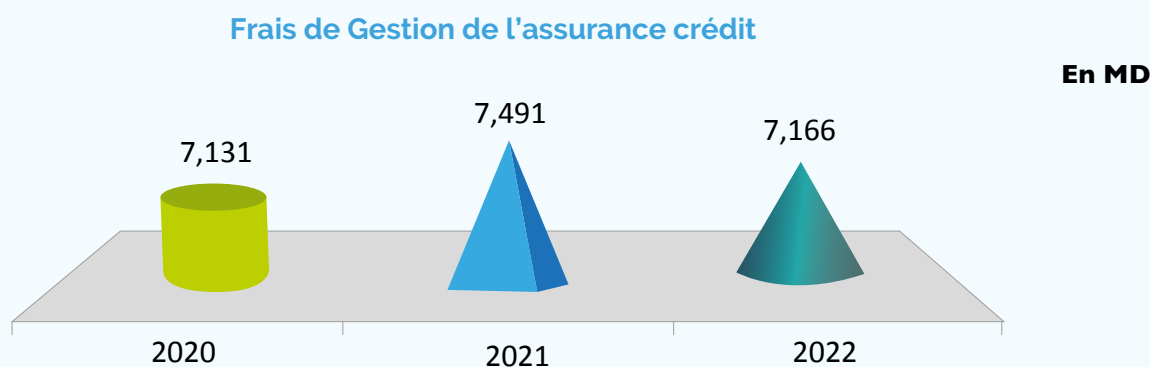
Intitulé	2020	2021	En %	2022	En %
1. COTUNACE	6 334 593	8 819 890	84,93	3 143 892	-64,75
2. CARTE	1 082 512	974 212	9,28	516 908	-46,94
3. ASTREE	293 602	608 485	5,79	181 899	-70,11
4. COMAR	15 328	-	-	-14 285	-
TOTAL	7 726 035	10 501 587	100	3 828 414	-63,54

La variation de provision pour sinistres à payer est passée de 4,298 MD en 2020 à -0,537 MD en 2021 et à 2,356MD en 2022.

	2020	2021	Variat°. %	2022	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	7,726	10,502	35,93	3,828	-63,55
• Variation de provision pour sinistres à payer	4,298	-0,537	-112,49	2,356	-
• Charges sinistres	12,024	9,965	-17,12	6,184	-37,94
• Primes acquises	18,588	19,142	2,98	20,839	8,87
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	64,69	52,06	-12,63	29,68	-22,38

3. Les frais de Gestion :

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche Crédit, s'élèvent à 7,166 MD en 2022 contre 7,491 MD en 2021 et 7,131 MD en 2020 soit une baisse de 4,34 % par rapport à 2020. La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 34,39 % en 2022 contre 39,14 % en 2021 et 38,37 % en 2020.



La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 34,96 % en 2022 (12,70 % pour les frais d'acquisition et 22,26 % pour les charges de gestion) contre 38,21 % en 2021 (13,39 % pour les frais d'acquisition et 24,82 % pour les charges de gestion) et 39,22 % en 2020 (13,03 % pour les frais d'acquisition et 26,19 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Crédit

EN MD

	2020			2021			2022	
	Montant	En % des Primes émises	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%
Frais d'acquisition	2,370	13,03	2,625	13,39	10,78	2,602	12,70	-0,86
Autres charges de gestions nettes	4,761	26,19	4,866	24,82	2,20	4,564	22,26	-6,21
TOTAL	7,131	39,22	7,491	38,21	5,05	7,166	34,96	-4,34

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription s'est soldé par un excédent de 14,367 MD en 2022 contre un excédent de 9,306 MD en 2021 et un excédent de 8,610 MD en 2020.

Les frais de gestion sont passés de 7,131 MD en 2020 à 7,491 MD en 2021 et à 7,166 MD en 2022.

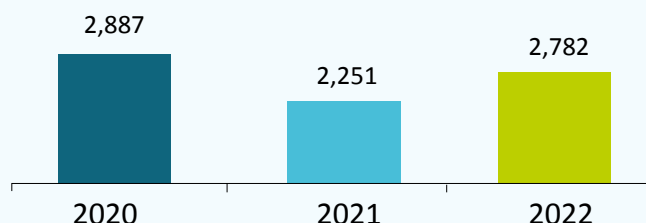
Le solde financier est passé de 3,571 MD en 2020, à 1,813 MD en 2021 et à 1,933 MD en 2022.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est passé d'un déficit de 2,163 MD en 2020 et d'un déficit de 1,377 MD en 2021 et à un déficit de 6,352 MD en 2022.

Ainsi le résultat technique s'est soldé par un excédent de 2,782 MD en 2022 contre un excédent de 2,251 MD en 2021 et un excédent de 2,887 MD en 2020. Il représente 13,57 % des primes émises en 2022..

Résultat Technique de l'assurance Crédit

En MD



Compte d'exploitation de l'assurance Crédit

En DT

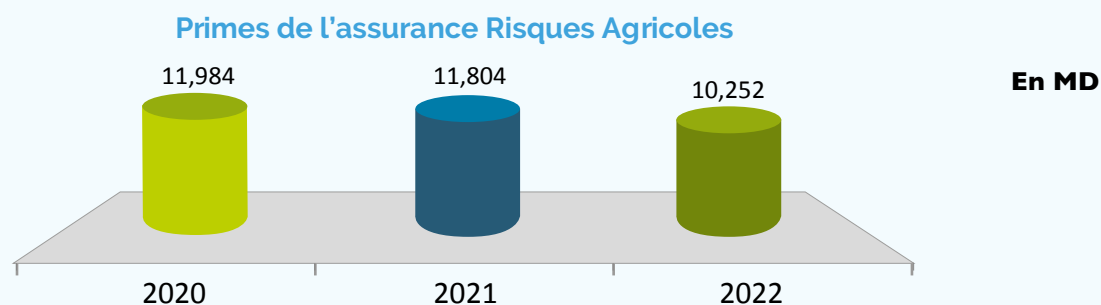
- Primes acquises	20 839 037
- Primes émises	20 498 663
- Variation des provisions pour primes non acquises	340 374
- Charge de prestation	-6 472 478
- Prestation et frais payés	-3 828 414
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-2 355 830
- Provisions pour égalisation et équilibrage	-452 040
- Autres charges techniques	163 806
SOLDE DE SOUSCRIPTION	14 366 559
SOLDE DE GESTION	-7 166 186
SOLDE FINANCIER	1 933 217
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-6 352 055
RÉSULTAT TECHNIQUE	2 781 535

VII. L'ASSURANCE RISQUES AGRICOLES

1. Les Primes :

En 2022 le montant des primes émises en assurance risques agricoles s'élève à 10,252 MD contre 11,804 MD en 2021 et 11,984 MD en 2020, enregistrant ainsi une baisse de 13,15 % en 2022.

La part des primes de l'assurance risques agricoles dans les émissions totales représente 0,32 % en 2022 contre 0,42 % en 2021 et 0,47 % en 2020.



Les primes émises par entreprise en assurance risques agricoles sont retracées dans le tableau ci-après :

En DT						
Intitulé	2020	En %	2021	En %	2022	En %
1- G/CTAMA	3 275 395	27,33	3 020 666	25,59	3 986 403	38,88
2- LLOYD	5 412 679	45,17	5 296 016	44,87	2 835 576	27,66
3- COMAR	1 131 998	9,45	1 364 359	11,56	1 249 615	12,19
4- STAR	889 192	7,42	1 045 003	8,85	1 129 701	11,02
5- ASTREE	1 118 150	9,33	658 088	5,58	663 855	6,48
6- GAT	156 216	1,30	377 693	3,20	361 907	3,53
7- EL AMANA TAKAFUL	-	-	42 241	0,36	20 750	0,20
8- MAE	-	-	-	-	4 248	0,04
TOTAL	11 983 630	100	11 804 067	100	10 252 055	100
TAUX DE CROISSANCE En %	9,68		-1,50		-13,15	
EN % Du CA Totales	0,47		0,42		0,32	

La concentration des primes émises des deux premières entreprises

2020		2021		2022	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
LLOYD	72,50	LLOYD	70,46	G/CTAMA	66,54
G/CTAMA		G/CTAMA		LLOYD	

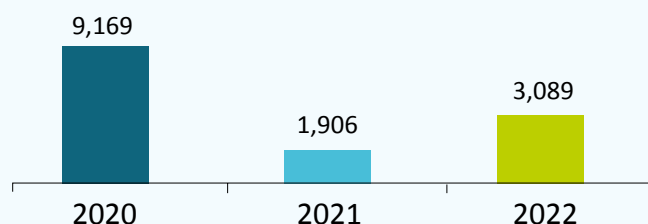
La part des deux premières entreprises dans les émissions totales de la branche risques agricoles durant les trois dernières années est passée de 72,50 % en 2020 à 70,46 % en 2021 à et 66,54 % en 2022.

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés en 2022 ont atteint le montant de 3,089 MD contre 1,905 MD en 2021 et 9,169 MD en 2020. Enregistrant ainsi une augmentation de 62,12 % en 2022.

Sinistres de l'assurance Risques Agricoles

En MD



Les sinistres payés par les entreprises d'assurance durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

En DT

Intitulé	2020	2021	En %	2022	En %	Evolution 22/21 %
1- G/CTAMA	4 177 440	181 902	9,55	1 916 403	62,04	953,54
2- STAR	984 569	978 837	51,38	632 014	20,46	-35,43
3- ASTREE	3 317 086	248 144	13,02	211 666	6,85	-14,70
4- COMAR	176 478	349 884	18,36	164 729	5,33	-52,92
5- GAT	29 336	92 459	4,85	142 372	4,61	53,98
6- LLOYD	484 019	51 810	2,72	17 037	0,55	-
7- EL AMANA TAKAFUL	-	2 228	0,12	4 680	0,15	-
TOTAL	9 168 928	1 905 264	100	3 088 901	100	62,12

La variation de provision pour sinistres à payer est passée de - 1,093 MD en 2020 à -0,195 MD en 2021 et 0,141MD en 2022.

Pour la branche risques agricoles le rapport sinistres aux primes acquises (sans tenir compte des frais de gestion) est passé de 64,89 % en 2020 et 13,84 % en 2021 à 31,26 % en 2022.

EN MD

	2020	Variat° %	2021	Variat° %	2022	Variat° %
• Sinistres payés net de recours	9,169	70,15	1,905	-79,22	3,089	62,15
• Variation de provision pour sinistres à payer	-1,093	-87,87	-0,195	-82,14	0,141	-172,29
• Charges sinistres	8,076	80,31	1,710	-78,83	3,230	88,88
• Primes acquises	12,446	21,34	12,355	-0,73	10,331	-16,38
• Rapport sinistres aux primes Acquises %	64,89	21,22	13,84	-51,05	31,26	17,42

3. Les Frais de Gestion :

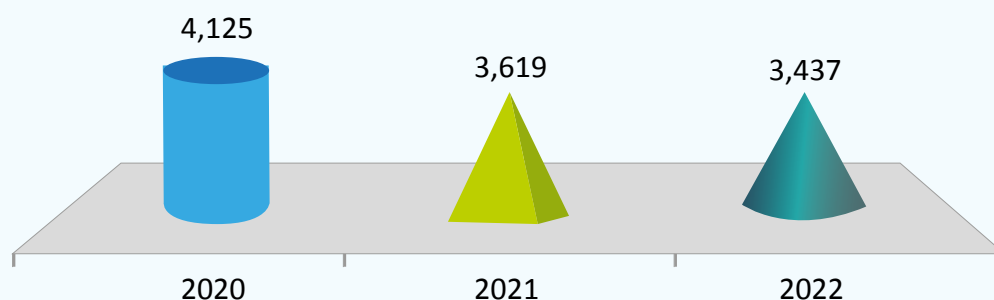
Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche risques agricoles, s'élèvent à 3,437 MD en 2022 contre 3,619 MD en 2021 et 4,125 MD en 2020 soit une baisse de 16,69% par rapport à 2021.

La part des frais de gestion dans les primes acquises de la branche s'élève à 33,27 % en 2022 contre 29,29 % en 2021 et 33,15 % en 2020.

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 33,52% en 2022 (14,20 % pour les frais d'acquisition et 19,32 % pour les charges de gestion) contre 30,66 % en 2021 (13,10 % pour les frais d'acquisition et 17,56 % pour les charges de gestion) et 34,43 % en 2020 (15,88 % pour les frais d'acquisition et 18,55 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Risques Agricoles

En MD



Frais de Gestion de l'assurance Risques Agricoles

EN MD

	2020			2021			2022		
	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %
Frais d'acquisition	1,903	15,88	65,06	1,546	13,10	-18,77	1,456	14,20	-23,48
Autres charges de gestions nettes	2,222	18,55	16,36	2,073	17,56	-6,68	1,980	19,32	-10,87
TOTAL	4,125	34,43	34,69	3,619	30,66	-12,26	3,437	33,52	-16,69

Compte tenu des frais de gestion, le rapport sinistre aux primes acquises s'élève à 64,53 % en 2022 contre 43,14 % en 2021 et 98,04 % en 2020. Ainsi le rapport sinistre aux primes acquises frais de gestion compris s'est détérioré de 21,39%.

Le rapport sinistre aux primes émises après frais de gestion s'élève à 65,02 % en 2022 contre 45,15 % en 2021 et 101,82 % en 2020.

4. Résultats Techniques :

Le solde de souscription s'est soldé par un déficit de 7,482 MD en 2022 contre un déficit de 10,341 MD en 2021 et un déficit de 4,789 MD en 2020.

Les frais de gestion sont passés de 4,125 MD en 2020 à 3,619 MD en 2021 et 3,437 MD en 2022.

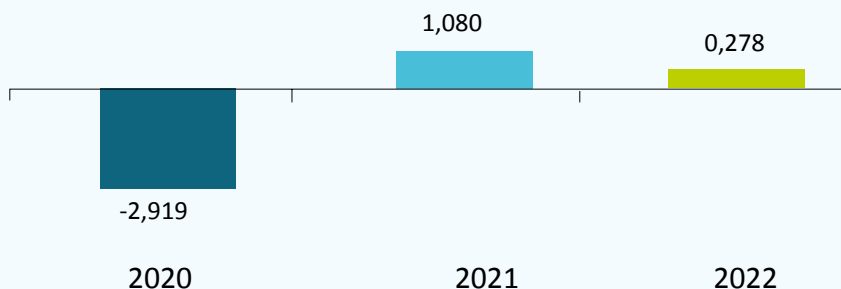
Le solde financier est passé d'un déficit de 0,188 MD en 2020 à un excédent de 0,425 MD en 2021 et 0,599 MD en 2022.

Le solde de réassurance (résultat des cessions) est passé d'un déficit de 3,393 MD en 2020 à un déficit de 6,066 MD en 2021 et un déficit de 4,367 MD en 2022.

Ainsi le résultat technique s'est soldé par un excédent de 0,278 MD en 2022 contre un excédent de 1,080 MD en 2021 et un déficit de 2,919 MD en 2020.

Résultat Technique de l'assurance Risques Agricoles

En MD



Compte d'exploitation de l'assurance Risques Agricoles

En DT

- Primes acquises	10 330 959
- Primes émises	10 252 055
- Variation des provisions pour primes non acquises	78 904
- Charge de prestation	-2 848 637
- Prestation et frais payés	-3 088 901
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-140 973
- Provisions pour égalisation et équilibrage	190 054
- Autres charges techniques	191 183
SOLDE DE SOUSCRIPTION	7 482 322
SOLDE DE GESTION	-3 436 730
SOLDE FINANCIER	599 309
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	-4 367 238
RÉSULTAT TECHNIQUE	277 663

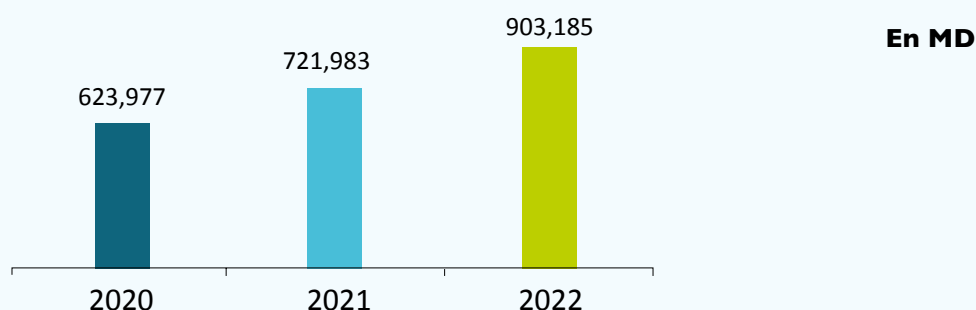
VIII. L'ASSURANCE VIE

1. Les Primes :

En 2022, le montant des primes émises de la branche assurance vie s'élève à 903,185 MD contre 721,983 MD en 2021 et 623,977 MD en 2020 soit une augmentation de 25,10 % en 2022.

La part des primes de l'assurance vie dans les émissions totales est passée de 24,26 % en 2020 et 25,48 % en 2021 à 28,36 % en 2022.

Primes de l'assurance Vie



En MD

En DT

Intitulé	2020	En %	2021	En%	2022	En %
1. ASSURANCES BIAT	61 885 823	9,92	94 721 699	13,12	111 741 912	13,00
2. ATTIJARI ASSURANCES	101 028 184	16,19	133 089 821	18,43	112 230 707	12,43
3. MAGHREBIA VIE	77 268 613	12,38	91 754 145	12,71	103 333 424	11,44
4. CARTE VIE	75 798 104	12,15	66 071 548	9,15	100 617 881	11,14
5. ASTREE	39 828 898	6,38	41 697 560	5,78	85 434 439	9,46
6. HAYETT	58 426 547	9,36	80 589 246	11,16	83 062 854	9,20
7. BH ASSURANCES	44 352 830	7,11	54 252 666	7,51	67 942 823	7,52
8. GAT VIE	63 894 460	10,24	36 924 723	5,11	53 897 856	5,97
9. AMI	2 972 692	0,48	8 209 080	1,14	50 029 723	5,54
10. STAR	32 266 680	5,17	36 248 163	5,02	38 744 706	4,29
11. ZITOUNA TAKAFUL	15 026 204	2,41	21 931 547	3,04	29 116 216	3,22
12. G/CTAMA	15 468 574	2,48	15 184 608	2,10	15 665 066	1,73
13. MAE	5 963 927	0,96	5 874 232	0,81	10 789 533	1,19
14. EL AMANA TAKAFUL	4 766 358	0,76	9 182 748	1,27	8 738 711	0,97
15. LLOYD VIE	5 018 795	0,80	6 406 316	0,89	8 421 566	0,93
16. COMAR	5 077 543	0,81	5 985 195	0,83	6 361 577	0,70
17. AT-TAKAFULIA	3 368 525	0,54	5 011 773	0,69	6 102 905	0,68
18. GAT	2 703 872	0,43	3 204 719	0,44	3 512 656	0,39
19. LLOYD	8 860 503	1,42	5 643 469	0,78	1 763 670	0,20
TOTAL	623 977 132	100	721 983 258	100	903 185 433	100
TAUX DE CROISSANCE En %	11,56		15,71		25,10	
EN % DES PRIMES TOTALES	24,26		25,48		28,36	

Les primes émises par entreprise en assurance vie sont retracées dans le tableau ci-après :

La concentration des primes émises des trois premières entreprises

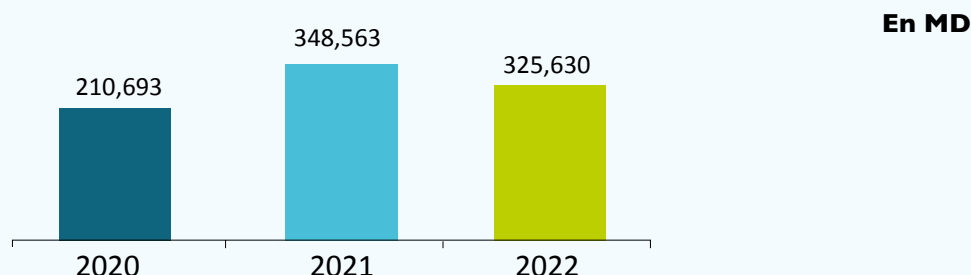
2020		2021		2022	
Entreprises	En %	Entreprises	En %	Entreprises	En %
ATTIJARI.ASS		ATTIJARI.ASS		ASS. BIAT	
MAGHREBIA VIE	40,72	ASS. BIAT	44,26	ATTIJARI.ASS	36,87
CARTE VIE		MAGHREBIA VIE		MAGHREBIA VIE	

La part des trois premières entreprises dans les émissions totales de la branche vie durant les trois dernières années est passée de 40,72 % en 2020 et 44,26 % en 2021 à 36,87 % en 2022.

2. Les Sinistres :

Les sinistres payés et les capitaux échus en 2022 ont atteint le montant de 325,630 MD contre 348,563 MD en 2021 et 210,693 MD en 2020 enregistrant ainsi une baisse de 6,58 % en 2022.

Sinistres de l'assurance Vie



Les sinistres payés et les capitaux échus par les entreprises d'assurance durant les trois dernières années sont retracés dans le tableau suivant :

Intitulé	2020	2021	En %	2022	En %	Evolution 22/21 %
1-HAYETT	35 208 007	56 175 219	16,12	55 117 996	16,93	-1,88
2-MAGHREBIA VIE	24 403 586	32 918 199	9,44	46 173 387	14,18	40,27
3-ASSURANCES BIAT	34 020 479	41 476 469	11,90	37 123 094	11,40	-10,50
4-ATTIJARI ASSURANCES	17 039 053	29 161 855	8,37	30 611 114	9,40	4,97
5-CARTE VIE	12 371 846	42 358 801	12,15	28 476 593	8,75	-32,77
6-ASTREE	7 153 879	13 413 733	3,85	28 039 273	8,61	109,03
7-GAT VIE	42 906 229	69 709 552	20,00	26 533 243	8,15	-61,94
8-BH ASSURANCES	9 775 751	26 348 918	7,56	22 515 708	6,91	-14,55
9-STAR	9 838 273	14 635 403	4,20	14 234 412	4,37	-2,74
10-G/CTAMA	7 095 160	6 191 779	1,78	10 705 040	3,29	72,89
11-LLOYD VIE	1 19 762	1 108 129	0,32	6 002 876	1,84	441,71
12-LLOYD	2 948 755	3 313 137	0,95	5 253 893	1,61	58,58
13-AMI	1 726 069	3 016 261	0,87	4 611 845	1,42	52,90
14-ZITOUNA TAKAFUL	1 178 376	1 815 551	0,52	2 636 199	0,81	45,20
15-EL AMANA TAKAFUL	1 580 520	1 677 444	0,48	2 456 166	0,75	46,42
16-MAE	1 014 351	1 727 321	0,50	1 853 267	0,57	7,29
17-GAT	823 374	1 531 162	0,44	1 680 573	0,52	9,76
18-COMAR	751 997	1 594 462	0,46	1 186 774	0,36	-25,57
19-AT-TAKAFULIA	737 635	389 611	0,11	418 976	0,13	7,54
TOTAL	210 693 102	348 563 006	100	325 630 429	100	-6,58

La provision mathématique vie s'élève à 3 087,295 MD en 2021 contre 2 562,950 MD en 2021 et 2 246,838 MD en 2020 soit une augmentation de 20,46 % par rapport à 2021.

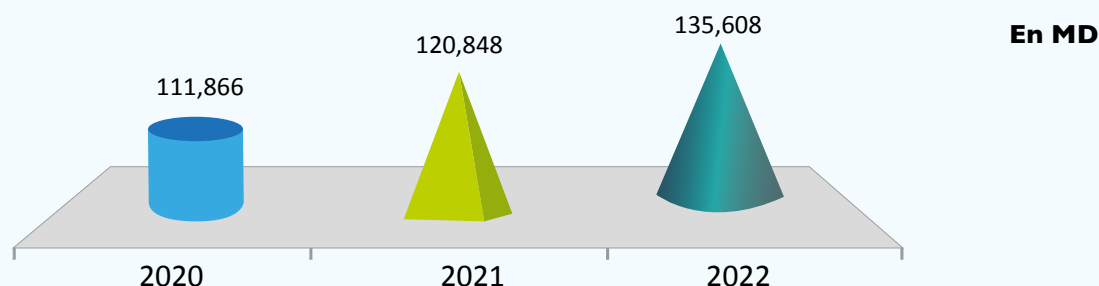
	2020	2021	Variat°. %	2022	Variat°. %
• Sinistres payés net de recours	210,693	348,563	65,44	325,630	-6,58
• Variat° Provision pour sinistres à payer	347,888	353,662	1,66	535,187	51,10
• Cadence de règlement en %	37,72	49,64	11,92	37,83	-11,81
• Provision mathématique	2 246,838	2 562,950	14,07	3 087,295	20,46

EN MD

3. Les Frais de Gestion:

Les frais de gestion (les frais d'acquisition et les autres charges de gestion nettes) de la branche vie s'élèvent à 135,608 MD en 2022 contre 120,848 MD en 2021 et 111,866 MD en 2020 soit une augmentation de 12,21 % en 2022

Frais de Gestion de l'assurance vie



En MD

La part des frais de gestion dans les primes émises de la branche s'établit à 15,01% en 2022 (10,38 % pour les frais d'acquisition et 4,63 % pour les charges de gestion) contre 16,74 % en 2021 (11,29 % pour les frais d'acquisition et 5,45 % pour les charges de gestion) et contre 17,93 % en 2020 (11,47 % pour les frais d'acquisition et 6,45 % pour les charges de gestion).

Frais de Gestion de l'assurance Vie

EN MD								
	2020			2021			2022	
	Montant	En % des Primes émises	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss. %	Montant	En % des Primes émises	Taux de Croiss.%
Frais d'acquisition	71,593	11,47	81,516	11,29	13,86	93,792	10,38	15,06
Autres charges de gestions nettes	40,273	6,45	39,332	5,45	-2,34	41,816	4,63	6,32
TOTAL	111,866	17,93	120,848	16,74	8,03	135,608	15,01	12,21

EN MD

4. Résultats Techniques :

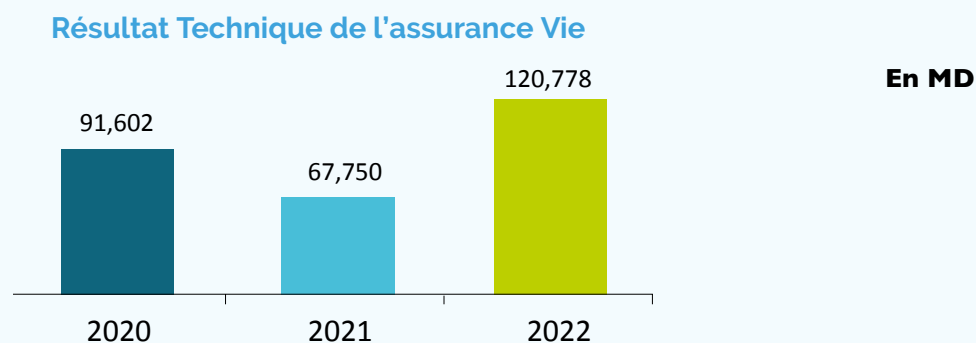
Le solde de souscription est excédentaire de 38,109 MD en 2022 contre 14,210 MD en 2021 et 53,561 MD en 2020.

Les frais de gestion sont passés de 111,866 MD en 2020 et de 120,848 MD en 2021 à 135,608 MD en 2022.

Le solde financier dégage un résultat de 215,773 MD en 2022 contre 170,093 MD en 2021 et 154,834 MD en 2020.

Par ailleurs, le solde de réassurance (résultat des cessions) est passé d'un déficit de 4,926 MD en 2020 à un déficit de 4,295 MD en 2021 à un excédent de 2,504 MD en 2022.

Le résultat technique est excédentaire de 120,778 MD en 2022 contre 67,750 MD en 2021 et 91,602 MD en 2020. Il représente 13,37 % des primes émises en 2022.



Compte d'exploitation de la branche vie

	En DT
- Primes acquises	903 185 433
- Primes émises	903 185 433
- Variation des provisions pour primes non acquises	0
- Charge de prestation	-865 076 243
- Prestation et frais payés	-325 630 429
- Variation des provisions pour sinistres à payer	-535 187 102
- Provisions pour égalisation et équilibrage	-1 343 243
- Autres charges techniques	-2 915 469
SOLDE DE SOUSCRIPTION	38 109 190
SOLDE DE GESTION	-135 608 084
SOLDE FINANCIER	215 772 630
SOLDE DE RÉASSURANCE (résultat des cessions)	2 504 093
RÉSULTAT TECHNIQUE	120 777 829



ANNEXES

- CHIFFRES D’AFFAIRES PAR BRANCHE ET PAR ENTRPRISE
- SINISTRES REGLES PAR BRANCHE ET PAR ENTREPRISE
- COMPTE D’EXPLOITATION PAR BRANCHE (VIE ET NON VIE)
- COMPTE D’EXPLOITATION PAR BRANCHE (AFFAIRES DIRECTES ET ACCEPTATIONS)
- TUNISIAN INSURANCE MARKET IN 2022
- LISTE DES ENTREPRISES D’ASSURANCES ET DE RÉASSURANCES

CHIFFRES D'AFFAIRES PAR BRANCHE & PAR ENTREPRISE AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS / EXERCICE 2022

EN DT														TOTAL (AFF. DIR & ACC)
	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Assurance Risques Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Credat	Assurance Grêle et Mortalité des Bétail	Assurance Accidents du Travail	ASS. VIE	TOTAL (AFF. DIRECTES)	ACCEPTATIONS			
STAR	197 135 158	97 497 037	18 864 361	14 743 041	16 164 461		1 129 701		38 744 706	384 278 465	1 992 253			386 270 718
COMAR	135 675 120	45 956 784	21 946 737	27 835 162	10 633 844	116 334	1 249 615		6 361 577	249 775 173	2 982 547			252 757 720
ASTREE	72 210 931	29 583 549	14 437 341	18 667 588	10 920 441	2 203 292	663 855		85 434 439	234 121 436	1 913 879			236 035 315
GAT	132 498 113	52 772 922	12 261 656	16 444 379	14 904 751		361 907		3 512 656	232 756 384	2 287 922			235 044 306
MAGHREBIA	75 405 521	88 632 759	27 669 987	29 062 597	4 329 742					225 100 606	949 967			226 050 573
ASS. BIAT	34 138 565	20 455 469	11 911 421	15 624 036	6 757 659				117 419 120	206 306 270				206 306 270
AMI	128 165 372	5 637 340	1 504 608	2 197 312	2 219 888				50 029 723	189 754 243				189 754 243
MAE	139 157 519	3 482 549	7 468 235	418 448	3 352 239		4 248		10 789 533	164 672 771				164 672 771
G. CTAMA	106 725 215	12 068 244	21 585 541	2 058 018	1 704 273		3 986 403		15 665 066	163 792 760	216 057			164 008 817
BH ASSURANCES	31 609 924	42 426 827	6 090 936	8 689 439	4 044 847				67 942 823	160 804 796	844 825			161 649 621
LLOYD	88 335 986	18 854 031	22 152 933	15 759 247	9 101 056		2 835 576		1 763 670	158 802 499	469 352			159 271 851
CARTE	43 411 914	35 752 201	32 926 647	15 873 374	11 480 549	4 373 326				143 818 011	2 424 265			146 242 276
ATTJARI ASSI.									112 230 707	112 230 707				112 230 707
MAGHREBIA VIE									103 333 424	103 333 424				103 333 424
CARTE VIE									100 617 881	100 617 881				100 617 881
ZITOUNA TAK.	49 408 993	4 999 571	6 548 169	3 066 840	2 638 009				29 116 216	95 777 798				95 777 798
HAYETT									83 062 854	83 062 854				83 062 854
GAT VIE									53 897 856	53 897 856				53 897 856
EL AMANA TAK.	27 081 381	5 189 431	2 675 495	1 550 294	1 902 779		20 750		8 738 711	47 158 841				47 158 841
AT-TAKAFULIA	25 838 722	1 877 613	1 568 668	1 411 994	1 507 330				6 102 905	38 307 232	276 329			38 583 561
COTUNACE									13 805 711	13 805 711				13 805 711
LLOYD VIE									8 421 566	8 421 566				8 421 566
TOTAL	286 798 434	465 186 327	209 612 735	173 401 769	101 661 868	20 498 663	10 252 055	4 065	903 185 433	3 170 597 284	14 357 396			3 184 954 680

SINISTRES REGLES PAR BRANCHE & PAR ENTREPRISE AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS / EXERCICE 2022

EN DT

	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Assurance Risques Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Crédit	Assurance Grêle et Mortalité des Bétail	Assurance Accidents du Travail	ASS.VIE	TOTAL (AFF. DIRECTES)	ACCEPTATIONS	TOTAL (AFF. DIR & ACC)
STAR	170 343 095	92 862 988	9 064 922	6 347 508	1 612 493		632 014	1 057 280	14 234 412	296 154 712	678 190	296 832 902
GAT	73 001 907	51 779 149	6 116 622	5 146 603	3 047 642		142 372	217 529	1 680 573	141 132 397	854 375	141 986 772
MAGHREBIA	43 211 741	69 880 061	7 032 370	11 265 816	1 813 639			109 098		133 312 725	71 951	133 384 676
COMAR	76 221 309	35 178 746	3 229 727	7 715 073	1 562 835	- 14 285	164 729	396 767	1 186 774	125 641 675	2 699 640	128 341 315
CARTE	23 980 140	31 927 316	5 232 417	63 905 400	1 479 143	516 908		338 908		127 380 232	46 223	127 426 455
AMI	105 036 983	5 694 069	700 024	1 206 238	915 325				4 611 845	118 164 484		118 164 484
ASTREE	41 882 170	28 361 751	2 241 548	10 666 704	1 043 158	181 899	211 666	80 228	28 039 273	112 708 397	119 696	112 828 093
LLOYD	48 698 020	17 523 157	9 288 599	9 149 678	817 313		17 037	104 668	5 253 893	90 852 365	32 470	90 884 835
MAE	83 803 966	2 240 803	1 008 625	32 026	71 619				1 853 267	89 010 306		89 010 306
ASS. BIAT	20 209 591	18 392 691	3 518 272	2 677 824	- 17 857				37 123 094	81 903 615		81 903 615
G/CTAMA	54 818 508	11 028 147	1 001 618	375 947	1 327 561		1 916 403	276 318	10 705 040	81 449 542	28 602	81 478 144
BH ASSURANCES	17 312 707	34 746 441	1 732 646	1 218 761	654 868				22 515 708	78 181 131	84 056	78 265 187
HAYETT									55 117 996	55 117 996		55 117 996
MAGHREBIA VIE									46 173 387	46 173 387		46 173 387
ATTIJARI ASS.									30 611 114	30 611 114		30 611 114
CARTE VIE									28 476 593	27 370 830		27 370 830
ZITOUNA TAK.	19 760 330	4 130 145	472 910	345 624	25 622				2 636 199	28 164 013		28 164 013
GAT VIE									26 533 243	26 533 243		26 533 243
EL AMANA TAK.	14 002 795	4 535 015	161 888	201 480	453 588		4 680		2 456 166	21 815 612		21 815 612
AT-TAKAFULIA	11 615 658	1 753 369	310 500	178 560	185 072				418 976	14 462 135		14 462 135
LLOYD VIE									6 002 876	6 002 876		6 002 876
COTUNACE									3 143 892	3 143 892		3 143 892
TOTAL	803 898 920	410 033 848	51 112 688	120 433 242	14 992 021	3 828 414	3 088 901	2 580 796	325 630 429	1 735 599 259	4 615 203	1 740 214 462

COMPTE D'EXPLOITATION PAR BRANCHE EN 2022 (NON VIE ET VIE)

	EN DT										TOTAL (NON VIE & VIE)	
	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Assurance Risques Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Crédit	Assurance Risques Agricoles	Assurance Accidents du Travail	ACCEPTAT*	TOTAL (NON VIE)	ASS. VIE	
1 primes acquises	1 247 243 742	464 092 259	214 564 095	170 572 482	98 533 279	20 839 037	10 330 959		13 538 716	2 239 714 569	903 185 433	3 142 900 002
2 primes émises	1 286 798 434	465 186 327	209 612 735	173 401 769	101 661 868	20 498 663	10 252 055		14 357 396	2 281 769 247	903 185 433	3 184 954 680
3 variation des provisions pour primes non acquises	-39 554 692	-1 094 068	4 951 360	-2 829 287	-3 128 589	340 374	78 904		-818 680	-42 054 678		-42 054 678
4 charges de prestations	-966 792 045	-415 076 639	-56 933 786	-70 132 098	-21 172 536	-6 472 478	-2 848 637	-1 567 681	-8 914 200	-1 549 910 100	-865 076 243	-2 414 986 343
5 prestation et frais payés	-803 898 920	-410 033 848	-51 112 688	-120 433 242	-14 992 021	-3 828 414	-3 088 901	-2 580 796	-4 615 203	-1 414 584 033	-325 630 429	-1 740 214 462
6 variation de provision pour prestation diverses	-160 814 514	-3 334 621	-7 973 664	47 137 899	-6 565 917	-2 355 830	-140 973	178 158	-4 269 297	-138 138 759	-535 187 102	-673 325 861
7 provisions pour égalisation et équilibrage	300 000	-1 645 824	129 387			-452 040	190 054		-1 478 423	-1 343 243	-2 821 666	
8 autres charges techniques	-2 378 611	-62 346	2 023 179	3 163 245	385 402	163 806	191 183	834 957	-29 700	4 291 115	-2 915 469	1 375 646
9 solde de souscription	280 451 697	49 015 620	157 630 309	100 440 384	77 360 743	14 366 559	7 482 322	-1 567 681	4 624 516	689 804 469	38 109 190	727 913 659
10 frais d'acquisition	-216 286 770	-44 223 896	-31 865 283	-30 487 823	-14 453 765	-2 602 362	-1 456 246	-0 370	-1 707 882	-343 084 397	-93 791 699	-436 876 096
11 autres charges de gestion nettes	-156 449 486	-33 522 413	-27 185 131	-19 832 764	-9 430 414	-4 563 824	-1 980 484	-37 952	-398 612	-253 401 080	-41 816 385	-295 217 465
12 charges d'acquisition et de gestion nettes	-372 736 256	-77 746 309	-59 050 414	-50 320 587	-23 884 179	-7 166 186	-3 436 730	-38 322	-2 106 494	-596 485 477	-135 608 084	-732 093 561
13 produits nettes des placements	164 776 813	15 075 362	23 331 944	16 005 889	7 944 297	2 998 145	796 128	1 279 459	1 007 908	233 215 945	230 599 047	463 814 992
14 participation aux résultats	-4 939 905	-8 498 021	-3 112 961	-1 962 440	-2 439 504	-1 064 928	-196 819	0 000	-172 031	-22 386 609	-14 826 417	-37 213 026
15 solde financier	159 836 908	6 577 341	20 218 983	14 043 449	5 504 793	1 933 217	599 309	1 279 459	835 877	210 829 336	215 772 630	426 601 966
16 part réassureurs dans les primes acquises	-93 009 413	-30 381 000	-117 646 927	-135 503 794	-69 950 562	-14 796 213	-7 728 632		-4 036 255	-473 052 796	-58 036 520	-531 089 316
17 part réassureurs dans les prestation et frais payés	27 458 709	15 764 662	23 781 101	102 692 136	10 529 803	1 947 280	1 623 531	23 424	302 585	184 123 231	25 397 148	209 520 379
18 part réassureurs dans les charges de provision	9 296 916	777 415	6 523 742	-44 140 800	2 882 620	2 198 746	106 099	-43 267	4 630 626	-17 767 903	5 428 239	-12 339 664
19 part réassureurs dans la provision pour participation aux bénéfices et ristournes	4 241 542		246 665	590 689	-43 730	329 078	419 774		5 184	5 789 202	2 822 654	8 611 856
20 commissions reçues des réassureurs	24 034 138	6 587 338	18 070 901	29 747 484	10 396 444	3 969 054	1 211 990		781 041	94 798 390	18 912 284	113 710 674
21 autres éléments de débit au de crédit à la charges de réassureurs	-105 717		-131 663	80 111	-47 219					-204 488	7 980 288	7 775 800
22 solde de réassurance	-28 083 825	-7 251 585	-69 156 181	-46 534 174	-46 232 644	-6 352 055	-4 367 238	-19 843	1 683 181	-206 314 364	2 504 093	-203 810 271
résultat technique	39 468 524	-29 404 933	49 642 697	17 629 072	12 748 713	2 781 535	277 663	-346 387	5 037 080	97 833 964	120 777 829	218 611 793

COMPTE D'EXPLOITATION PAR BRANCHE EN 2022 (AFFAIRES DIRECTES & ACCEPTATIONS)

	EN DT										TOTAL	
	Assurance Automobile	Assurance Groupe Maladie	Assurance Risques Divers	Assurance Incendie	Assurance Transport	Assurance Credit	Assurance Risques Agricoles	Assurance Accidents du Travail	ASS. VIE	TOTAL (AFF. DIRECTES)	ACCEPTATIONS	TOTAL (AFF. DIR+ACC)
1 primes acquises	1 247 243 742	464 092 259	214 564 095	170 572 482	98 533 279	20 839 037	10 330 959		903 185 433	3 129 361 286	13 538 716	3 142 900 002
2 primes émises	1 286 798 434	465 186 327	209 612 735	173 401 769	101 661 868	20 498 663	10 252 055		903 185 433	3 170 597 284	14 357 396	3 184 954 680
3 variation des provisions pour primes non acquises	-39 554 692	-1 094 068	4 951 360	-2 829 287	-3 128 589	340 374	78 904			-41 235 998	-818 680	-42 054 678
4 charges de prestations	-966 792 045	-415 076 639	-56 933 786	-70 132 098	-21 172 536	-6 472 478	-2 848 637	-1 567 681	-865 076 243	-2 406 072 143	-8 914 200	-2 414 986 343
5 prestation et frais payés	-803 898 920	-410 033 848	-51 112 688	-120 433 242	-14 992 021	-3 828 414	-3 088 901	-2 580 796	-325 630 429	-1 735 599 259	-4 615 203	-1 740 214 462
6 variation de provision pour prestation diverses	-160 814 514	-3 334 621	-7 973 664	47 137 899	-6 565 917	-2 355 830	-140 973	178 158	-535 187 102	-669 056 564	-4 269 297	-673 325 861
7 provisions pour égalisation et équilibrage	300 000	-1 645 824	129 387			-452 040	190 054		-1 343 243	-2 821 666		-2 821 666
8 autres charges techniques	-2 378 611	-62 346	2 023 179	3 163 245	385 402	163 806	191 183	834 957	-2 915 469	1 405 346	-29 700	1 375 646
9 solde de souscription	280 451 697	49 015 620	157 630 309	100 440 384	77 360 743	14 366 559	7 482 322	-1 567 681	38 109 190	723 289 143	4 624 516	727 913 659
10 frais d'acquisition	-216 286 770	-44 223 896	-31 865 283	-30 487 823	-14 453 765	-2 602 362	-1 456 246	-0 370	-93 791 699	-435 168 214	-1 707 882	-436 876 096
11 autres charges de gestion nettes	-156 449 486	-33 522 413	-27 185 131	-19 832 764	-9 430 414	-4 563 824	-1 980 484	-37 952	-41 816 385	-294 818 853	-398 612	-295 217 465
12 charges d'acquisition et de gestion nettes	-372 736 256	-77 746 309	-59 050 414	-50 320 587	-23 884 179	-7 166 186	-3 436 730	-38 322	-135 608 084	-729 987 067	-2 106 494	-732 093 561
13 produits nettes des placements	164 776 813	15 075 362	23 331 944	16 005 889	7 944 297	2 998 145	796 128	1 279 459	230 599 047	462 807 084	1 007 908	463 814 992
14 participation aux résultats	-4 939 905	-8 498 021	-3 112 961	-1 962 440	-2 439 504	-1 064 928	-196 819		-14 826 417	-37 040 995	-172 031	-37 213 026
15 solde financier	159 836 908	6 577 341	20 218 983	14 043 449	5 504 793	1 933 217	599 309	1 279 459	215 772 630	425 766 089	835 877	426 601 966
16 part réassureurs dans les primes acquises	-93 009 413	-30 381 000	-117 646 927	-135 503 794	-69 950 562	-14 796 213	-7 728 632		-58 036 520	-527 053 061	-4 036 255	-531 089 316
17 part réassureurs dans les prestation et frais payés	27 458 709	15 764 662	23 781 101	102 692 136	10 529 803	1 947 280	1 623 531	23 424	25 397 148	209 217 794	302 585	209 520 379
18 part réassureurs dans les charges de provision	9 296 916	777 415	6 523 742	-44 140 800	2 882 620	2 198 746	106 099	-43 267	5 428 239	-16 970 290	4 630 626	-12 339 664
19 part réassureurs dans la provision pour participation aux bénéfices et ristournes	4 241 542		246 665	590 689	-43 730	329 078	419 774		2 822 654	8 606 672	5 184	8 611 856
20 commissions reçues des réassureurs	24 034 138	6 587 338	18 070 901	29 747 484	10 396 444	3 969 054	1 211 990		18 912 284	112 929 633	781 041	113 710 674
21 autres éléments de débit au de crédit à la charges de réassureurs	-105 717		-131 663	80 111	-47 219				7 980 288	7 775 800		7 775 800
22 solde de réassurance	-28 083 825	-7 251 585	-69 156 181	-46 534 174	-46 232 644	-6 352 055	-4 367 238	-19 843	2 504 093	-205 493 452	1 683 181	-203 810 271
résultat technique	39 468 524	-29 404 933	49 642 697	17 629 072	12 748 713	2 781 535	277 663	-346 387	120 777 829	213 574 713	5 037 080	218 611 793

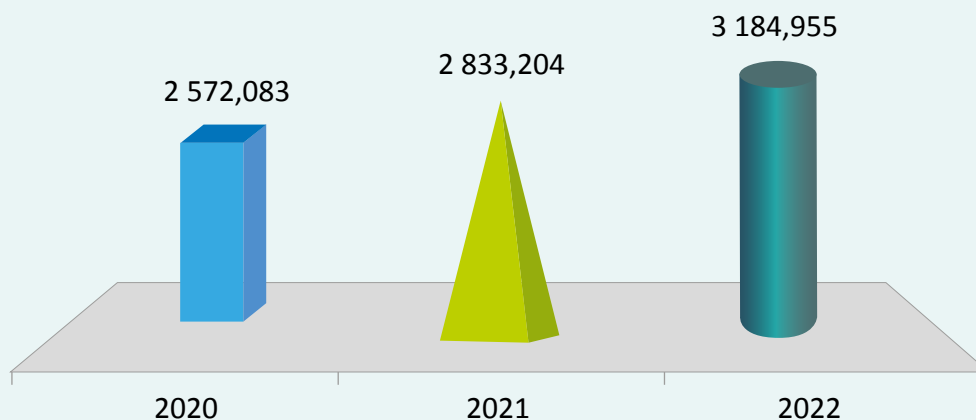
TUNISIAN INSURANCE MARKET IN 2022

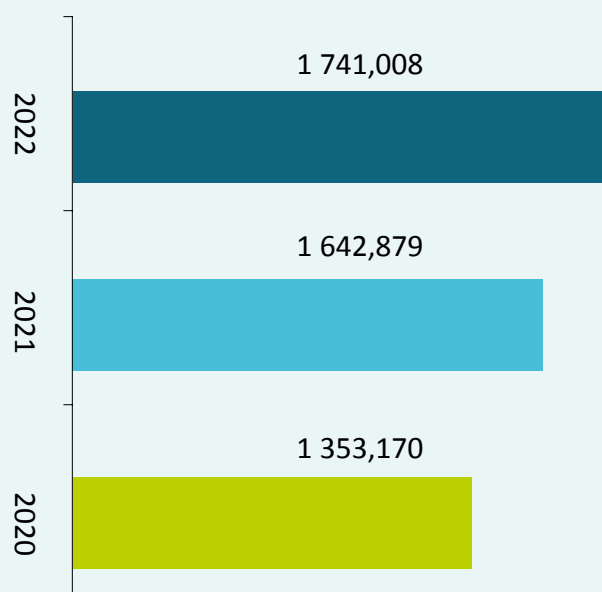
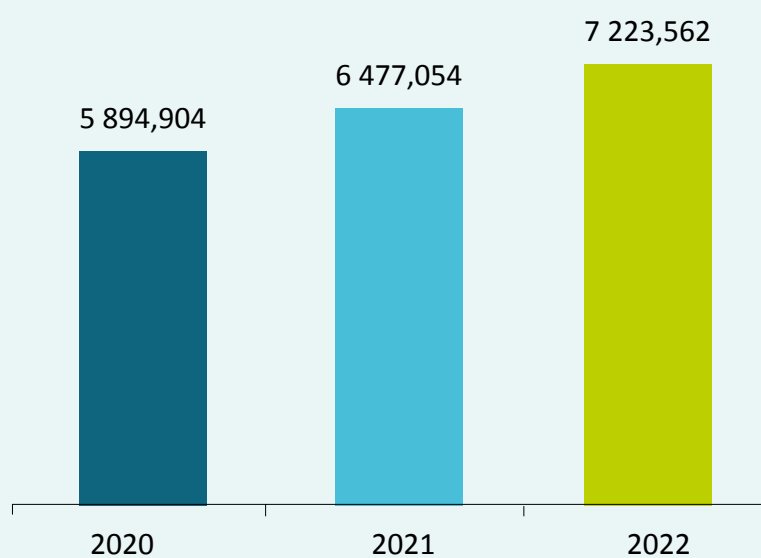
KEY FIGURES OF THE INSURANCE SECTOR

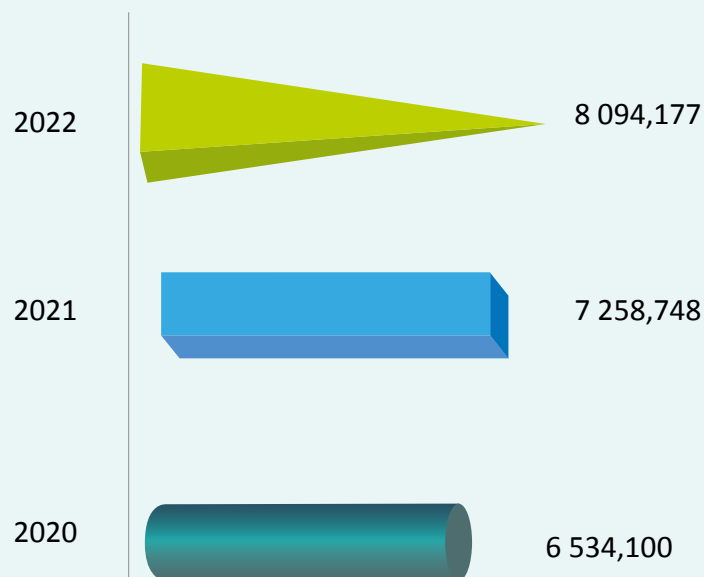
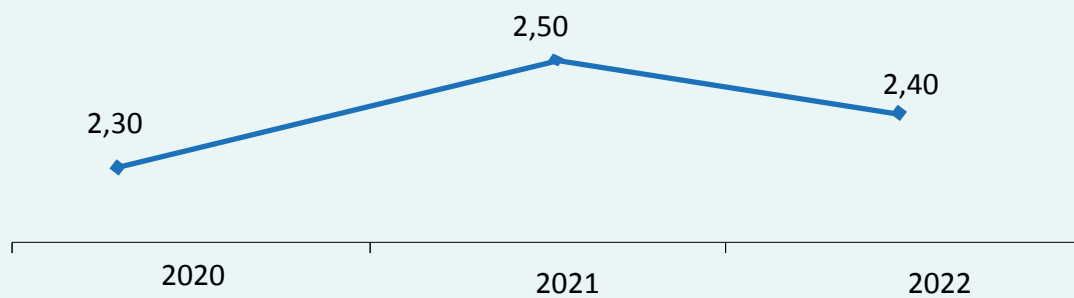
	2021	2022	In MD Ev. 22/21 in %
Written Premiums (Direct Business + Acceptances)	2 833 204 043	3 184 954 680	12,42
Claims Paid (Direct Business + Acceptances)	1 642 878 917	1 740 214 462	5,92
Management Expenses (Direct Business + Acceptances)	678 696 243	732 093 561	7,87
Technical Provisions	6 477 054 155	7 223 561 837	11,53
Cessions and Retrocessions	481 272 195	532 686 372	10,68
Investments	7 258 747 501	8 094 177 230	11,51
Financial Balance	340 762 531	426 601 967	25,19
Reinsurance Balance (cession results)	-77 747 335	-203 810 273	162,14
Net Technical Results	199 910 073	218 611 793	9,36
Balance Sheet Results	225 041 414	259 738 122	15,42

WRITTEN PREMIUMS

in MTD

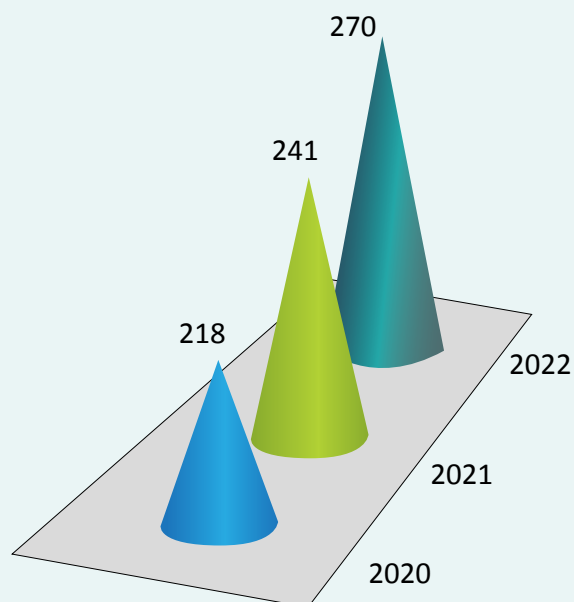


CLAIMS PAID**in MTD****TECHNICAL PROVISIONS****in MTD**

INVESTMENTS**in MTD****RATE OF PENETRATION****in %**

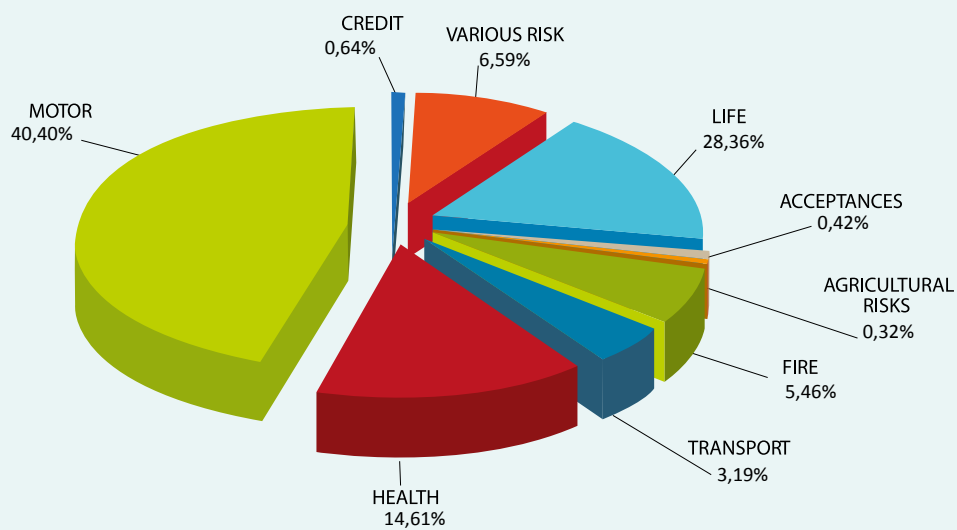
PREMIUMS PER CAPITA

in TD

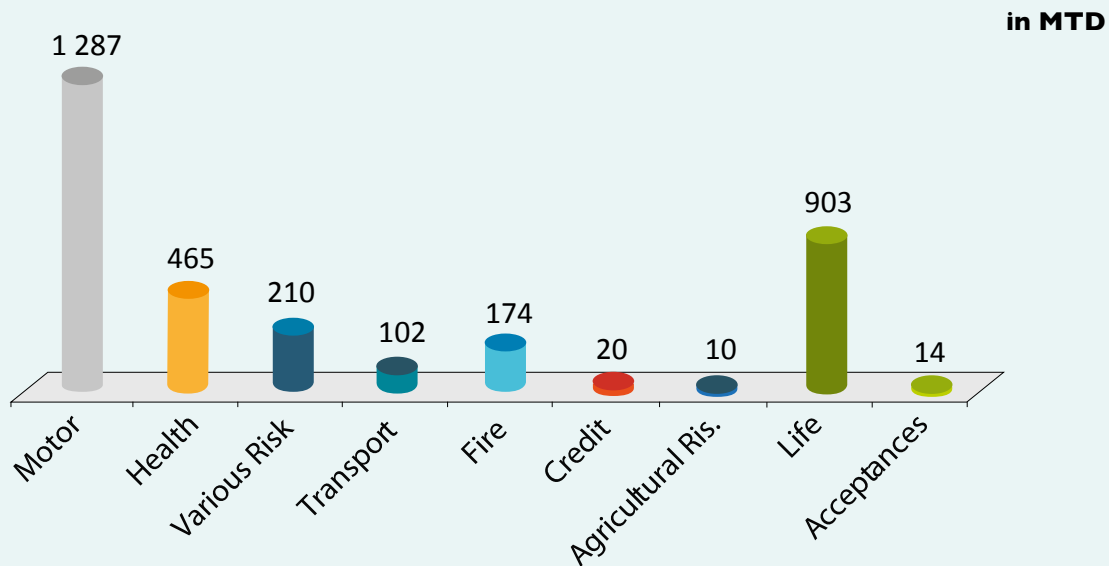


STRUCTURE OF THE PORTFOLIO OF THE MARKET BY BRANCH IN 2022

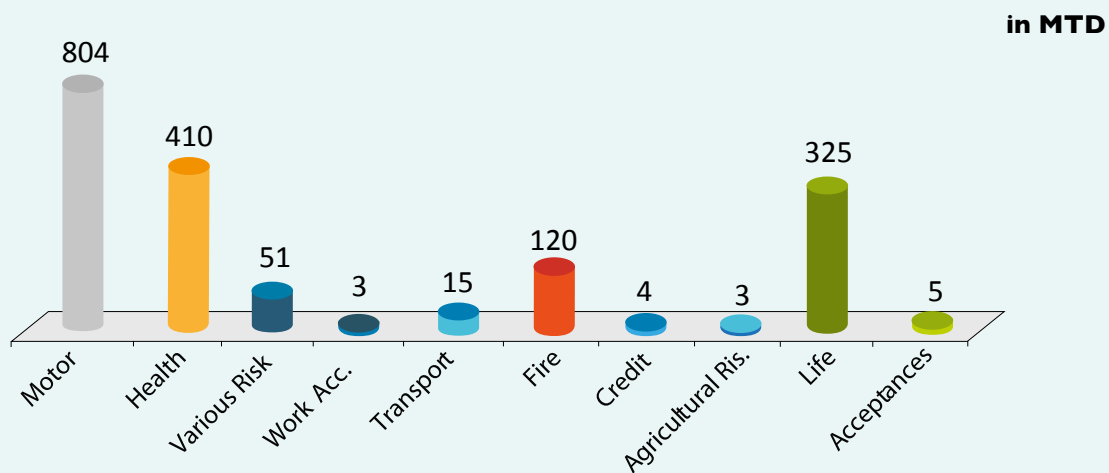
in %



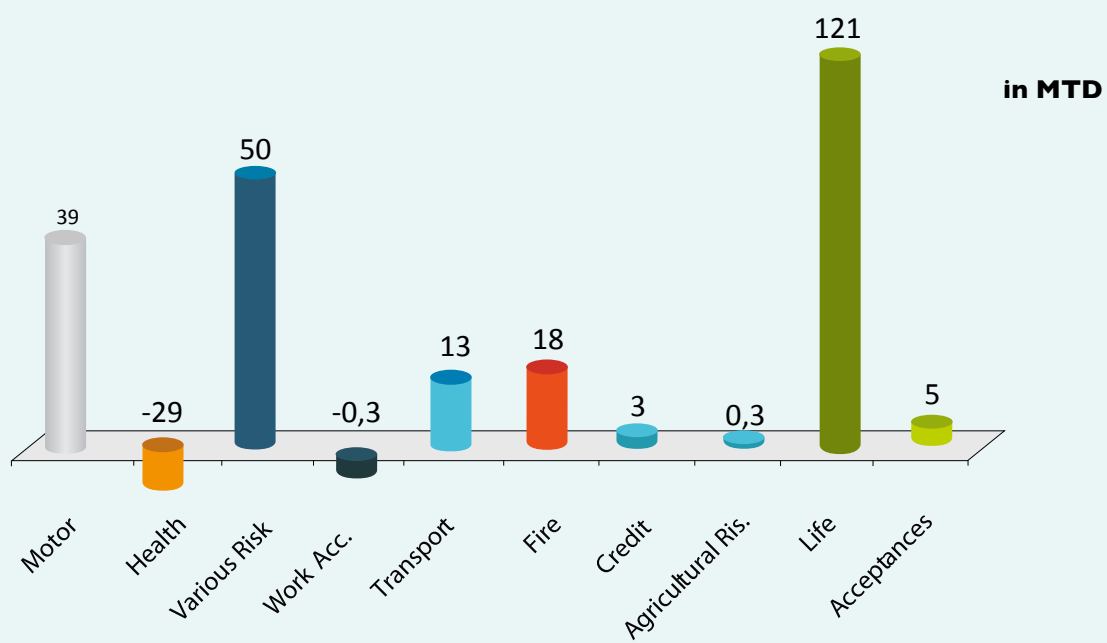
WRITTEN PREMIUMS BY BRANCH IN 2022



CLAIMS PAID BY BRANCH IN 2022



TECHNICAL RESULTS BY BRANCH IN 2022



LISTE DES ENTREPRISES D'ASSURANCES ET DE RÉASSURANCES

LISTE DES ENTREPRISES D'ASSURANCES ET DE RÉASSURANCES



DG : **Mohamed Skander NAIJA**
Adresse : Cité Essanaouer - les Berges du Lac II 1053 Tunis
Téléphone : 70.026.001
Fax : 71.268.400
Site Web : www.assurancesami.com



ASSURANCES BIAT

DG : **Mehdi MASMUDI**
Adresse : Immeuble Assurances BIAT les jardins du lac 1053 les berges du lac
Téléphone : 71.197.820
Fax : 71.197.810
Site Web : www.assurancesbiat.com.tn



DG : **Abdelmonem KOLSI**
Adresse : 45, Av. Kheireddine Pacha 1080 Tunis
Téléphone : 71.792.211
Fax : 71.794.723
Site Web : www.astree.com.tn



DG : **Abdellatif CHAABANE**
Adresse : 13, Rue Borjine, Montplaisir 1073 Tunis
Téléphone : 70.015.151
Fax : 71.901.251
Site Web : www.elamanatakaful.com



DG : **Tarek THAMRI**
Adresse : 15, Rue El Kods - Le Belvédère.Tunis
Téléphone : 31.331.800
Fax : 71.843.384
Site Web : <http://www.attakafulia.tn>



DG : **Mohamed Amel KARRAT**
Adresse : Angle rue winnipeg et Anneey - Les berges du lac - Tunis
Téléphone : 70.643.400
Fax : 70.242.616
Site Web :



DG : Mehdi DOGHRI
Adresse : Lot BC4 - Centre Urbain Nord/Tunis
Téléphone : 71.184.000
Fax : 71.184.184
Site Web : www.carte.tn



DG : Afifa BOUGHZOU
Adresse : Immeuble CARTE, Entrée B - Lot BC4 Centre Urbain Nord, 1082 Tunis
Téléphone : 71.184.160
Fax : 71.184.170
Site Web : www.carte.tn



DG : Lotfi BEN HAJ KACEM
Adresse : Immeuble COMAR, Av. Habib BOURGUIBA - 1001 Tunis
Téléphone : 71.333.400
Fax : 71.254.099
Site Web : www.comar.com.tn



COTUNACE

PDG : **Nebgha DRISS**
Adresse : 14 Rue Borjine 1073- Montplaisir - Tunis
Téléphone : 71.908.600
Fax : 71.909.439
Site Web : www.cotunace.com.tn



PDG : **Mohamed DKHILI**
Adresse : 94-92, Av. Hédi CHAKER 1002 Tunis
Téléphone : 71.843.900
Fax : 71.783.607
Site Web : www.gat.com.tn



PDG : **Mohamed DKHILI**
Adresse : 94-92, Av. Hédi CHAKER 1002 Tunis
Téléphone : 31 350 000
Fax : 71 783 607
Site Web : www.gat.com.tn



DG : Lamjed BOUKHRIS
Adresse : 6, Av. Habib THAMEUR 1069 Tunis
Téléphone : 71.340.933
Fax : 71.332.276
Site Web : www.ctamamga.com



DG : Lotfi BEN HAJ KACEM
Adresse : Immeuble COMAR, Av. Habib BOURGUIBA - 1001 Tunis
Téléphone : 71.333.400
Fax : 71.254.099
Site Web : www.hayett.com.tn



DG : Yazid SELLAOUTI
Adresse : Im. LLoyd, Av. Taher El Haddad, les Berges du lac- 1053 Tunis
Téléphone : 71.962.777
Fax : 71.962.440
Site Web : www.lloyd.com.tn



DG : Yazid SELLAOUTI
Adresse : Im. LLOYD, Av. Taher El Haddad, les Berges du lac- 1053 Tunis
Téléphone : 71.962.777
Fax : 71.962.440
Site Web : www.lloyd.com.tn



إنت لينا و أحنا ليك

DG : Lassaad ZARROUK
Adresse : Complexe el Mechtel Avenue Aouled Hafouz B.P. 1075 - 61 Tunis
Téléphone : 70.020.300
Fax : 71.845.440
Site Web : www.mae.tn



DG : Habib BEN HASSINE
Adresse : 64, Rue de Palestine 1002 Tunis
Téléphone : 71.788.800
Fax : 71.788.334
Site Web : www.maghreb.com.tn



DG : Habib BEN HASSINE
Adresse : 24, Rue du Royaume d'Arabie Saoudite - I002 Tunis
Téléphone : 71.840.488
Fax : 71.843.993
Site Web : www.maghreb.com.tn



DG : Dalila BADR
Adresse : Immeuble Assurances SALIM, 5 Centre Urbain Nord I003 Tunis, Tunisie
Téléphone : 71.948.700
Fax : 71.948.364
Site Web : www.salim-ins.com



DG : Hassene FEKI
Adresse : Square Avenue de Paris I080 Tunis
Téléphone : 71.340.866
Fax : 71.340.835
Site Web : www.star.com.tn



DG : Lamia BEN MAHMOUD
Adresse : Avenue du Japon - Montplaisir -BPI073 29 TUNIS
Téléphone : 71.904.911
Fax : 71.904.930
Site Web : www.tunisre.com.tn



DG : Makrem BEN SASSI
Adresse : Immeuble Zitouna TAKAFUL Bloc A-Avenue de la Bourse I053 Lac II
Téléphone : 080 71.198
Fax : 71.198.053
Site Web : www.zitounatakaful.com.tn



GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

DG : Mondher KHABCHECHE
Adresse : Rue du Lac Turkana les berges du lac I053 Tunis, Tunisie
Téléphone :
Fax : 70.221.710
Site Web :



DG : Hatem AMIRA
Adresse : 9 bis, Rue de la Nouvelle Delhi I002- Tunis-Belvédère
Téléphone : 70.148.820
Fax : 70.148.839
Site Web : www.ftusanet.org

Rapport Annuel 2022